

LE
MONDE

Libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 187 Février 1973 - Prix 3 F



**GESTION
OUVRIÈRE**

FA

Au Vietnam les mandarins signent la paix sur le dos du peuple une fois de plus absent à la table des négociations

VIE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

| | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AIN DYONNAX GROUPE LIBERTAIRE Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | GIRONDE BORDEAUX GROUPE ANARCHISTE SEBASTIEN FAURE Réunion du groupe tous les premiers vendredi du mois, 7, rue du Muguet. | MEURTHE-ET-MOSELLE Groupe de Nancy Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL Local : 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic) PARIS (18°) (Métro : Blanche ou Abbesses) Réunion plénière le 17 février à 20 h 30. Présence de tous indispensable. Permanence assurée par les militants du groupe chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements : écrire à Maurice JOYEUX, 24, rue Paul-Albert, Paris-18° ou téléphoner à 076-57-89. | YVELINES CHATOU-HOUILLES GROUPE DE PRESENCE ANARCHISTE EN FORMATION Ecrire aux Relations Intérieures. |
| ALLIER MONTLUÇON - COMMENTRY GROUPE ANARCHISTE Animateur, Louis Malfant, rue de la Pêcherie, 03 - COMMENTRY. | ILLE-ET-VILAINE GROUPE ANARCHISTE RENNES LIBERTAIRE Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | MOSELLE Groupe Libertaire de METZ Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | GROUPE ASCASO-DURRUTI Groupe révolutionnaire d'action et de propagande anarchistes. (5° et 13° arrondissements). S'adresser à Armelle, Librairie Publico, 3, rue Ternaux. | RHONE LYON LIAISON FA Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. |
| VICHY LIAISON F.A. Pour tous renseignements, s'adresser : 40, rue A.-Cavy, 03 - BELLERIVE. | ISERE FORMATION D'UN GROUPE LIBERTAIRE Pour tous contacts, s'adresser à B. Lanza, 38 - LES EPARRS. | MORBIHAN VANNES LIAISON F.A. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | GROUPE LIBERTAIRE SOLEIL NOIR Groupe anarcho-syndicaliste S'adresser aux Relations Intérieures. | SOMME AMIENS FORMATION D'UN GROUPE Avis aux Isolés d'Amiens et des environs. Si vous avez envie de vous joindre à un groupe, en vue d'un travail sérieux de propagande, prenez contact en écrivant aux Relations Intérieures. |
| ALPES DE HAUTE-PROVENCE BANON LIAISON ANARCHISTE CONTACTS ET INFORMATIONS Problèmes communautaires. Ecrire aux Relations Intérieures. | LOIRE SAINT-ETIENNE LIAISON F.A. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | NORD Région LILLE-ROUBAIX-TOURCOING Formation d'un groupe. Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | GROUPE DE L'ATELIER DU SOIR Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. (C'est un groupe parisien et banlieue.) | TARN LIAISON F.A. Formation d'un groupe anarchiste. Renseignements : François Goulesque, L'Estapet, 81 - Valence-d'Albigeois. |
| ALPES-MARITIMES CANNES GROUPE ANARCHISTE JULES-VALLES Ecrire aux Relations Intérieures. | LOIRE-ATLANTIQUE NANTES GROUPE FRANCISCO FERRER Réunion le 4 ^e vendredi de chaque mois. Pour tous renseignements, s'adresser à : PLOU, 194, rue Maurice-Jouaud, 44 - Rézé. | SEINE-MARITIME LE HAVRE GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND Pour contact, écrire aux Relations Intérieures. | PARIS-BANLIEUE OUEST GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL Groupe d'action et de propagande. Pour contact, s'adresser : G.L.G. Relations Intérieures. | VAR TOULON GROUPE D'ETUDES SOCIALES Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. |
| BOUCHES-DU-RHONE Liaison Martigues Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | LOT GOURDON FORMATION ANARCHISTE DE GOURDON Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | PAS-DE-CALAIS BETHUNE GROUPE ANARCHISTE POING NOIR Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | ARGENTEUIL LIAISON F.A. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | GROUPE ANARCHISTE TOULONNAIS Pour contacts, écrire à G. Le Floch, Résidence Plage, Corniche de Sauvlou, 83 - Six-Fours. |
| CHARENTE-MARITIME SAINTES GROUPE LIBERTAIRE LOUIS LECOIN Pour tous renseignements, s'adresser : Pierre Rousseau, 12, rue de la Grandfont, 17 - Saintes. | LOT-ET-GARONNE AGEN GROUPE DE L'INCROYABLE ANARCHIE Edite « l'Incrévable Anarchie » Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | PUY-DE-DOME CLERMOND-FERRAND GROUPE ANARCHISTE Renseignements : Relations Intérieures. | ASNIERES GROUPE ANARCHISTE Salle du Centre administratif, place de la Mairie, ASNIERES (deuxième et quatrième mercredi à 20 h 30). | VIENNE (HAUTE-) LIMOGES GROUPE COMMUNISTE LIBERTAIRE Pour contacts, écrire Relations Intérieures. |
| CHER VIERZON LIAISON F.A. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | LOZERE MARVEJOLS LIAISON F.A. Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | PYRENEES-ORIENTALES PERPIGNAN FORMATION D'UN GROUPE ANARCHISTE Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | MONTREUIL - LES LILAS PRESENCE ANARCHISTE Contacts entre Isolés, diffusion du M.L. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | VOSGES LIAISON EPINAL Pour contact, s'adresser Relations Intérieures. |
| COTE-D'OR DIJON EN FORMATION GROUPE LIBERTAIRE DIJONNAIS S'adresser aux Relations Intérieures. | MANCHE CHERBOURG ET NORD-COTENTIN Ecrire à Marc PREVOTEL, B.P.15, 50 - BEAUMONT-HAGUE. | PARIS ET SA BANLIEUE GROUPE LIBERTAIRE KROPOTKINE Paris - banlieue Sud. Ecrire aux Relations Intérieures. | BANLIEUE SUD GROUPE NI DIEU NI MAITRE En formation Pour tous contacts, s'adresser : PUBLICO, 3, rue Ternaux, 75011 Paris. | BELGIQUE Province du HAINAUT (Mons-Charleroi) GROUPE ACTION ANARCHISTE En formation. Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures ou aux vendeurs militants. |
| DOUBS Formation d'un groupe libertaire. Pour tous renseignements, s'adresser à : Bruno PREPOSIT, 17, rue du Petit-Charment (3 ^e étage), BESANÇON. Tous les jeudis après-midi. | MAINE-ET-LOIRE GROUPE LIBERTAIRE Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | GROUPE LIBERTAIRE DELIRE En formation. Ecrire 3, rue Ternaux, Paris (11°). | BANLIEUE SUD ANTONY, FRESNES Groupe anarchiste lycéen de liaison. Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | LIBRAIRIE PUBLICO Relations Intérieures. 3, rue Ternaux, 75011 PARIS. Tél. : VOL. 34-08. |
| EURE-ET-LOIR CHATEAUDUN GROUPE « LA LIBERTE OU LA MORT » Réunion chaque samedi après-midi. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | LIASION ANGERS Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | GROUPE HAN RYNER, PARIS (12°) Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures. | VAL-D'OISE SOISY-SOUS-MONTMORENCY FORMATION D'UN GROUPE ANARCHISTE Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures. | |
| FINISTERE BREST FORMATION D'UN GROUPE ANARCHISTE S'adresser à Auguste Le Lann, 30, rue Jules-Guesde, 29 N - Brest. | | | | |

ACTIVITÉS DES GROUPES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cours de formation anarchiste

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL

Tous les jeudis soir à 20 h 30 précises 10, rue Robert-Planquette, PARIS-18° Métro : Blanche ou Abbesses

COURS DE FORMATION ANARCHISTE

Après les différents cours sur les divers aspects de l'économie que nous venons d'étudier, nous commencerons ce mois de février par un cours d'orateur animé par Maurice Laisant.

Les camarades désireux de s'initier à l'art oratoire et de s'exercer en faisant un court exposé sur un problème de leur choix, seront les bienvenus et nous enregistrons toute sollicitation pour les cours d'orateur à venir.

Ensuite le problème de l'égalité économique, les grandes actions libertaires, seront traités par Maurice Joyeux.

Dans le thème Anarchisme et Syndicalisme, Maurice Joyeux nous fera également un exposé sur nos positions face aux institutions syndicales. Notre camarade Fabra, du mouvement espagnol, viendra nous parler des origines du mouvement anarchiste en Espagne.

Ces différents exposés seront donc donnés dans l'ordre ci-dessous :

JEUDI 1^{er} FEVRIER 1973 : cours d'orateur animé par Maurice Laisant.

JEUDI 8 FEVRIER 1973 : L'égalité économique, les grandes actions libertaires, par Maurice Joyeux.

JEUDI 15 FEVRIER 1973 : Origine du Mouvement anarchiste en Espagne, par Fabra.

JEUDI 22 FEVRIER 1973 : Nos positions face aux institutions syndicales, par Maurice Joyeux.

Le premier cours du mois de mars débutera le jeudi 1^{er} mars 1973 sur la notion de syndicalisme, par R. Caf-fenne.

Groupe Libertaire Louise Michel

Chaque samedi à 17 h 30, au local du Groupe : 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), Paris (18°) (métro Blanche ou Abbesses)

COLLOQUE-DEBAT

SAMEDI 3 FEVRIER
L'humour
avec Bernard DIMEY

SAMEDI 10 FEVRIER
L'Education sexuelle
par Mathilde NIEL

SAMEDI 17 FEVRIER
Désobéissance civile
et refus de l'impôt
par CHRISTIANE

SAMEDI 24 FEVRIER
L'événement du mois
par FLOREAL

SAMEDI 3 MARS
Le Syndicalisme
par Jean-Philippe MARTIN

CONFERENCE-DEBAT

organisée par le

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL

le vendredi 9 février à 20 h 30 précises
Salle de la Maison Verte
rue Marcadet, Paris-18° - métro Joffrin

SUJET : « LES ELECTIONS »

LE N° SPECIAL « ELECTIONS », PARU EN SUPPLEMENT A NOTRE DERNIER NUMERO, EST TOUJOURS DISPONIBLE.

COMMANDEZ-LE A PUBLICO.

(0,10 F à la commande - Prix de vente à la criée : 0,50 F).
LE M.L.

VENTE MILITANTE

AMIS LECTEURS, prenez contact avec nos militants ou avec les groupes locaux.

Dans de nombreux quartiers, nos militants vendent « le Monde Libertaire ». Nous vous avons signalé précédemment les points de vente assurés régulièrement.

Encouragez nos vendeurs et signalez-nous où il nous sera possible de diffuser notre journal.

NOUVEAU POINT DE VENTE

Marché Montorgueil - Paris-1^{er}
tous les dimanches de 10 h à 12 heures

PROVINCE

« Le Monde libertaire » est désormais en vente dans les kiosques des grandes gares de votre région.

Groupe libertaire Jules Durand

organise à Franklin, Salle « B »
20 h 30

CONFERENCE-DEBAT

VENDREDI 2 FEVRIER
LES ANARCHISTES ET LES ELECTIONS
avec Maurice LAISANT

SAMEDI 24 FEVRIER
L'ESPAGNE LIBERTAIRE
avec Manuel FABRA

Le groupe Voline étant provisoirement dissout à la suite de l'absence de certains de ses militants, une présence libertaire reste néanmoins souhaitable dans la région de Montreuil-Bagnolet - Les Lilas.

Pour cela il faut créer un point de vente du « Monde Libertaire ».

Même si vous disposez de peu de temps, n'hésitez pas à prendre contact par lettre avec A. Jourdois, 16, rue de Bagnolet, 93260 Les Lilas.

Vous pourrez utiliser les livres et brochures de l'ex-groupe.

En outre, si vous êtes intéressés par l'Espéranto, vous trouverez tous les renseignements nécessaires.

TRESORERIE

Pour tout règlement, envoyez vos fonds à Yvonne DALMENECHES au nom de PANNIER, C.C.P. 14-277-86 Paris.

La trésorière :
Yvonne DALMENECHES.

LA PEINE DE MORT

d'Elisée Reclus
avec une notice biographique et bibliographique
(Editions La Ruche Ouvrière)
En vente à la librairie Publico
Prix : 2 F

PRÈS DE NOUS

Cours d'espéranto, chaque mercredi à 18 h 30 au local du Groupe Libertaire Louise-Michel.

Pour tous renseignements et inscriptions à ce cours et sur l'espéranto, écrire à MAGNANI REMO, 83, rue Lemer cier, 75017 Paris.

Notre ami C.-A. BONTEMPS, à l'occasion de ses 80 ans, présidera le banquet du Faubourg (avec un débat) le jeudi 15 février à 19 h 30 au Cercle de la France d'Outre-Mer 79, Champs-Élysées

Réservation : 38 F, à Mme Poldès CCP 15765-19 Paris

ABONNEZ VOUS

Sommaire

| | Pages |
|-----------------------------------------------------------|--------|
| Edito : Conversion momentanée .. . | 3 |
| En France | |
| Le congrès de l'internationale des V.I.P. | 5 |
| par Jean DUTEIL. | |
| La B.N.P. et la conjoncture .. . | 5 |
| par Michèle ALBERT. | |
| Un jugement inique .. . | 5 |
| par Maurice LAISANT. | |
| Les raisins de la colère .. . | 6 |
| par le Gr. DURUTI. | |
| Agitation en Lot-et-Garonne .. . | 6 |
| par le Gr. de « L'incroyable anarchie ». | |
| Pétain pas mort .. . | 7 |
| La Rédaction. | |
| Sarra lo pounh Païsan d'Oc .. . | 13 |
| par Roland d'OC. | |
| Le Larzac et les souteneurs politiques .. . | 13 |
| par BUTTARD. | |
| Dans le monde | |
| Informations internationales .. . | 10 |
| Syndicalisme | |
| De quelle conscience parlons-nous ? .. . | 7 |
| par Max MARTINASSO. | |
| Syndicalistes et bulletin de vote .. . | 7 |
| par Gwenhaël TORREBEN. | |
| A propos des syndicats .. . | 7 |
| par ARNAUD. | |
| Aux chiottes les cadences .. . | 7 |
| par Philippe DAVANS. | |
| En dehors des clous | |
| « Gauche toujours tu m'intéresses » .. . | 4 |
| par Olivier ZARCO. | |
| Minorités .. . | 4 |
| par P.V. BERTHIER. | |
| Faute de syntaxe ou hypocrisie ? .. . | 4 |
| par Jean DUTEIL. | |
| Les marchands de Bonheur .. . | 4 |
| par le Père PEINARD. | |
| Propos anarchistes | |
| Le point sur les comités .. . | 6 |
| par Roland BOSDEVEIX. | |
| Réflexion sur la campagne électorale .. . | 11 |
| par Mathilde NIEL. | |
| Les concepts de masse .. . | 12 |
| par Charles ROLLAN. | |
| Etude - Enquête | |
| La C.F.D.T., l'autogestion et l'anarcho-syndicalisme .. . | 8 et 9 |
| par Maurice JOYEUX. | |
| L'amour n'est pas l'amour .. . | 12 |
| par Mathilde NIEL. | |
| Qu'est-ce que l'inflation ? .. . | 16 |
| par Michel BUTTARD. | |
| Conférence | |
| La barbe du Prophète .. . | 10 |
| par Marc ALFRED. | |
| Nécrologie | |
| Ceux qui nous quittent .. . | 5 |
| Arts, littérature, spectacles | |
| L'Etat et l'homme .. . | 10 |
| par AIZENBERG. | |
| Exposition .. . | 14 |
| par H. PATOU. | |
| L'Étroite lucarne .. . | 14 |
| par CARMEN. | |
| Cinéma .. . | 14 |
| par P. BIGOT. | |
| Le livre du mois .. . | 15 |
| par Maurice JOYEUX. | |

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
VOLtaire 34-08

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15
Prix de l'abonnement

| | | |
|------------------|-----------------|---------|
| France : | 6 numéros .. . | 10 F |
| | 12 numéros .. . | 20 F |
| sous pli fermé : | 6 numéros .. . | 17,20 F |
| | 12 numéros .. . | 34,40 F |
| Etranger : | 6 numéros .. . | 14 F |
| | 12 numéros .. . | 28 F |
| Par avion : | 6 numéros .. . | 19 F |
| | 12 numéros .. . | 38 F |

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom .. .
Prénoms .. .
Adresse .. .
A partir du numéro .. .

Le directeur de la publication :
Maurice Laisant

I.M.B., 15, rue du Louvre, 75001 PARIS
Diffusion S.A.E.M.-Transports Presse
Commission paritaire : N° 28.639
Dépôt légal 1^{er} trimestre 1973 - N° 108

CONVERSION MOMENTANEE

UNE SOCIETE FAITE PAR L'HOMME ET POUR L'HOMME...

De la bouche de quel libertaire sont tombées ces paroles ? Quel opposant irréductible à toute oppression, à tout gouvernement, à tout appareil d'Etat, quel adversaire implacable de toute autorité, quel partisan et artisan du respect et de l'épanouissement de la personne humaine a-t-il pu les prononcer ?

Comme on se trompe !

L'auteur de cette heureuse formule est le plus conservateur des hommes, le plus farouche défenseur de l'actuel système, si peu fait par l'homme et pour l'homme.

L'auteur de cette déclaration de foi (qui pour lui n'est qu'un slogan) n'a pas fait montre, au cours de sa carrière déjà longue, du moindre souci de ce que pourrait être le milieu pour l'homme, l'Homme majeur et maître de ses destinées.

L'auteur de cette phrase lapidaire s'est toujours placé en écran entre la réalisation sociale et l'individu, le privant d'établir, de gérer, d'améliorer lui-même une « société faite par l'homme et pour l'homme ».

En un mot comme en cent, ce libertaire accidentel, cet individualiste d'occasion répond au nom de Jacques Chaban-Delmas.

Seulement aujourd'hui l'occasion s'appelle les élections législatives, et l'accidentel se nomme la bûche que craignent ces messieurs de l'U.D.R.

Alors face à l'épouvantail communiste, dont l'ancien Premier ministre rappelle l'inhumanité, il croit bon de brandir le respect de la personne humaine.

De « Charonne » aux répressions policières de « Mai 1968 » où était-il ce respect ?

Dans les livraisons d'armes du négrier Debré à tous les peuples « sous-développés » auxquels on ne peut pas envoyer du beurre, mais à qui l'on peut livrer des canons ?

Dans l'envoi à l'échafaud de deux misérables, produit incontestable de la société, de deux misérables qui s'étaient fait la main en Indochine et dont l'armée était la patronne ?

Dans le refus pour la femme de disposer de son corps, un corps qui, pour l'omnipotent Etat, n'a d'autre rôle que de produire de la main-d'œuvre : des putains, des flics, des soldats et des électeurs disciplinés ?

Dans la condamnation de ceux qui, dans un monde de folie et de crime, sur une poudrière prête à sauter, se refusent à participer à son crime et à sa folie, et disent « non » aux fous et aux criminels qui y promènent des menaces de suicide universel ?

Mais le respect de la personne humaine, c'est aussi le respect de ses goûts, de ses aspirations, de ses rêves, c'est aussi le droit et le respect de la culture de son choix.

Qu'en pensez-vous, Messieurs du gouvernement, qui avez porté les ciseaux de votre imbécile censure sur toute production « faite par l'homme et pour l'homme » et qui n'avez pas reculé devant le ridicule d'interdire Diderot ?

Cependant nous nous en voudrions de ne pas féliciter M. Jacques Chaban-Delmas de son tardif appel à l'humain.

Non que nous ayons la naïveté de prendre au sérieux des déclarations qui ne dureront pas plus qu'une période électorale, mais parce que nous constatons, une fois de plus, que lorsque les partis en lutte veulent revendiquer un peu de sagesse et de grandeur humaine, c'est à nos théories qu'ils l'empruntent, et que c'est là seulement qu'ils peuvent en trouver la référence.

Cela valait d'être dit, et, paraphrasant François de la Rochefoucauld qui déclarait : *L'HYPOCRISIE EST UN HOMMAGE QUE LE VICE REND A LA VERTU* ne pourrait-on pas moderniser ainsi la maxime : *LES PROMESSES ELECTORALES SONT UN HOMMAGE QUE LA POLITIQUE REND A L'ANARCHIE ?*

AMIS LECTEURS !

C'est, depuis ces deux derniers mois, avec une grande satisfaction que nous enregistrons un effort particulièrement important pour soutenir le journal. L'amplitude de cette aide, son aspect collectif sont pour nous une source de joie et de stimulation pour la poursuite de notre action de vulgarisation des idées qui nous sont communes et que nous voudrions voir grandir plus rapidement dans ce pays comme dans bien d'autres où existent des mouvements libertaires efficaces.

Grâce à ces abondantes souscriptions et aides diverses qui nous parviennent de tous les coins de l'hexagone, et même de l'étranger, nous pouvons espérer dans l'immédiat une parution régulière du *Monde libertaire*. Néanmoins, cette aide ne doit pas se tarir car notre situation reste toujours précaire, et nos ventes, qui vont en se développant tant de la part des messageries que des ventes militantes, ne sont pas encore suffisantes pour assurer un équilibre serein de notre trésorerie. Si notre position financière peut être considérée, par rapport à d'autres publications de la presse libertaire, comme relativement bonne, son évolution prévisible assez optimiste, elle n'est cependant pas suffisante car nous ne sommes pas à l'abri d'un certain nombre d'éléments de reflux dont, notamment, l'augmentation continue des coûts de fabrication.

Cette hantise de notre propre vulnérabilité est évidemment peu sécurisante et nous incite à vous demander de maintenir, voire de dépasser, le volume de votre aide financière. La dépasser cela s'impose si nous voulons réaliser les projets qui nous tiennent à cœur, telle une meilleure diffusion dans chaque ville, dans chaque quartier, telle une plus large information et publicité de notre organe. Ces projets qui, dans un premier temps, peuvent être jugés comme très raisonnables, sont toutefois indispensables si nous voulons détruire cette conspiration du silence qui entoure nos idées et notre mouvement.

C'est à ces tâches que nous vous convions à participer et qui sont, nous en sommes perdus, à la mesure de notre volonté d'aboutir. Aidez le *Monde libertaire* en souscrivant, en vous réabonnant rapidement et en faisant abonner vos amis et vos proches. Aidez la librairie Publico dans laquelle vous trouverez toutes sortes de livres et disques qui intéressent de près ou de loin nos préoccupations idéologiques.

Des projets... nous en avons également pour notre librairie Publico qui reste la librairie d'un mouvement et non pas celle de vendeurs de papiers qui s'intéressent à la littérature révolutionnaire parce qu'il en existe un marché bien réel auprès de la jeunesse. Dans un avenir plus ou moins proche, nous espérons bien sortir une collection de poche à bon marché qui, actuellement, fait cruellement défaut à notre mouvement. C'est donc en achetant davantage, par correspondance ou en venant nous voir à notre boutique et en incitant vos connaissances à s'y approvisionner que nous pourrions mettre sur pied cette édition.

Amis connus ou inconnus, nous vous remercions et nous insistons auprès de vous pour poursuivre l'effort déjà entrepris.

Les Administrateurs :

Michel BUTTARD, Roland BOSDEVEIX.

" GAUCHE TOUJOURS TU M'INTERESSES "

Les élections approchent, et chaque parti fait donner de tous feux ses plumitifs. Parmi ces intellectuels pensant et écrivant à « Gôche », mais vivant à droite, s'en trouve un, Dominique Durand, qui, faisant la revue de la presse de droite (« Combat » du 9 décembre 72), a cru bon d'insérer entre « Aspects de la France » et « Pour un Ordre Nouveau », notre journal « Le Monde Libertaire ». De telles méthodes, sans nous surprendre, n'en sont pas moins dégueulasses (il n'y a que ce terme qui convienne) ; l'amalgame et le mensonge ont toujours été les armes favorites des partis totalitaires, et leurs valets, on doit le reconnaître, s'en servent à merveille.

L'assimilation de l'Anarchie à l'extrême-droite ne date pas d'hier ; au traditionnel syllogisme :

la « gauche » a raison
la « gauche » combat la droite
la « gauche » combat les anars
donc, les anars sont de droite.
s'ajoute la confusion que certains fascistes, cherchant des justifications à leur honteux idéal dans les œuvres de Stirner, Grave ou Nietzsche, ont créée, confusion entre individualisme et fascisme, entretenue depuis par les tenants du totalitarisme de droite et de gauche.

Aujourd'hui, où se marque une renaissance des pratiques libertaires, l'opposition combattante se loge de plus en plus en des comités informels et non-officiels, en dehors (toujours) et le plus souvent en opposition aux partis autoritaires et aux organisations gauchistes : ainsi se sont créés le MLF, le FHAR, les grou-

pes de résistance à l'armée, à l'impôt, et même jusqu'à certaines sections syndicales, où la base est plus combative que les unions départementales ou régionales.

Savez-vous que le camarade Lanza est un être simpliste, peu original ? C'est en tout cas l'avis de ce journaliste de « Combat » ; de l'article de notre camarade (Marxisme, capitalisme : bonnet blanc et blanc bonnet) Durand ne parle surtout pas du fond, c'est-à-dire de la pensée de Lanza, qui occupe les 9/10 de l'article. Pourquoi ce silence ? par communauté de vues ? Sûrement pas : c'est que ce journaliste est un salaud, et qu'il ne veut surtout pas se risquer à parler de la hiérarchisation des salaires ; alors, bien sûr, il accuse notre camarade « d'y aller un peu fort », et de « manquer d'originalité ». Peu original d'avoir voulu faire sentir la merde, alors qu'il

est de bon ton d'avoir le nez bouché.

Peu original d'avoir évoqué la Tchécoslovaquie, cet « incident de parcours », comme il était peu original de parler de Kronstadt, de Makhno, des camps staliniens, de Budapest, etc.

Peu original, certes, mais comme l'originalité se fait rare, par les temps qui courent.

B. Lanza est un être simple, un ouvrier, il écrit ce qu'il pense, sans fioritures ; évidemment, c'est extraordinaire pour ces intellectuels qui font de l'ouvriérisme... mais souvenons-nous de ce beau poème de Léo Ferré :

« Je n'écris pas comme De Gaulle ou comme Perse

J'écris et gueule comme un chien

Je suis un Chien. »

Olivier ZARCO.

FAUTE DE SYNTAXE ou HYPOCRISIE ?

A la fin d'une de ces manifs, qui troublent quotidiennement la circulation parisienne sous l'œil indifférent des batfards ne se sentant en rien mobilisés — la fréquence de ces exercices de défoulement leur enlevant tout impact positif — on a entendu clamer ce pléonasme vicieux :

A bas l'Etat policier ! Hypocrisie ou candeur ?

Tous ces lurons de pure obédience marxiste (seule la légitimité révolutionnaire de M. Duclos était absente) n'ont comme finalité à leurs desseins politiques que le remplacement de l'Etat bourgeois par l'Etat prolétarien. Or, a-t-on vu dans l'histoire de la civilisation un Etat qui ne fût pas policier, qu'il soit trotskystes, maoïste, brejnévien, démocrate populaire, royaliste, républicain, pompidolien, gaullien, castriste, titiste, arabisant, socialisant ou sioniste ?

La police est nécessaire au maintien de l'Etat comme l'air est indispensable à l'homme pour vivre. Et les polices ont les mêmes méthodes sous toutes les formes de gouvernement ; pour les flics, un homme libre est un délinquant qui s'ignore et tous les moyens sont bons pour le forcer à suivre la ligne de pensée que l'Etat impose.

Donc, ces jeunes gens souhaitant l'abolition de l'Etat policier et Etat et police étant intimement liés au point de se confondre, ils sont donc contre l'Etat, mais ce dernier étant l'expression de l'autoritarisme de leur parti, on ne voit pas comment leur conscience marxiste peut être en accord avec leur doctrine et leurs slogans — à moins que leur doctrine ne soit comme la publicité sur les vespasiennes : sur les panneaux extérieurs et il est écrit Claquesin, mais ce qui coule à l'intérieur n'en est pas !

Allons, soyons sérieux jeunes gens, je pense que vous êtes sincères, aussi pour mettre en repos votre âme marxiste déchirée par ce cruel dilemme, pensez que depuis le 2 septembre 1872 au Congrès de La Haye, il existe un groupe collectiviste antiétatique et antiautoritaire, donc contre l'Etat et ses polices. Bakounine, vous connaissez ?

Passez rue Ternaux, le copain de permanence vous donnera quelques judicieux conseils.

Jean DUTEIL.



MINORITES

Admirable, cette parole d'un centriste émettant un pronostic sur les prochaines élections législatives : « Même si nous ne sommes pas très nombreux, l'important est que nous le soyons assez pour être les arbitres ! ».

La situation qu'il espère est la suivante : le bloc de droite, dit gaulliste, et le bloc de gauche, dit socialo-communiste, ayant à la Chambre des représentations à peu près égales, et, entre celles-ci, un petit noyau centriste sans l'appoint duquel aucune des deux formations principales ne puisse être majoritaire.

Gouverner ainsi, c'est l'idéal. J'ai connu autrefois un conseil municipal qui régissait une ville dans ces conditions. Sur vingt-sept conseillers, il y avait douze élus d'une liste locale dite de droite et onze communistes ou sympathisants ; les quatre autres conseillers étaient des socialistes S.F.I.O. Eh bien ! ces quatre-là étaient les maîtres de la ville, car il suffisait de leurs voix pour faire réussir ou échouer n'importe quelle initiative des deux grandes formations du conseil. Celles-là l'avaient si bien compris qu'elles avaient élu maire et premier adjoint deux des membres de la petite minorité socialiste.

Par un mécanisme semblable, il est des centristes qui supplantent pour le centre un avenir en or à l'Assemblée nationale. Ils se voient très bien tenir par le milieu le balancier qui maintient le régime sur la corde raide.

Etre un petit et prospérer entre deux gros qui se disputent, voilà du reste une situation assez commune, si elle n'est pas toujours de tout repos. Prenez par exemple la colonie de Djibouti, que vient de visiter le Président de la République. Si l'Ethiopie était seule à nourrir sur elle des visées, il y a une belle lurette que le Négus l'aurait avalée toute crue ; et si la Somalie avait seule envie de l'annexer, ce serait déjà fait. Mais comme ces

deux Etats africains rêvent de se l'approprier, et qu'aucun des deux n'est disposé à laisser à l'autre les mains libres, il s'en suit que tous deux restent tranquilles et que la France en a profité pour maintenir sa domination sur cette enclave, lorgnée par deux convoitises qui, s'équilibrant, se neutralisent.

Mais nous-mêmes, quand nous raisonnons en individualistes, ne nous arrive-t-il pas de reconnaître que nous devons quelques-unes de nos libertés à la concurrence et à la bataille que se livrent en permanence des Eglises, des partis et des groupes qui, s'ils ne se chamaillaient, pourraient fort bien s'entendre pour nous les confisquer ? Ne nous félicitons-nous pas parfois de jouir en minoritaires des possibilités que nous offrent les querelles entre majorités ? Car, tant qu'elles ne vont pas jusqu'à la guerre, les rivalités entre puissances sont une occasion pour l'individu d'améliorer sa position et d'affranchir ses coudées dans l'interstice et le répit que leurs affrontements lui laissent.

N'empêche qu'il est beau d'entendre un candidat qui se proclame démocrate déclarer : « Pourvu que les géants majoritaires soient à peu près d'égale force, nous, minoritaires, nous gouvernerons ! ». Ce qui ne l'empêche pas de continuer à dire que la démocratie, c'est la loi de la majorité.

Car, en période électorale surtout, le verbalisme est roi, et le sens des mots mis à rude épreuve. N'appelle-t-on pas aussi démocratie le régime du parti unique dans certains pays ? Là, une foule énorme obéit sans discuter à une organisation minoritaire, elle-même passivement soumise aux décisions d'un comité de quelques membres cooptés. Et, chez nous, quelles minorités innovées mais agissantes n'y a-t-il pas derrière nos majorités dépendantes, quoique tapageuses ?
P.-V. BERTHIER.

LE PERE PEINARD



LES MARCHANDS DE BONHEUR

La majorité qui va partir, du moins nous l'espérons, a donné le coup d'envoi de la campagne électorale à Provins au cours d'une journée de propagande. Tout le peuple avait été prévenu, les Boîtes Lumineuses étaient présentes ainsi que les radios, on allait connaître les projets du parti de la pureté dans la continuité. Les grands hommes du régime étaient présents et le discours fut prononcé par le ministre 1^{er}, un nommé Mer-messe. Cet homme qui parlait au nom d'une clique au pouvoir depuis quatorze ans, avait du courage. Songeait-il qu'il représentait la longue lignée des incapables qui depuis les stupidités de Charles-le-Long et son continuateur Pompon 1^{er}, gaspille le travail de ce pays ?

De la date mémorable de son installation à l'esbroufe, le mégalomane deux églises, n'a jamais raté une occasion de faire une bêtise. Notre argent et le fruit du travail a été royalement gaspillé. Il y a la force de frappe, les sous-marins atomiques, la Télé en couleur : la meilleure du monde, c'est sans doute pour cela que le monde l'ignore. Le R.E.R. qui devait être inauguré en 1967. En voulez-vous encore des joyusetés de Charles-le-Long nous en reste encore « Le Concorde » qui nous coûte trois fois plus que la jonction Rhône-Rhin, du reste en panne. Les merveilles de La Villette, la création d'un centre sidérurgique à Fos, etc. Tous ces décombres soupoudrés de vols, chantages, et de scandales financiers laissent un souvenir amer à tous ceux qui crurent au Père Noël. Mais laissons la parole au ministre 1^{er} qui va nous faire savoir ce qui nous attend dans un trimestre. Le monsieur 1^{er} a bien parlé, clairement, j'ai très bien compris : et plus il parlait plus je nageais dans le bonheur. Tout ce que je rêvais va s'accomplir d'ici peu de temps.

Les vieux ? Ils vont avoir ce qu'ils réclament. Les retraités toucheront à 63 ans en attendant de toucher à 60 ans. Des piscines même pour ceux qui n'en ont pas demandé. Le problème de l'enseignement, c'est comme si vous l'aviez. Quant aux problèmes syndicaux, il n'y en a plus ; les patrons et le pouvoir étant consentants aux justes réclamations des masses laborieuses. Enfin les paysans vont obtenir au printemps ce qu'ils attendent depuis des années. Je bavais d'admiration devant cette avalanche de promesses. C'est un peu, après ce moment culminé de foire, son numéro était au point. Avant la guerre de 1914 il y avait une imprudence ; emporté par son enthousiasme il fit des promesses sur le parfait fonctionnement du téléphone l'an prochain. C'est à ce moment là que j'ai enfin compris que le Mer-messe se foutait de nous, ou qu'il venait d'avoir un coup de paludisme... dame, un ancien de la Légion !

Tout ce qu'a annoncé le délirant de Provins est matériellement irréalisable, ça ne fait rien, c'était agréable à entendre comme le pensent beaucoup de chers z'auditeurs y croiront encore après Pâques. Mais on doit reconnaître, comme bonisseur de foire, son numéro était au point. Avant la guerre de 1914 il y avait une scie à la mode, aujourd'hui on nomme cela un slogan, que tous les titis parisiens prononçaient pour tout, et pour rien, c'était : En voulez-vous des z'homards ? En attendant le farceur, ci-dessus décrit, il me semblait l'entendre crier à toute l'hexagone : En voulez-vous des z'homards ? Hélas le piètre camelot ayant trop promis, tout le monde a deviné, avec le coup du téléphone, que le Mer-messe parlait pour ne rien dire.

Ce qu'il faut retenir de cette aventure c'est que tous les marchands de bonheur sont taillés sur un modèle identique, il arrive toujours un moment où, emportés par le verbe, ils en disent trop. Je songe à tous ceux qui souhaitent prendre la suite des pillards actuels, croyez-moi il faut les écouter avec prudence. Quand la passion les domine ils risquent souvent de faire des prophéties gratuites, que nous les éternels auditeurs, confiants et crédules, nous attendrons jusqu'à la fin de nos jours. Maintenant la Boîte Lumineuse peut dire tout ce qu'elle veut, je ne suis pas dupe : en écoutant les Nouveaux Messieurs je me demande toujours, à quel moment va-t-il nous dire : En voulez-vous des z'homards.

LE PERE PEINARD.

SOUSCRIPTION

Salerno 16 F, Rodriguer 56,85 F, Bonic 10 F, Garcia 10 F, Retho 10 F, Givordin 30 F, Bernardeau 20 F, Dumonteil 50 F, Edéry 10 F, Geoffroy 100 F, Lochu 10 F, Corre 30 F, Millot 150 F, Gassambois 50 F, Gr. Asnières 48 F, Marcelle 20 F, Oréal 10 F, Besson 10 F, Martinez 5 F, Bernard W. 10 F, Giraud 20 F, Prévotot 30 F, Bonin 100 F, Riquet 10 F, Céko 5 F, Grulesque 170 F, Guy Weinachter 12 F, Jackot 10 F, Gr. Oyonnax 100 F, Gr. Rennes 70 F, Cousin 10 F, Buatois 30 F, Garcia E. 13 F, Escoulet 50 F, Banet M. 4 F, Angot 6 F, Roland 8 F, Tassin 2 F, Auffredou 20 F, Castagnet 10 F, Preiss 23 F, Rolland (Australie) 10 F, Rousseau 5 F, Bernard 2 F, Thierry 6 F, Binet 2,50 F, Luis 2 F, Suze 10 F, Simon 15 F, Anonyme 7 F, Gr. Louise-Michel 10 F, Catherine 11,50 F, Anonyme 5 F, Thierry 15,15 F, Anonyme 40 F, Vierson 6 F, Jean Pierre 4,90 F, Anonyme 1 F, Bernard 15 F, Carmen 20 F, Planas 9 F, Anonyme 4 F, Hervé 2,50 F, Michel 10 F, Fernandez 100 F, Nadal 30 F, Atelier du soir 150 F, Garcia 10 F, Rougier 20 F, Martin 5 F, Roland 10 F, Bernard 50 F, Louise-Michel 20 F, Baitrot 5 F, Anonyme 1,30 F, Pascal 2 F, Pol 6 F, Piogoff 4,75 F, Ibiu 6 F, Alain 2,60 F, Lambert 10 F, Patrice 10 F, Wally 2,75 F, Floréal 2,50 F, Arlidai 10 F, Dupré 30 F, Niel 10 F, Angot 6 F, Prévost 20 F, Anonyme 15 F, Mahé 10 F, Goastrioux 10 F, Bristica 30 F, Coulon 10 F, Comiti 10 F, Lanza 13,35 F, Jody (Suisse) 55 F, Vola 5 F, Gilbert 6 F, Gr. d'Espérantistes 30 F, Lantueioul 15 F, Rousseau 10 F, Ponthieu 5 F, Thivolet 10 F, Bichon 10 F, Dambrine 5 F, Colin 7,50 F, Bernadas, 10 F, André 10 F, Drouin 20 F, Izquierdo 5 F, Weichnater 30 F, Certers 30 F, Balsan 50 F.

LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE DES V. I. P. LA B.N.P. et la CONJONCTURE

Jaloux du succès de Rocard chez les couventines et les sacristains, dépité par le voyage électoraliste à Moscou du « Seigneur qui nous gouverne », le beau François, le menton romain, l'œil fixe sur les frondaisons du parc élyséen, a convoqué à Paris l'Internationale socialiste. Socialiste !!! Il est vrai que le mot socialiste ayant couvert tant de saloperies et de trahisons, peut encore servir à ces politiciens sans scrupule pour cacher leur appétit de pouvoir, s'appuyant sur la résonance qu'a encore ce mot chez un prolétariat facile à bernier, conditionné par une presse plus encline aux gros tirages qu'à une objectivité rigoureuse.

Cette docte assemblée, qui ressemble davantage à un club d'hommes d'Etat qu'à une Internationale ouvrière, avait pour objet de confirmer les espérances de la S.F.I.O. new-look et de jouer un mauvais tour au sous-fifre de Rothschild qui, à leurs yeux, se prend un peu trop sérieusement pour le grand homme de l'Europe, lui dont la grandeur a péniblement dépassé Cajarc et dont la devise pourrait être « Beaucoup de bruit pour rien. »

Le clou, la vedette de ce plateau international de grands pitres tragiques Mme Golda Meïr soi-même, pimpante, fringante, venant apporter à ses collègues le salut d'Israël, de l'Israël de Moshe Dayan et de ses vautours, des amis de Nixon-les-mains-rouges, de la bourgeoisie et des grandes banques internationales, mais non le salut des juifs conscients qu'une paix signée à coups de canon ne peut qu'engendrer les guerres de demain, que l'attitude intransigeante ne peut que développer les antagonismes de la haine des Palestiniens des camps manipulés par les potentats arabes qui ont trop d'intérêt à maintenir le désordre pour cacher leur impé-

ritie, leurs fallacieuses promesses, la justification d'armées assurant leur dictature sur des peuples que des siècles de colonisation ont rendu apathiques ; Palestiniens trompés, leur cause exploitée par les politicards de tout poil ne voyant dans cette tragédie qu'une occasion de faire parler d'eux, de créer une agitation sans effet pour la cause qu'ils disent vouloir défendre, beau terrain pour leurs sordides manœuvres d'influence.

Si tous les roubles, les dollars, les francs, les yens, les livres qui ont été distribués à ces fantoches orientaux pour perfectionner leur machine à tuer avaient servi à mettre en valeur le désert — et cela n'est pas impossible, Israël l'a prouvé —, les Palestiniens auraient leur part des richesses de ce monde. Et si la logomachie verbeuse des leaders des Nations Unies et des pays arabes avait été remplacé par des conférences sérieuses avec, pour objectif, la ferme volonté de réussir, une solution aurait été trouvée à cette situation apparemment sans issue. Alors, le calme régnerait et Juifs et Arabes pourraient ensemble rendre fertile cette terre aride. Mais Mme Meïr n'a cure de ces perspectives de paix elle veut Sa paix et non La paix. Au lieu de chercher avec les Palestiniens directement intéressés une possibilité d'entente, elle court le monde pour justifier la destruction, la haine déchaînée, les meurtres légaux de la guerre. Au lieu d'aller voir Monsieur Tout-Blanc, Madame, vous auriez mieux fait de parachuter des vivres et des vêtements aux réfugiés des camps. Plutôt que de les dynamiter, construisez leur des maisons. Vous représentez, Madame, un peuple qui a derrière lui des siècles de tortures, d'ostracisme, d'injustice, que les chrétiens ont traité en paria, qu'ils ont condamné sans procès, qu'ils ont pillé, volé, qui,

malgré des siècles de pogroms, a survécu même à Dachau, et vous allez chez le pape, chef de cette religion cause de tous vos maux... Vous, socialiste, vous attendez de Son Hypocrisie autre chose que des mots. Non Madame, ce n'est pas là qu'est la solution. Vous la trouverez par le retour aux sources du vrai socialisme, celui de Proudhon et de Bakounine, pas celui des Mitterrand, des Mollet, des Lacostes, de Staline et de Marx ni des convulsionnaires des manifs, celui qui émane de la recherche du bien-être des hommes, de leur besoin de compréhension mutuelle sans distinction de races et hors des principes religieux juste bons à créer plus de haine, celui qui veut l'épanouissement de tout être humain dans la liberté, le respect de la personne humaine. Mais votre socialisme petit-bourgeois qui vous sert ainsi qu'à vos amis d'escabeau vers le pouvoir, votre nationalisme étrié vous interdisent toute générosité et toute compréhension vous permettant d'envisager l'avenir avec plus de sérénité qu'il ne vous est autorisé d'en avoir actuellement.

La guerre ne peut rien prouver et n'a rien résolu ; votre socialisme est stérile et n'engendre que la mort. Votre congrès de V.I.P. monsieur Mitterrand, votre voyage madame, ont donné au monde une triste, une pauvre idée du socialisme que vous êtes censés représenter. Votre problème ne sera pas réglé par les pressions de politiciens dévalués ni de religieux sans conscience, mais sur le terrain, entre vous les riches et eux les pauvres. Jamais vous n'avez essayé d'user de mansuétude ni de comprendre leurs problèmes ; peut-être serait-il temps de commencer à y songer avant que vous n'entraîniez le monde dans un conflit qui serait votre fin et la nôtre.

Jean DUTEIL

Dans une de ses études mensuelles et confidentielles, intitulée « conjoncture et placements », la Banque Nationale de Paris donne ses conseils à ceux qui veulent gagner encore plus d'argent sur le dos des travailleurs, qu'ils soient en France ou à l'étranger, d'ailleurs.

Jugez-en :
« Le marché américain continue d'offrir à l'investisseur des possibilités attrayantes. Dès le mois de septembre il nous était apparu que Wall Street n'avait pas suffisamment pris en considération le progrès de l'économie aux Etats-Unis et faisait montre d'une circonspection excessive dans ses prévisions. Il se confirme maintenant que l'expansion va se poursuivre, et que l'année prochaine sera marquée par une amélioration sensible de la balance américaine des échanges extérieurs.

Wall Street bat tous les records de hausse, saluant à la fois la réélection brillante du président Nixon et la fin prochaine des combats au Vietnam... (sic). Les perspectives boursières y sont très favorables alors qu'en Europe la montée des prix et la mise en place de dispositifs anti-inflationnistes pèsent sur les marchés. Nous maintenons donc notre position en faveur des valeurs américaines dont la part dans les portefeuilles (1) sera renforcée en cas de besoin ».

En clair, cela signifie que la B.N.P. ne conseille pas en ce moment aux capitalistes des investissements en France, ni même en Europe. Les plus grosses plus-values se trouvent aux U.S.A. : « Notre position demeure aujourd'hui inchangée en dépit du redressement du dollar, car la disparition du léger bénéfice de change dont pouvait profiter l'acheteur français nous semble très largement compensée par les perspectives du marché de New York ».

La B.N.P. travaille donc contre le franc en faveur de l'expatriement des capitaux vers la bourse de New York, et ce en dépit des incitations de Giscard d'Estaing, qui vont dans le sens contraire. Il est vrai que la note que nous avons sous les yeux

date un peu, et que, entre-temps le lancement de l'emprunt Giscard 7 % 1973 aura modifié un peu l'attitude de la grande banque. Mais dites, je croyais que la B.N.P. était une banque nationalisée ? Et cette banque continue d'agir contre les intérêts de l'Etat et de sa monnaie ?... Nous souhaitons bien du plaisir aux partis de gauche qui souhaitent les nationaliser toutes.

Mais écoutons encore la banque :

« La situation économique de la France est très satisfaisante, et son seul point faible, mais il est d'importance, est la hausse des prix (plus de 6 % en taux annuel) avec ses conséquences sur le comportement des consommateurs (accélération des achats de précaution). Dans ces conditions, et au-delà du renchérissement déjà décidé du loyer de l'argent et de la rarefaction des crédits, on peut penser que les mesures complémentaires de freinage susceptibles d'être adoptées, surtout dans une période préélectorale, auront un caractère moins contraignant qu'ailleurs ».

En clair, la B.N.P. elle-même confirme l'analyse de nos camarades de l'alliance syndicaliste (« Solidarité Ouvrière » n° 21 de janvier 73), et la nôtre (Le Monde Libertaire n° 185), qui affirmait que le plan anti-inflation est en réalité un plan bidon réalisé à la hâte dans une période préélectorale, et comme toujours sur le dos des travailleurs. Bien entendu, quand la B.N.P. nous dit que les mesures de freinage du crédit auront de ce fait un « caractère moins contraignant », cela ne s'applique pas aux salariés, mais bien au patronat et aux banques. Les affaires resteront ainsi les affaires. Pompidou a gagné...

Nous connaissons des gens qui feront peut-être l'effort de comprendre pourquoi, quand certains individus entendent le mot « banque », ils sortent leur cocktail...

Michèle ALBERT

(1) Portefeuille : ici, désigne l'ensemble des titres détenus par un investisseur (société ou particulier).

POURQUOI NOUS N'AVONS PAS PARTICIPE A LA MANIFESTATION DU 20 JANVIER

Nous serons présents le jour où tous les pourvoyeurs de guerre, tous les ennemis du peuple seront mis en accusation.

Le jour où tous les amis du criminel Nixon seront condamnés avec lui. Tous ceux à qui il rend visite et avec lesquels il échange de fraternelles poignées de mains ;

Le jour où la manifestation à l'ambassade des USA passera par celle de l'URSS, de la Chine et du ministère des armées de la Ve République.

Nous serons présents le jour où, en dehors des positions sordides de politiciens, il sera véritablement question de la fin du martyr du peuple vietnamien, par le boycottage des armes et des armées dans tous les pays du monde à commencer par la France.

Nous, anarchistes, condamnons le pouvoir, qui a toujours engendré la guerre avec la tyrannie, et refusons de ce fait de nous associer à des aspirants de ce pouvoir.

UN JUGEMENT INIQUÉ

Dans le dernier numéro de notre journal, notre ami Chenard, avec une certaine philosophie, se déclarait satisfait du procès de « Fais pas l'zouave » puisqu'en dépit de l'amende prononcée le but avait été atteint.

Qu'il me soit permis de ne pas partager sa sagesse et de m'élever ici avec véhémence contre un verdict où le ridicule le dispute à l'iniquité.

Jusqu'à là les juges avaient reculé devant le grotesque de condamner un inculpé pour divulgation de la loi, estimant suffisamment bouffon que des hommes puissent être inculpés pour un motif aussi stupide, et tous les procès avaient abouti à des non-lieu.

Désormais tout est changé : la loi est devenue illégale, et les malheureux qui voudront s'y conformer devront jouer leur destin à pile ou face.

C'est ainsi que devant cette aveugle justice vous serez relâché ou condamné, selon que vous aurez été jugé à Paris ou à Carpentras, selon que les augures chargés de votre cas auront déjeuné

de caviar ou de boudin, selon les humeurs du moment des magistrats, selon leur euphorie matrimoniale ou leurs malheurs conjugaux.

La divulgation de la loi (nous avions la naïveté de croire qu'elle devait être connue de tous et de toutes) la divulgation de la loi sur l'objection de conscience est autorisée à Nantes et interdite à Paris.

Il serait opportun que chaque commune le fasse savoir au côté de la défense faite aux nomades de stationner sur le territoire.

Mais, sans parler de la dérision de cette mesure de justice, il est un point sur lequel nous nous devons d'insister.

Vous le savez, en dehors de ses hautes qualités, la magistrature ne brille pas par un courage à toute épreuve et par une imagination débordante.

Lorsqu'elle doit se prononcer elle se réfère aux jugements précédents, sans plus, et, à la faveur de celui qui vient d'être rendu (contre toute logique et même con-

tre toute légalité), elle s'octroiera demain le droit de condamner à nouveau... que dis-je ? Il n'est pas nécessaire de parler au futur : elle s'octroie, et des peines sont déjà prononcées se référant à l'autorité de la chose jugée.

En attendant, notre camarade Chenard est frappé d'une amende de 800 F (80.000 anciens) et tous ceux qui l'ont suivi et approuvé dans sa lutte, tous ceux qui estiment que la loi ne saurait être illégale et que ce n'est pas pour cela que Louis Lecoin avait fait vingt-trois jours de grève de la falm, se vaudront de participer au règlement de cette somme.

Comme nous le signalions dans le dernier numéro, les fonds seront reçus au compte postal de Pannier 14277 86 Paris, avec dans la correspondance « procès Chenard ».

Si la justice ne nous a pas persuadé d'autre chose, elle nous aura prouvé indirectement que la solidarité n'est pas un vain mot dans nos milieux.

Maurice LAISANT

Ceux qui nous quittent

Notre camarade Marius Jean, nous a quitté. Agé de 85 ans, il avait toujours conservé ses idées et gardé jusqu'à son dernier jour toute sa lucidité.

Il a été inhumé le 6 janvier, au cimetière de Givors (Rhône). Au paravent des amis et une délégation de la Libre Pensée étaient venus lui rendre hommage au funérarium, où une allocution fut prononcée.

Il a eu des funérailles selon ses volontés, avec les emblèmes qui lui étaient chers.

Foncièrement bon, sans sectarisme, il était intransigent quant à ses conceptions individualistes qu'il avait fait siennes suite aux contacts qu'il avait eus avec Armand.

C'était surtout un propagandiste fervent. Il avait été poursuivi pour diffusion des idées néo-malthusiennes et s'était beaucoup dévoué pour la solidarité, lors de la guerre d'Espagne.

Humaniste, pacifiste, c'est un vieux militant anarchiste qui s'en va, dont le souvenir ici sera toujours présent.

A ses proches, nos condoléances attristées.

Jalouneix.

LE POINT SUR LES COMITÉS

Alors que le mouvement révolutionnaire en France subit un tassement dans ses activités et qu'au fil des jours les clivages « politiques » apparaissent toujours plus distinctement entre ces organisations, notre fédération et son journal, fidèles à leur ligne de conduite permanente qui est celle de l'antifascisme et de l'antiautoritarisme, restent en marge de ce processus de structuration politique. Chacun s'essaye au petit jeu de la politique avec, il est vrai, plus ou moins de bonheur. Heureusement, là n'est pas notre problème et c'est mieux ainsi car au moins, de par notre position originale qui s'inscrit en dehors de tous les sentiers battus de la politique, nous conservons toutes nos chances pour bâtir une société à la mesure de l'homme et dont la physiologie et les objectifs n'auront rien de commun avec ceux qui ont cours actuellement et que tous les partis et nantis du pouvoir tiennent à conserver sous une forme ou sous une autre.

Bien qu'original, ce choix, qui est un choix de civilisation, est dur à faire admettre car l'esprit conservateur des gens est bercé par les promesses des requins de la sociale. Les hommes sont ce qu'ils sont, les tentations, le conformisme est grand et le mirage politique est là pour les entretenir savamment. Pas dupes de cette situation, il faut faire tout notre possible pour rompre ce manège et cela à partir d'une prise de conscience conséquente et au maximum agissante. Malheureusement, il ne faut pas se gargariser de mots : nos moyens ne correspondent guère à la tâche et aux idées puissantes du mouvement libertaire. Nos moyens sont faibles et ceci explique cela.

Militants et sympathisants, il

faut aller au-delà et essayer enfin de laisser bien loin dans notre sillage d'humanité conquérante les exploités de tout poil. L'action ne manque pas et dans le domaine des luttes la diversification se justifie et s'impose même. Mais, pour que cette diversification des luttes conserve son efficacité, elle doit s'inscrire dans le contexte de nos idées bien sûr, mais aussi et surtout dans le cadre de notre mouvement libertaire.

Depuis 68, on assiste à un processus accéléré de sectorisation des actions à travers l'existence éphémère de comités dits de soutien. En réalité, c'est à une véritable dénaturation du soutien au profit d'une agitation politique à laquelle on nous convie. Il est de notre ressort de dénoncer publiquement de telles pratiques contraires à l'éthique et d'affirmer que notre organisation se refuse à participer à divers types de comités dans lesquels le soutien est relégué au second rang au profit d'une manipulation politique de l'action.

Les comités de soutien sont trop souvent l'émanation de groupes ou d'organisations politiques qui en tirent plus ou moins visiblement les ficelles. Nous devons refuser de servir de larbins, d'alibi ou de justificatif à l'intérieur de ceux-ci. Participer d'accord, à condition que cela soit à parts égales avec les autres mouvements ou les autres journaux. Notre organisation, quoique l'on pense, qui possède des structures fédéralistes, permet de mener des actions « tous azimuts » tout en considérant qu'il faut rattacher et comprendre ces luttes dans une perspective de lutte globale contre le système. Participer d'accord, à condition qu'on y apporte nos propres réflexions et conceptions de l'action en harmonie avec no-

tre sentiment profond d'éthique libertaire.

De toute façon, nous pensons qu'il faut mettre comme préalable que nous n'avons pas à faire systématiquement de l'action à tout prix ; que nous n'avons pas à nous parachuter dans un endroit sous prétexte qu'il y a ceci ou cela et qu'il est de notre devoir d'y participer sous peine d'être exclu de la lutte qui se déroule. Bien souvent nous avons devant nous des manipulateurs ou des manipulés qui, présentant leur article avec l'aloi des représentants de commerce sous couvert de sentiments humanitaires ou d'injustices criardes, entraînent des militants ou des gens de bonne foi autour d'une action dont on masque les objectifs réels. C'est un vieux principe (les chefs l'Etat l'emploi pour mener des populations à la boucherie) qu'on utilise toujours pour soutenir tel ou tel type d'action et il faut se méfier des gens qui s'en servent. On ne mène jamais des actions sur les seuls facteurs émotionnels.

Oui, que cela plaise ou non, que ce soit ou ne soit pas compris, j'affirme qu'un militant anarchiste doit maîtriser ses sentiments pour pouvoir analyser objectivement une situation et les conséquences qui peuvent en découler. Un engagement, quel qu'il soit d'ailleurs, doit être mûrement réfléchi et ses conséquences entrevues et acceptées. Cela, évidemment, n'a plus rien à voir avec les vagues aspirations humanistes que certains mettent en avant pour servir de paravent au véritable mobile de l'action. Mener ou participer à une action c'est d'abord en connaître les tenants et les aboutissants, c'est ensuite savoir la relativiser pour lui donner de justes proportions et, c'est enfin la comprendre et l'intégrer dans le ca-

dre de notre pensée et de notre lutte contre le système.

C'est donc dans cette voie qu'il nous faut œuvrer sans craindre d'expliquer notre position vis-à-vis des autres participants et de demander qu'ils nous précèdent la leur. Si nous avons l'habitude de jouer cartes sur table nous devons en exiger la réciprocité.

Ainsi, mettrons-nous peut-être un terme à tout ce travail de sape et de détournement des luttes. Car il n'est pas inutile de rappeler que ce travail de manipulation a permis, depuis 68 notamment (1), de constituer des pôles d'attraction politique au profit des groupements gauchistes. Le fractionnement des luttes par les comités de soutien comporte ce danger et le mouvement libertaire n'y prend pas toujours assez garde.

Pour ma part et ce sera ma conclusion, je pense que nous devons faire front à de telles méthodes. Et la meilleure façon de le faire, c'est encore de militer à l'intérieur de notre mouvement afin de créer les éléments de réflexion et d'action adaptés à notre propre conception de la lutte. Il est important pour notre mouvement qu'il véhicule lui-même sa propre substance, qu'il accélère sa dynamique d'action et de soutien afin qu'on n'assiste pas, comme c'est trop souvent le cas de la part de camarades trop impatients, à une perte de cette substance au profit de comités agissant comme batteries de recharge à d'autres idéologies et mouvements.

Roland Bosdeveix.

1) — Il faut également préciser qu'il est arrivé souvent dans l'histoire internationale du mouvement socialiste que des partis se créent avec l'aide inconsciente de militants anarchistes.

AGITATION

EN

LOT - et - GARONNE

Ces derniers mois ont été marqués par une série spectaculaire de cambriolages, incendies criminels et mises à sac. L'état de la population locale est facile à deviner et les partis avec les syndicats ont demandé un renforcement du maintien de l'ordre. Satisfaction leur fut donnée car le Lot-et-Garonne vit, depuis, en état de siège.

La police cherche des coupables dans les milieux gauchistes et anarchistes, elle interroge des camarades déjà fichés et perquisitionne leurs appartements.

La presse assimile les militants anarchistes à de vulgaires truands mercantils, déforme et amalgame diverses manifestations d'agriculteurs scandalisés par les nouvelles méthodes d'exploitation et de spoliations. Des milices privées se forment à l'initiative de certains gros patrons sans grand succès du côté recrutement d'ailleurs. Ils ont même demandé au préfet de faire appel à l'armée, lequel a refusé car la situation n'est pas jugée dramatique pour l'instant (ce qui prouve que l'armée est toujours prête à seconder la police).

A qui donc profite ce remue-ménage ? Certainement pas aux anarchistes qui n'ont pas pour habitude de réduire les ouvriers au chômage et créer des situations qui renforcent l'autorité. Non, il faut chercher parmi les ennemis de la classe ouvrière, ceux qui cherchent un renforcement de l'appareil policier qui servira à enrayer les luttes populaires futures, ceux qui exploitent les situations troubles et au besoin les provoquent comme dans l'affaire Pinelli - Valpreda, ces anarchistes faussement accusés de l'attentat de Milan en 1970, qui aboutit à la montée du parti néo-fasciste italien.

Groupe de « l'Inceivable anarchie ».

LES RAISINS DE LA COLERE (suite du numéro de Janvier)

Par manque de place dans notre numéro de janvier — lequel était en cours de tirage — nous avons été dans l'impossibilité de publier des informations détaillées sur la grève de la faim entreprise, depuis le 19 décembre 1972, par les sœurs Simone et Jacqueline Huet dans un local appartenant au « Nouvel Observateur ».

Revenons en arrière afin de mettre en lumière les faits qui ont déterminé les deux sœurs à prendre une aussi grave décision.

Simone et Jacqueline sont couturières : elles travaillent pour des maisons qui leur paient des ensembles 15.000 à 17.000 F pour être revendus 80.000 à 10.000 F. Si l'on tient compte de leur matériel, local, impôts, temps de travail, etc., elles gagnent moins qu'un OS 2.

En juillet 1961, elles deviennent locataires d'un logement, 10 bis, rue Poirier à Saint-Mandé, comprenant une pièce en rez-de-chaussée et une chambre au 6^e étage. La pièce du rez-de-chaussée, précédemment occupée par un tailleur, est délabrée, sans aucun confort : l'eau est non seulement sur le palier... mais dans les w.-c. Comme elles n'ont pas d'argent, elles font tout elles-mêmes, ou avec le concours d'amis.

Elles auraient pu vivre longtemps dans ces conditions de semi-misérabilisme. Mais voilà qu'un jour, elles apprennent qu'elles sont odieusement exploitées par leur propriétaire, Mme Giudicelli, qui leur fait payer trois fois plus le loyer légal pour le rez-de-chaussée et 10 fois plus pour la pièce du 6^e. Elles engagent une procédure afin d'être remboursées des sommes abusivement perçues. Dans le même temps, la propriétaire entame un procès afin de les expulser.

Que croyez-vous qu'il arrivât ? En novembre 1969, la justice seigneuriale et équitale les condamne à

l'expulsion. Quant à leur propre dossier, il s'est égaré dans le labyrinthe qui conduit à ce que l'on nomme la Justice : cette Justice si diligente pour les riches et si négligente pour les pauvres.

Qui dira combien d'humbles familles se sont retrouvées sur le trottoir, pitoyables, avec leurs pauvres hardes, l'échine courbée sous le poids du fatalisme : un pauvre, ça ne pense pas, ça accepte. Mais pas Simone et Jacqueline Huet.

Elles se barricadent chez elles avec 100 kg de carbure de calcium et 300 litres d'eau, aversant 48 heures à l'avance le Président de la République, le Sénateur-Maire de Saint-Mandé, le commissaire de police et les Services publics d'avoir à faire évacuer leurs voisins, car elles sont déterminées à faire sauter l'immeuble si la force est employée contre elles. Le député U.D.R. Roland Vernaudeau propose ses bons offices, leur promet le maintien dans les lieux, le réajustement des loyers, le remboursement des sommes trop perçues. Ce représentant du peuple était-il sincère ? A-t-il présumé de ses pouvoirs ? Certaines pressions ont-elles été exercées ?

Toujours est-il que trois mois plus tard, il s'était transformé en ectoplasme. Visite au sous-préfet du Val-de-Marne — Monestier — qui, par des paroles patelines, croit les avoir convaincues de quitter les lieux. Mais Simone et Jacqueline réfléchissent : partir, pour aller où ? Se réinstaller, avec quel argent ? Et puis, c'est trop d'injustice, elles décident de rester : elles continuent le combat.

Mais la machine infernale de la « Justice » s'est mise en marche, impitoyable ; elle broie tout sur son passage.

Non seulement l'arrêté d'expulsion est confirmé et exécuté durant une absence de quinze jours des sœurs, mais Simone et Jacqueline sont condamnées à

verser à la propriétaire une indemnité pour occupation abusive des lieux. On croit rêver, mais non : « dura lex sed lex ».

Les volées doivent indemniser leur voleur, auquel la loi garantit une bonne conscience.

Escalade dans l'infamie légalisée, on saisit leurs pauvres biens : leurs outils de travail, leurs meubles, des souvenirs personnels qu'elles vont voir, incrédules et écoeurées, livrer au mercantilisme et à la curiosité malsaine.

Tout leur est enlevé. Même le petit jardin de leur vie privée est piétiné, saccagé, et tout cela, légalement.

Est-ce cette image de la France que vous promenez, Monsieur Pompidou, de Moscou à Addis-Abeba ? Avez-vous dit aux populations des Afars et des Issas qu'elles pouvaient être fières d'être protégées par un pays dont les lois démocratiques dépouillent les pauvres et protègent les crapules de haut vol.

Un Comité de soutien a été créé et tient une permanence dans une salle du Nouvel Observateur — 12, rue du Mail, Paris (2^e). Il est constitué de femmes et d'hommes appartenant à tous les horizons politiques ou confessionnels. Ils ne se réclament d'aucun parti, mais se sentent concernés par le combat que mènent Simone et Jacqueline, pour le triomphe de la Justice.

Cette lutte, elles la mèneront jusqu'à son terme, inébranlables dans leur conviction qu'il ne doit pas exister une justice de classe. Il ne leur reste que leur vie. Elles sont prêtes à la sacrifier pour que cesse cette iniquité qui accable les malheureux, les parias du monde entier. Elles veulent que les pauvres osent relever la tête, qu'ils ne se laissent plus brimer et opprimer comme un troupeau bêlant. Mais à part quelques gens de cœur, qui les soutient ? Que font les hommes politiques, qui prétendent parler au nom

du peuple, défendre les intérêts du peuple ? Nous attendons, à ce jour, une prise de position de MM. Pompidou, Plevin, Marcellin...

Des délégations du Comité de Soutien se sont rendues à la sous-préfecture du Val-de-Marne. MM. Monestier, sous-préfet ; Bertaud, sénateur-maire de Saint-Mandé ; Vernaudeau, député UDR ont été mis face à leurs responsabilités. Qu'en est-il résulté ? De vagues promesses, dénoncées le lendemain.

Une conférence de presse, réunissant, dans la chambre des deux sœurs, en présence du Comité de soutien, les personnalités précitées et les représentants de grands journaux, s'est tenue le vendredi 12 janvier. Le sénateur-maire Bertaud a pris un arrêté de réquisition d'urgence du local d'où avaient été expulsées Simone et Jacqueline. La presse et la radio l'ont confirmé, l'opinion publique, enfin alertée, s'est émue à l'évocation de ce drame poignant. Mais les pouvoirs publics sont restés de marbre. La décision du sénateur-maire est restée lettre morte, bloquée aux plus hauts niveaux administratifs.

Deux vies humaines, qu'est-ce que cela pèse, en regard de la sacro-sainte autorité qui ne saurait, en aucun cas, se voir contestée ? La chose jugée ne peut être remise en cause : tant pis si elle cautionne un assassinat délibéré.

Touvier, coupable de crimes abominables, condamné à mort, puis amnistié, peut dormir en paix. Pour lui, la justice a été remise en question : M. Pompidou possède la clef de l'absolution. Mais cette clef est introuvable, perdue au milieu du troussseau contenant celles qui ouvrent les coffres-forts, mettent en liberté les fripouilles du régime, ou sont susceptibles de mettre en cage la contestation.

Le bon plaisir du pouvoir fait de nous tous des êtres en liberté

provisoire, comme il fait des sœurs Huet des mortes en sursis. C'est sans compter avec la détermination de Simone et de Jacqueline. Rien ne peut entamer leur courage, nulle pression ne peut les fléchir. Elles sont certaines de détenir la Vérité, celle que rien ne peut arrêter.

Toutefois, les jours s'écoulent, et aucune solution n'est en vue.

Vous qui savez ce qu'est « la dignité humaine », réveillez-vous. Faites que l'on en tienne compte. Ne laissez pas se perpétuer cette monstruosité : ne laissez pas tuer Simone et Jacqueline.

Dans un mois, il vous sera demandé d'élire de nouveaux représentants du peuple. Qui choisirez-vous ? Les assassins, ou ceux qui, par une complicité tacite, se sont rendus coupables d'un crime ? Vous n'aurez pas à choisir, car les hommes politiques qui paradedent dans les forums truqués ne vous intéressent pas. Vous savez que c'est le système qu'il faut abolir. Quand un arbre est pourri, on l'abat afin d'en replanter un autre. Et les arbres de la Liberté, de la Vérité et de la Justice doivent être plantés par le Peuple.

Simone et Jacqueline Huet ne vous demandent rien pour elles. Elles vous adjurent de vous mettre en face de votre conscience afin que vous n'ayez pas, en cas de malheur, à vous reprocher votre lâcheté.

Sachez-le bien, le sang des innocents laisse des traces indélébiles.

Ce 19 janvier, jour où est rédigé cet article, Simone et Jacqueline jeûnent depuis 32 jours.

Pour ceux qui ne se sentiraient pas concernés : bon appétit !

GROUPE DURUTI

Comité de Soutien aux sœurs Huet : Geneviève Petiot, 6, rue de Toul, Paris-12^e.

DE QUELLE CONSCIENCE PARLONS-NOUS ?

L'objection de conscience... ? Accordons nous tous le même sens au mot conscience ? Avons-nous tous la même pratique de l'objection ?

En fait, il y a deux types de conscience opposées, la première est liée aux pratiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie : c'est leur moralité, « leur conscience morale ». La seconde est celle du prolétariat, n'ayant pas de fonction opprimante à justifier devant la société il n'a pas de moralité (ou du moins il n'en a que faire). C'est sa conscience de classe, une conscience amoraliste.

Ce que je dénonce ici, ce sont les pratiques d'un groupe social qui se prétend anarchiste et objecteur de conscience, mais de quelle conscience ? Ce groupe n'est que l'un des multiples aspects de ce visage humain, de ce masque derrière lequel se cache la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie c'est l'humanisme nihiliste. L'humanisme nihiliste de petits-bourgeois qui se proposent comme idéal commun : contester les effets de leur propre morale. Ils la nient mais ils en sont investis. Ils évitent soigneusement de remettre en question ce à quoi la société les prépare ; si ils sont étudiants,

ce à quoi ils servent si ils ont un poste de responsabilités. C'est un arrangement. Comme la majorité des citoyens, ils sont pleins de bonne volonté, ils ne tuent pas. Voire : parce que ça sert l'Etat et le Capital. Ce qu'il faut noter c'est qu'ils ne poussent pas plus loin le raisonnement, qu'ils se limitent à ce thème. Pourquoi ? parce qu'ils se trouveraient impliqués dans les causes et devraient admettre qu'ils ont une responsabilité dans ce système dont la tuerie est l'une des conditions d'existence. Ils peuvent grâce à cet idéal, contester ne pas servir dans l'armée, et prendre du service dans la guerre civile en acceptant un poste de responsabilité. Pour nous, anarchistes, il ne s'agit que des deux revers de la même médaille : la société bourgeoise. Pour un prolétaire qui n'abdique pas, il n'y a pas de paix.

L'anarchisme est la pratique quotidienne de cette part du prolétariat, sans foi ni loi, qui se révolte et qui lutte, entre autre en s'exprimant avec et contre un langage qui est « l'interprétation bourgeoise de son existence, de ses intentions ».

L'anarchiste ne peut être qu'un travailleur manuel (ce qui ne sous-tend pas qu'il n'est pas

de tête) il n'a pas le choix. Il sait qu'il ne peut accepter un poste d'encadrement sans du même coup se trouver « conditionné » par sa fonction, devenir moral, trahir son émancipation et l'émancipation de sa classe. Il se sait manipulé, opprimé, alors il cherche à comprendre, à dévoiler et à éliminer les causes profondes de l'oppression dont il est victime. Il sait aussi qu'il ne pourra se libérer que par la libération progressive, c'est-à-dire la prise de conscience et l'action rigoureuse de ceux qui, comme lui, n'ont rien acquis donc rien à conserver et à justifier.

Ce texte pour souligner une oppression fondamentale dont nous faisons l'objet de la part des « travailleurs de la pensée » en général et en particulier.

Par cette minorité humaniste et nihiliste, dont je viens de parler et qui se prétend anarchiste. Ces petits bourgeois ne connaissent d'autre pratique que la leur, d'autres rapports, d'autre langage, l'autre culture, celle du prolétariat. Ils ne parlent pas en « connaissance de cause ».

Il serait temps de savoir ce qu'anarchisme veut dire.

Max MARTINASSO

SYNDICALISTE ET BULLETIN DE VOTE

L'échéance électorale approche, les promesses se suivent et se ressemblent, les états-majors fourbissent leurs armes. Mais en dehors des assauts de langage auxquels se livrent les aspirants gouvernants, en dehors du matraquage idéologique intense que nous font subir nos maîtres par l'intermédiaire des mass media, que se passe-t-il près de nous, à l'usine ? dans la rue ?

On peut se rendre compte que les joutes qui se déroulent devant nos yeux ne « passionnent pas les foules ». Seuls quelques partisans s'affrontent.

Le Programme Commun de gouvernement passera ? passera pas ? Il y a quelques mois le régime des scandales était bien mal parti. Mais la baisse de certains produits de consommation courante, celle de la T.V.A., décidée par nos chers gouvernants, à grand renfort de publicité, est un truc auquel le bon populo va se laisser prendre et aller aux urnes.

Plus important à mon sens est le mouvement social. Les conflits deviennent de plus en plus durs, et longs. Le patron ne cède pas facilement devant l'escalade des revendications de plus en plus radicales. Les mots d'ordre évoluent. La négation de la hiérarchie des salaires apparaît maintenant très souvent. La base ouvrière ne veut plus s'en « laisser conter » par les permanents syndicaux. Elle veut elle-même savoir où elle va, décider et organiser ses « propres affaires », sa « propre lutte ». Devant cette évolution, que proposent les partis de « gauche » au travers de leur union ? une vague libéralisation d'un système autoritaire qui a fait son temps et ses preuves ; des réformes ; l'avortement légal dans cinq cas ; une première étape, quoi ! une première étape vers une seconde étape vers le socialisme, vers, vers etc...

On nous dit, la propriété des petites et moyennes entreprises

sera respectée ! Quelques nationalisations qui n'entameront nullement le pouvoir du Capital. Et l'expropriation de la bourgeoisie ? et l'APPROPRIATION COLLECTIVE DES MOYENS DE PRODUCTION ? Hein ? Marchais, Mitterrand ? ça c'est pour plus tard !

A force de vouloir se concilier les bonnes grâces des cadres et techniciens, le soi-disant parti de la classe ouvrière est à la remorque des partis libéraux et sociaux-démocrates. Quoi de plus normal, quand on décide de jouer à « je te promets tout, vote pour moi et t'aura rien ».

On assiste alors au désir d'apaiser les luttes sociales ; enfoncés dans le parlementarisme, cette vaste chambre à étouffer nos « voix », les partis qui se sont donnés le rôle de conduire la classe ouvrière à la révolution, ces partis freinent les revendications des travailleurs. Faut pas effrayer l'électeur ! (celui genre cadre nouvelle société).

Même les organisations spécifiques aux exploités, qui ne devraient pas théoriquement être inféodées à quelque parti que ce soit, rentrent dans ce jeu électoral.

Le bureau confédéral de la C.G.T. n'a-t-il pas approuvé et donné son appui au P.C.F. et au P.S. ! Les conflits plus ou moins spontanés qui naissent ici et là, les grèves sauvages, les occupations d'usines, les séquestrations de cadres, les grèves de 6 à 8 semaines voire de deux mois, montrent à quel point les classes laborieuses « en veulent ». Quel est le rôle de l'anarchiste, du syndicaliste libertaire dans tout cela ? Il faut donner à ces mouvements un jour nouveau, des possibilités différentes et ne pas rester dans l'attentisme politique des partis. Quand on la possibilité de participer à ces conflits, proposons des perspectives résolument anars. Nous devons prendre en considération la contestation

que l'on rencontre à la base des syndicats réformistes. Ce n'est pas parce qu'un syndicat est marqué au « sommet » par tel ou tel parti, qu'automatiquement toute la base militante est du même bord.

Nous avons pour tâche de faire entendre notre point de vue avec ténacité partout où cela est possible. Ce n'est pas toujours facile de donner nos idées dans une assemblée générale syndicale mais seule notre opiniâtreté à prendre la parole, à garder ce droit, nous permettra de faire entendre, comprendre et accepter nos idées par les producteurs eux-mêmes, tout en évitant de cautionner une politique que l'on n'épouse pas !

Seul le silence cautionne et permet la récupération !

Si demain, nous avons une autre majorité, de « gauche » celle-là, il ne faut pas s'attendre que le capital transmette aux travailleurs ses richesses, ses usines, comme ça, sans résistance. La droite est actuellement divisée. La bourgeoisie tourne avec complaisance ses yeux et sa bourse vers les bandes fascistes. L'agressivité latente chez les individus, phénomène encouragé par notre société autoritaire, est canalisée et s'organise pratiquement au grand jour ; voyez les commerçants qui s'arment et les milices patronales. Les réflexes racistes deviennent plus nombreux. La pornographie tient « la une » dans les cinémas et dans nombre grandissant de revues spécialisées.

Tous ces symptômes doivent nous inciter à intensifier notre propagande, et à expliquer au maximum les idées libertaires.

La solution à nos maux, il faudra l'appliquer sur le tas, à la production et non dans les hautes sphères de la finance (Parlement, Chambre etc...) ; le remède à nos maux, ce n'est pas l'urne mais la prise en main de nos propres affaires.

Gwenhaël TORREBEN

A PROPOS DES SYNDICATS

A propos des syndicats, on peut lire dans « le programme de gouvernement » p. 126 : « La liberté de constitution des syndicats sera assurée. Leur indépendance à l'égard de l'Etat et des partis politiques sera reconnue. »

Il est intéressant de rapprocher de cet article le compte rendu du 7^e congrès des syndicats polonais qui a eu lieu le 13 novembre dernier. Nous pouvons lire dans « Combat » :

« M. Giereck, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié, a ouvert ce congrès en réaffirmant l'étroitesse des liens entre les syndicats et le Parti communiste. Ces relations, a-t-il souligné, sont la source de notre force, et jamais nous ne permettrons que cette source soit sapée ». Parlant des tâches des syndicats, M. Giereck a affirmé que ceux-ci devaient « défendre les intérêts des travailleurs de manière que l'intérêt de la nation ne soit pas ébranlé ». Il admet l'apparition de différends entre les ouvriers et l'administration mais ces différends doivent être résolus de manière qu'ils n'engendrent pas de conflit, ni qu'ils perturbent le rythme de travail. Et « Combat » ajoute : « M. Giereck condamne ainsi implicitement le principe de la grève auquel les ouvriers eurent recours en décembre 1970 ».

Oui, je sais, la Pologne c'est pas la France. Giereck ce n'est pas Marchais. C'est sans doute pour ça qu'on peut lire dans le bulletin d'adhésion sur les tracts de l'U.R.P.C.G.I. : « Pour les revendications et la victoire du programme commun de la gauche, j'adhère à la C.G.T. » C'est sans doute pour ça aussi que la commission exécutive de la C.G.T. a cru bon de déclarer le 10-7-72 : « Dans le respect de ses statuts et de son caractère

d'organisation de masse indépendante, la C.G.T. soutiendra le programme commun et participera activement à la lutte pour le faire triompher. »

Dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, on peut se demander quel rôle joueront les syndicats, notamment la C.G.T., parmi les travailleurs. Depuis longtemps en effet, nous savons que la première centrale syndicale française n'est que la courroie de transmission du P.C. Dans certaines entreprises, comme à la R.A.T.P. par exemple, les membres de la commission exécutive de la C.G.T. sont tous militants du P.C. ; et c'est même une des conditions pour faire partie de cette C.E.

Militants syndicalistes, nous devons plus que jamais lutter contre les léninistes de tout poil qui, avec le maître, pensent que « plus les syndicats seront larges, plus notre influence sur eux s'étendra » (Lénine - Que faire ?). Autrement dit : d'accord pour le syndicat, mais disons aux travailleurs que seul le parti apportera une réponse à leurs problèmes et à leurs aspirations. Et on veut nous faire croire qu'en France, dans l'hypothèse d'un gouvernement P.C.-P.S., la situation serait différente ? Et puis les camarades trotskistes seront là pour éventuellement leur donner un coup de main.

Le syndicat est l'arme forgée par des milliers de travailleurs en dehors des salades électorales et gouvernementales. Ça, il faut le dire et le redire partout.

Disons et redisons aussi que le socialisme authentique ne peut être que Fédéraliste et Libertaire, qu'il le sera par la gestion directe ouvrière des moyens de production et d'échange.

ARNAUD.

AUX CHIOTTES LES CADENCES

400 femmes O.S. de la S.P.L.I. (Société Parisienne de Lingerie Indemallable - Fougères) font depuis le 8 novembre dernier la grève du rendement. Le 12 janvier elles ont repoussé les « dernières propositions patronales ».

Tout a commencé par une crise de nerfs d'une travailleuse. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Déjà à la rentrée, la direction avait décidé d'augmenter les cadences pour « remonter les concurrents ». A la S.P.L.I. les salaires nets sont de 800-850 F pour 40 heures par semaine. Pour obtenir une prime de rendement - en moyenne 8 % au maximum 17 % du salaire - il faut dépasser une norme que 30 % des ouvriers n'atteignent pas.

La revendication ne prête à aucune confusion : « Aux chiottes les cadences ». Elles veulent la suppression du salaire au rendement, l'intégration des primes de rendement dans le salaire de base et la possibilité de travailler à leur rythme. La C.F.D.T. (50 % des travailleuses y sont inscrites) propose une expérience de trois mois sur ces bases.

La direction, quant à elle, propose une « Commission paritaire mixte d'étude participative, etc., etc. » pour que les ouvrières puissent participer à la fixation des normes de cadence, plus une augmentation.

Elles ont refusé ça le 12 janvier, maintenant leurs propositions, et restant inébranlables dans leur action. Les tickets de rendement sont toujours soigneusement mis en pièces.

Une telle action est moins spectaculaire qu'une « grève générale » de quelques heures déclinée par les comités centraux

ou même d'une grève « normale ». Mais elle a l'avantage de pouvoir durer longtemps. De plus, elle attaque une idée force de l'économie capitaliste : le rendement.

Il y a fort à parier que les ouvrières du S.P.L.I. obtiendront gain de cause. Et puisse leur exemple faire tache d'huile ; la suppression des salaires au rendement (c'est dans aucun programme électoral) serait un sale coup pour le capital. Surtout si les ouvrières (et ouvriers) n'en restent pas là.

Philippe Davans.

PETAÏN PAS MORT

José Ferrandiz, ouvrier carreleur et fils d'un réfugié républicain espagnol, né en France et par conséquent « bénéficiant » de la nationalité française, s'est vu refuser ce droit.

José est un militant antifasciste. Il a aidé les opposants au régime franquiste à passer la frontière. Pour cela, il est recherché en Espagne et indésirable en France.

Le motif invoqué : une chute en colonie de vacance avec fracture du rocher qui lui a valu un séjour dans un hôpital psychiatrique. Le pouvoir a ressorti une loi promulguée sous Pétain, relative à la pureté de race française et applicable aux étrangers désirant se faire nationaliser.

Pompidou a amnistié Touvier. Ses sous-fifres s'inspirent de Pétain et condamnent Ferrandiz.

La rédaction.

La C.F.D.T. est une organisation singulière. Née de la volonté patronale de diviser le monde du travail groupé autour de la C.G.T., la vraie, celle de la Charte d'Amiens, conduite par les circonstances et par Gaston Tissier son président à briser la grande grève des cheminots de 1921, nous la retrouvons aujourd'hui à l'avant-garde des groupements révolutionnaires qui préconisent l'autogestion. Et elle a parcouru, en portant sa croix, tout ce long chemin de Damas sans que ses litanies ou ses génuflexions ne l'aient lavée de son péché originel ! Pourtant sa reconversion fut un tour de force unique dans l'histoire du mouvement ouvrier. Guidée par un homme sympathique, Eugène Descamps, une jeune équipe qui venait de la J.O.C. entreprit de faire sauter le pas à une masse de syndiqués formés dans l'esprit de la petite bourgeoisie libérale, respectueuse des libertés élémentaires, de la propriété, et des versets de l'imagerie religieuse. Et elle réussit ! Elle le put d'ailleurs grâce à la formation, toute de souplesse et d'opportunisme, que les bons pères inculquèrent à la J.O.C. au lendemain de la libération.

S'intégrer au syndicalisme ne fut pas facile. Il fallait trouver des parrains ! Je me souviens de ces bâtiments miteux dressés dans un terrain vague devant la porte monumentale de l'asile de vieillards de Nanterre. C'était en 1947. De jeunes abbés, dont l'un avait assisté à un procès de presse, où je fus condamné, m'avaient invité à ce séminaire de bidonville. La discussion fut passionnante. Tous ces jeunes qui m'écoutaient découvraient Proudhon. C'était visible, cette Eglise, comme celle de Maurras au début du siècle, cherchait une doctrine sociale à coller sur la porte des patronages, et la liberté de l'anarcho-syndicalisme pouvait avec un peu de bonne volonté se marier avec le libre arbitre que Dieu avait laissé aux hommes. Mais voilà, il y avait Dieu ! Ce fut entre eux et nous, d'abord l'éclat, puis la rupture. Nous en restâmes là, et je n'ai plus comme souvenir de cette époque que quelques livres dédicacés par des hommes qui prirent un autre chemin.

Cet autre chemin, les militants qui formeront les cadres de la C.F.D.T. rénovée, le trouveront d'abord auprès de la C.G.T. communiste, puis auprès des gauchistes.

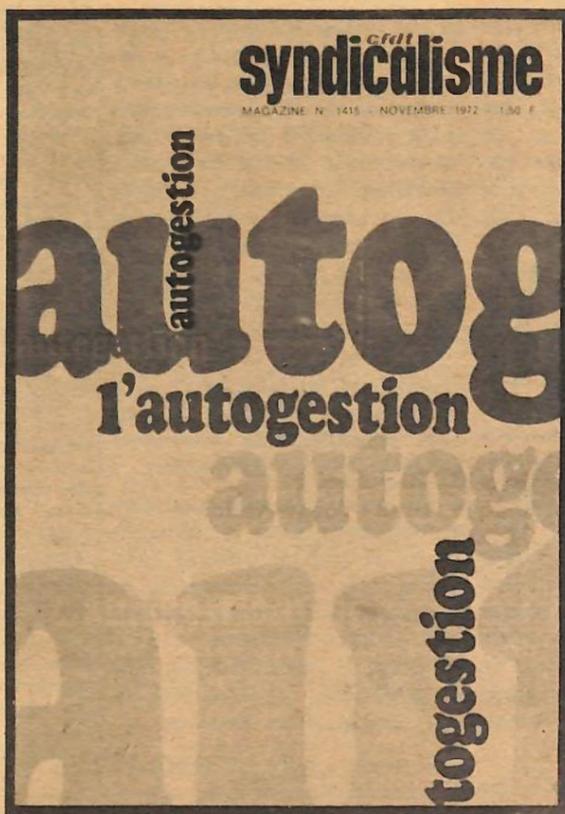
Les communistes, eux, n'avaient pas de tels scrupules. Avec les dirigeants de la C.F.D.T., ils avaient au moins un point commun, celui de mêler à l'action syndicale, ou plutôt, si l'on veut être plus exact, celui de faire servir l'action syndicale à des fins politiques ou spirituelles que celle-ci avait ignoré à l'origine. Et ce fut ainsi, en collant juste ce qu'il faut à la C.G.T. de façon à avoir l'agrément, tout en maintenant une certaine distance afin de justifier le choix, que la C.F.D.T. fit sa mue. Mais encore fallait-il que ce domaine réservé, que la C.F.D.T. maintenait hors des griffes de l'équipe Frachon, fut lui-même nourri de façon doctrinale de manière à justifier la manipulation des lettres majuscules qui composaient le sigle. C'est alors que le miracle que nos hommes étaient en droit d'espérer se produisit. Ce miracle ce fut Juin 68 qui, à la suite d'une cohorte de gauchistes dont les scrupules religieux ou antireligieux n'avaient pas plus d'épaisseur que ceux de la C.G.T., leur apporta l'autogestion.

Et c'est de ce lent et difficile cheminement qu'est né ce numéro du magazine de la C.F.D.T., presque entièrement consacré à l'autogestion et qui par certains côtés est remarquable.

Une certaine fatuité !

C'est Edmond Maire, le secrétaire général de la C.F.D.T., qui présente ce numéro presque « spécial » du journal de la Confédération, et il le fait avec une logique qui corrobore le dessin trop rapide, que j'ai tracé un peu plus haut, de son organisation. Ce qui domine ce texte, c'est la prudence et l'opportunité. Quels que soient les aléas de l'existence, l'éducation que l'on reçoit dès les premiers âges marque de façon définitive ceux qui en sont les bénéficiaires et le secrétaire de la C.F.D.T. ne démentira pas la circonspection qui fut de règle dans les maisons où l'on prépare le grand tournant de « notre sainte mère l'Eglise ».

D'abord le secrétaire général, tout en se défendant d'être le seul à proposer l'autogestion, esquisse une des raisons de ce travail : « Nous devons veiller à ce que son sens ne soit pas dénaturé, dit-il en parlant de l'autogestion, c'est la première raison de ce numéro spécial de Syndicalisme. » Comme c'est bien dit et comme c'est encourageant. Pour dire vrai, « c'est pour veiller à ce que le sens que Maire en donne ne



dénature pas l'autogestion que je vais examiner son travail et celui de ses collaborateurs ». Maire d'abord donne le ton. Un ton qui se veut rassurant. Il ne s'agit pas seulement de tranquilliser la population mais les propres troupes de la C.F.D.T., un peu désorientées par ces virages sur les chapeaux de roues et qui risquent de s'essouffler à suivre le train impulsé par l'équipe « Reconstruction ». Mais écoutons Maire : « Nous ne nous situons pas au niveau d'une autogestion achevée, perdue dans la nuit des temps... » nous prévient-il. Nous respirons. Nous nous en serions doutés. Mais qu'importe, les desseins du Seigneur sont impénétrables !

Et tout de suite suit un examen des motifs qui justifient l'autogestion, puis une récapitulation historique de l'idée. Disons que si l'examen des motifs est de style classique et ne s'élève pas au-dessus de la brochure de propagande de revue et corrigé par Marx : « L'autogestion c'est le fait des travailleurs de s'administrer eux-mêmes... » et les rédacteurs le reconnaissent volontiers, nous y découvrons une innovation dans le domaine du vocabulaire. « Pour un socialisme démocratique fondé sur trois piliers », nous dit-on et on nous les nomme : « l'autogestion, la propriété sociale des moyens de production et d'échange, la planification démocratique ». Vous avez bien lu ! La C.G.T. est pour les nationalisations, les gauchistes sont conseillistes, la C.F.D.T. est pour la propriété sociale des moyens de production et d'échange. Mais cette propriété sociale, qui la possèdera ? On nous le dira plus loin de façon peu claire et nous pourrions en conclure que cette propriété, c'est l'Etat qui la possèdera, même si ce sont les travailleurs qui en jouiront et l'organiseront à l'échelle des unités industrielles. Et cette méthode différente est nommée : c'est la propriété sociale. Ce sont des nationalisations, auxquelles on applique la décentralisation démocratique compatible avec un plan également démocratique. Je voudrais simplement faire observer à Maire et ses amis que cette intention, évidemment fort louable en laissant en place l'appareil d'Etat, laisse en place les structures « démocratiques » et il suffira à une nouvelle classe de s'en emparer pour lui faire rejouer ce rôle de « coordination » qui fut celui des appareils capitalistes. Mais enfin on sent une volonté chez les militants de la C.F.D.T. d'échapper à toutes les erreurs commises par les communistes au cours des expériences de ces dernières années.

La récapitulation historique auquel s'attache le terme autogestion est plus désagréable et nous rappelle fâcheusement avec quelle désinvolture les pères manipulent les textes lorsqu'il s'agit de scolastique. Oh ! c'est fait avec une souplesse de poignet incontestable ! Je ne pense pas que le lecteur de « Syndicalisme » soit mieux informé du mûrissement de la pensée gestionnaire que les

chrétiens sur les événements qui se passèrent en Palestine il y a vingt siècles. On parle une fois de Marx pour ne pas faire de peine à la C.G.T. Proudhon connaît pas, disaient les révolutionnaires de préaux d'école ! En réalité, pour « Syndicalisme », l'autogestion est une aspiration latente qui se rattache à une « tradition » que nos syndicalistes ne semblent pas définir avec netteté et qui semble n'avoir pris son élan qu'au cours des journées de Mai 68, à l'instant même où la C.F.D.T. a décidé de se pencher sur ce problème. J'ai parlé plus haut d'une certaine fatuité. C'est d'autant plus désagréable que cela ne convaincra personne. Mais laissons tout cela et venons-en à ce projet d'autogestion pratique qu'on nous propose.

L'entreprise

Dans ma brochure « Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière », j'avais posé deux questions qui me paraissaient primordiales et dont les réponses devaient servir d'avant-propos à tout projet d'autogestion. La première était : qui gèrera les entreprises et comment ? A cette question, la C.F.D.T. répondra avec netteté. Mais à la seconde : au profit de qui se fera l'autogestion ?, les rédacteurs répondent par des mots qui seront autant de pirouettes peu convaincantes. Mais E. Maire nous avait prévenus : « Nous ne nous situons pas... » etc. Mais voyons un texte !

Dans l'autogestion, « ce sont les travailleurs qui éliront les responsables de l'entreprise aux différents niveaux (de l'atelier à l'ensemble de l'entreprise). Ce sont les travailleurs qui décideront collectivement de l'organisation du travail et des conditions de travail. Ce sont les travailleurs qui détermineront le cadre du plan démocratique, la politique de l'entreprise en matière de fabrication, de la répartition des investissements, des rémunérations ».

Voilà qui est clair et net. On pourrait chipoter sur les virgules, ce que je ne ferai pas ; on peut se féliciter de voir une organisation de l'importance de la C.F.D.T. populariser de telles formules, qu'on retrouve d'ailleurs dans « Qu'est-ce que la propriété ? », un livre de Proudhon écrit avant que Marx n'ait écrit une seule ligne, ce qu'ils semblent ignorer et que je me ferais un plaisir de leur rappeler. « On s'en fout », diront les gauchistes de la C.F.D.T. Eh bien, alors, à plus forte raison rétablissons la vérité historique et n'en parlons plus. Chiche !

Mais la C.F.D.T. ne s'en tient pas là. Elle affirme que le socialisme gestionnaire ne peut pas être construit morceau par morceau dans un environnement capitaliste, soit à coup de réformes dont le volume constituerait la parfaite pyramide de la Sociale et là, Maire et ses amis ont raison, cent fois raison. Enfin ils affirment que c'est tout l'environnement qui doit devenir gestionnaire, car toute activité est productrice de travail ; mais alors commence une première équivoque. Oh ! je sais bien, ils sont contre les hiérarchies ! Lesquelles ? Celles des fonctions, celles des salaires, ils ne nous le disent pas ou ils nous le disent mal. L'éducation première dont je parlais plus haut ! Avec charité on peut plutôt penser que nous assistons à ce lent mouvement qu'est celui du mouvement syndical et qui consiste à ne donner en pâture intellectuelle que ce que le syndiqué peut absorber.

Les structures techniques de l'atelier sont définies de façon vague. Les travailleurs décideront, les travailleurs..., les travailleurs... etc. Soyons sérieux et clair ! Comment, par quel moyen ? Comment s'effectueraient les liaisons indispensables, et là nos gestionnaires nous disent qu'ils sont aussi loin des décisions prises au sommet dans l'intérêt de la base et sans sa collaboration, que de la sainte pagaille dont « le groupe Hispano » et les gauchistes nous ont donné l'exemple. C'est bien et c'est ça ! Mais une nouvelle fois, comment ? En conservant des structures hiérarchiques existantes ? En construisant des structures de liaison ? En passant par des structures syndicales ? Moi je ne fais pas de mystère de mes préférences, mais je n'ai pas forcément raison. Mais vous, camarades de la C.F.D.T., comment ?

Les militants de la C.F.D.T. s'élèvent avec

et L'ANARCHO-SYNDICALISME

par Maurice Joyeux

juste raison contre l'aliénation créée par les hiérarchies de commandement et réclament « le pouvoir » pour les travailleurs. Ils sont beaucoup plus réticents lorsqu'il s'agit des autres hiérarchies. Cependant, conscients du caractère déprimant de certains travaux, ils se prononcent pour la rotation des tâches. Concession aux gauchistes, peut-être ? Mais plus sûrement une incompréhension totale de la nocivité des hiérarchies de fonction. Tant qu'on attachera une valeur morale, un prestige particulier à telle ou telle fonction on créera, même dans une société socialiste, toutes les conditions de la reconstitution de clans qui finiront par devenir des classes. Mais peut-être trouvons-nous, dans cette difficulté à franchir ce pas décisif, les marques de ce respect qui part du respect dû aux ministres du culte et qui débordent sur la société tout entière. Le respect est dû à tous les travailleurs quelle que soit leur fonction, également utile à toute entreprise collective. De toute manière et à part quelques cas isolés qu'il faut examiner un à un, la rotation dans les fonctions est la reconnaissance de la différence de valeur entre ces fonctions, ce qui inmanquablement conduit à une cristallisation des appétits autour de quelques fonctions réputées nobles, situation qui porte en germe la reconstitution de classes au sein de l'entreprise. Je veux bien concéder que cette analyse n'a rien de marxiste, mais je veux tout de suite les informer que, pas plus que Jésus, Marx ne me paraît détenteur de la vérité révélée et je les renvoie à notre numéro spécial de « La Rue », Anarchisme ou Marxisme, où nous avons examiné ces problèmes sur le fond. D'autre part, à cette notion de pouvoir, je préfère celle de contrat, et cela m'amène à la planification démocratique qui est le chapeau qui couvre toute la proposition gestionnaire des militants de la C.F.D.T. Mais d'abord lisons-les : « *L'autogestion n'a pas de sens sans la planification démocratique et la propriété sociale des moyens de production. Mais inversement la propriété sociale et la planification ne changent rien de fondamental sans l'autogestion* ». Je serais d'accord pour cette formule à la condition que le contenu en soit clairement précisé.

Si ce que l'on nous présente comme la propriété sociale a le même contenu que ce que j'ai appelé après Proudhon la possession, c'est-à-dire si le travailleur possède réellement ses instruments de production pendant le temps où il les emploie, les passant automatiquement à celui qui le remplace, avec, comme le souligne justement le projet, interdiction de les vendre, de les échanger, d'en disposer, alors je suis d'accord, mais alors que devient l'Etat ?

Le problème de la planification est plus complexe. Mais il faut reconnaître que « Syndicalisme économique. Pourquoi ne pas le dire ? A tous les échelons de cette planification qu'il propose. Ce plan doit beaucoup au projet de Besnard dans « le Monde nouveau » et ressemble furieusement à ce que nous nommons le fédéralisme économique. Pourquoi ne pas le dire ? A moins bien sûr qu'il ne s'agisse moins de concertation, de contrat, que de la pensée majoritaire. Mais alors, je mets en garde les militants de la C.F.D.T. car la loi du nombre suppose la concertation extérieure, l'intrusion des partis, le travail des fractions, avec au bout le centralisme démocratique qu'ils ne veulent pas plus que nous. De toute façon je pense que la planification doit être souple, mais je pense qu'en dehors de quelques précisions, la formule reflète assez exactement ce que nous désirons.

Les hiérarchies de salaires

Analysant la situation créée dans les pays de l'Est, les militants de la C.F.D.T. écrivent : « *Les inégalités hiérarchiques subsistent et tendent même à recréer des privilèges héréditaires comme dans le capitalisme* ». Nous n'avons pas dit autre chose depuis des années et il est réconfortant de voir que ce qui fut notre vérité étend son champ jusque dans un milieu aussi compact que celui de la C.F.D.T. Mais de cette constatation une solution radicale s'impose. Celle que proposent les militants de la C.F.D.T. m'a laissé rêveur. Confier au conseil d'entreprise le

soin de fixer les salaires me paraît, et je m'en excuse auprès des rédacteurs du projet, d'une utopie à faire reculer les anarchistes eux-mêmes. Et je retrouve Maire, le Maire de la présentation du projet. Souvenez-vous... « Nous ne nous situons pas au niveau d'une autogestion achevée, perdue dans la nuit des temps... » Eh ! oui, camarade Maire, si l'on conserve la hiérarchie, nous reverrons la lutte pour accéder aux postes les mieux rémunérés ! La défense des clans, puis des classes pour maintenir ces privilèges. La reconstitution des classes privilégiées. Bien sûr vous conservez l'illusion réformiste. Un premier pas, une période intermédiaire avant d'aller plus loin, plus haut « dans la nuit des temps » ?

Mais, bon Dieu, ne lisez-vous pas l'histoire de notre mouvement ouvrier ? Non pas celle fabriquée pour la circonstance par la rue Lafayette, mais la vraie, celle que l'on découvre soi-même en feuilletant les archives. Il faut être clair ?

Toute forme d'autogestion qui conserve les différences de salaires est un leurre. Toute période intermédiaire constitue le temps nécessaire pour reconstituer une société de classes. Et construire l'autogestion à partir des hiérarchies de salaires et à coup de périodes intermédiaires, n'est rien d'autre pour le travailleur que de se forger de nouvelles chaînes, d'aider par sa collaboration les bénéficiaires du système ; quelle que soit la phraséologie employée, il ne s'agit de rien d'autre que d'une participation à un régime de classes, car, contrairement à ce que nous dit Marx, le régime de classes ne se situe pas seulement au niveau de l'accumulation ou du profit qui sont des moyens, mais au niveau du pouvoir qu'il procure, et si dans votre système vous bannissez l'accumulation et le profit, vous créez par la différence des revenus la possibilité pour une nouvelle classe d'acquiescer ce pouvoir par des moyens différents, et vous l'avez parfois senti, en particulier lorsque vous vous élevez contre l'hérédité de certaines fonctions.

Vous n'osez pas aller jusqu'au bout logique de votre propos. Vous êtes étouffés par le raisonnement dialectique, une situation nouvelle, un dépassement à la suite d'une fusion de la thèse et de l'antithèse. Revenez à Descartes, mon vieux, et même à saint Augustin. Le monde est un tout et vous l'avez parfaitement compris. Mais ce que vous n'avez pas compris, c'est le propos de Bakounine qui s'accorde parfaitement à cette vérité : « Seule la destruction est créatrice ».

Le projet et les anarcho-syndicalistes

Il y a bien autre chose dans le projet d'autogestion de la C.F.D.T., de l'excellent et du plus discutable. Mais je m'en suis tenu à ce qui m'a paru comme l'essentiel, faute de place. Le projet est détaillé sur le mode d'application, même s'il est discret sur les moyens révolutionnaires de la créer. La grève gestionnaire semble encore une nourriture trop forte pour ces syndicalistes. Ils y viendront ? Pour ma part, je ne crois pas trop aux constructions sociales trop élaborées. Les événements nous ont trop souvent démentis et les travailleurs en lutte ont toujours interprété librement les projets théoriques, et quand ils ne l'ont pas fait, alors ça a été le joug au nom du socialisme. Mais je comprends qu'une organisation syndicale de l'importance de la C.F.D.T. ait voulu faire crédible en gommant par-ci, par-là et en en remettant autre part. D'ailleurs moi aussi j'ai toujours réclamé que le projet gestionnaire soit crédible ; mais rendre un projet crédible ne consiste pas à l'émasculer mais à l'inscrire intact dans le mouvement de la vie.

Comment les anarcho-syndicalistes ont-ils reçu ce projet ? Avec des mouvements divers je suppose. Mais après tout, pour Maire et ses amis, l'anarcho-syndicalisme est actuellement sans grande importance, alors... Si c'est leur réflexe, ils auront des surprises. Dans le pays, le mouvement syndical a un vieux fonds libertaire et il suffit d'une convulsion, Juin 68 par exemple, pour qu'il remonte à la surface. Ainsi l'autogestion par exemple... dont Maire et ses amis se sont emparés et je ne le leur reprocherai pas.

Dans les milieux anarchistes, et même s'il y

a des anarchistes à la C.F.D.T., on n'aime pas beaucoup cette organisation « reconstruite ». Il nous semble qu'elle cache aussi mal son camouflage que la C.G.T. Grattez un peu le cuir de l'une ou de l'autre et les prophètes Jésus ou Marx rappliquent au galop. Pour tout dire, nous ne sommes pas seulement contre le cléricalisme politique ou religieux, mais athées !

Ce projet est important et il faut le dire. Bien sûr je partage la méfiance de mes camarades anarcho-syndicalistes de Nantes qui tirent à boulets, je ne dirais pas rouges, mais noirs contre l'ex-confédération chrétienne. Mais où je suis plus réticent, c'est lorsqu'ils englobent dans leur réprobation de la C.F.D.T., la formule d'au-

maurice joyeux

autogestion
gestion directe
gestion ouvrière

EDITIONS LA RUE

togestion qu'elle nous propose. Naturellement je n'oublie pas leurs longues expériences des luttes. Pas plus qu'eux je n'aime cette formule d'autogestion, à laquelle je préfère celle de gestion ouvrière et je l'ai dit dans ma brochure « Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière » qui n'a pas la prétention d'être définitive mais qui est un élément de travail sans plus. J'ai comme eux, mais les camarades de la C.F.D.T. aussi, il faut le reconnaître, le souci de protéger le mouvement syndical d'une intégration, y compris l'intégration au socialisme gestionnaire. Mais il ne suffit pas de se tenir à une position défensive. Il s'agit pour nous, anarcho-syndicalistes, de nous définir au-delà de la revendication journalière. Certes nous avons la Charte d'Amiens. C'est un schéma, et ce schéma il faut le remplir par autre chose que du vent. La C.F.D.T. a essayé de le faire et par certains côtés son projet est une pièce valable (il en existe peu) à un dossier qu'il nous faudra continuer à étudier. Mais il faut le dire, cette pièce a une autre consistance que le projet sur le syndicalisme dans la société moderne que nous avons voté au dernier congrès confédéral F.O. que nous avons pourtant amélioré et que le bureau confédéral F.O. ignore tranquillement. Il faut non pas rejeter, mais nourrir le projet gestionnaire, camarades anarcho-syndicalistes. Et nous sommes les seuls à pouvoir le faire. Ne vous y trompez pas, le syndicalisme trotskyste ou marxiste d'opposition rejettera tous projets de cette sorte. Il en est resté à la position de Trotsky sur la courroie de transmission que constitue le syndicalisme. Il hurlera avec vous contre l'autogestion, car, dans sa société à lui, il y a le parti dirigeant, l'Etat socialiste, la période intermédiaire et toutes les conneries qu'on recommence chaque fois que naît un Etat socialiste, ce qui aboutit inmanquablement à la reconstitution d'un Etat de classes où la bureaucratie remplace le capitalisme et qui jouit de tous les avantages de classe avec en moins un risque qui est assumé par le capital d'Etat. Naturellement nous dirons tout cela, et bien d'autres choses à l'assemblée générale des militants syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes Force Ouvrière, que nous organiserons au début de l'année prochaine et à laquelle participeront des syndicalistes venus de tout le pays. Et à cette assemblée, il faudra que le réalisme et la crédibilité l'emporte sur le romantisme et la phraséologie.

Et si j'ai, à cette place, parlé du projet d'autogestion de la C.F.D.T., c'est peut-être parce que j'y ai trouvé, malgré mes réserves, plus de traces d'anarcho-syndicalisme que le camarade Prudent Maire veut nous l'avouer.

Et c'est parce que l'histoire, la vraie, c'est-à-dire les faits et non les commentaires, est là, indestructible, et que ni le matérialisme historique ni la scolastique ni la dialectique ni la théologie n'y peuvent rien.

RUSSIE

Nous connaissons les démêlés du célèbre écrivain Soljénitsyne avec les autorités de son pays, nous les suivons même avec anxiété car nous nous demandons si l'immense machine bureaucratique ne finira pas par broyer l'homme qui ose résister en restant lui-même.

Récemment, la Cour suprême de la République de Russie a refusé le divorce à Soljénitsyne, nous signalant-on d'une source digne de foi, puisqu'elle émane de ses proches.

Séparé de sa première épouse, Natalia Rechetovskaya, Soljénitsyne vit avec sa nouvelle compagne Natalya Svetlova, elle-même mère de ses deux fils Yermolai et Ignat.

Un premier arrêt avait abouti à accorder le divorce à l'écrivain, mais sa femme s'était pourvue en appel, et la Cour suprême de la République de Russie s'est prononcée, elle, en reconnaissant la validité du mariage.

La décision est vraiment inhabituelle car en Russie on divorce assez aisément et en conséquence la procédure est rapide.

Les amis d'Alexandre Soljénitsyne expliquent que les autorités soviétiques craignent que si le divorce est prononcé, l'écrivain puisse venir habiter à Moscou chez sa nouvelle compagne. Or, tenons-nous bien, un citoyen soviétique ne peut pas venir librement s'établir dans une grande

ville, telle que Moscou ou Leningrad. Il lui faut une autorisation spéciale que Soljénitsyne n'a pas.

Pour tourner la difficulté, il lui faudrait soit trouver un emploi dans la capitale, ce qui paraît exclu, soit épouser une personne qui réside déjà dans Moscou, ce qui est le cas précisément de Natalya Svetlova.

Casse-tête chinois non, casse-tête russe et il y a en Occident des gens qui clament partout que la Révolution russe de 1917 a apporté la libération sociale, la liberté sexuelle et tout le toutim. Les faits cruels démontrent exactement le contraire.

HONGRIE

En l'espace de quelques semaines, nous dit le bureau de Vienne de l'Agence France-Presse, la presse hongroise a rapporté le suicide de trois personnalités du monde littéraire et artistique. Ce sont : le jeune romancier et dramaturge Laszlo Kamondy, auteur de nombreux récits et pièces à succès, qui s'est donné la mort le 23 octobre, seizième anniversaire de l'insurrection hongroise ; Eva Domjan, âgée de 40 ans, l'une des actrices de théâtre les plus appréciées du public, et le peintre Bela Konda (41 ans), l'un des artistes les plus connus de sa génération, lauréat de l'Exposition universelle de Tokyo et de la Biennale de Venise, et qui fut l'un des représentants de l'art moderne hon-

grois à l'exposition organisée l'année dernière au musée Galliera, à Paris.

Cette vague de suicides parmi les intellectuels ne laisse rien présager de bon sur ce qui se passe dans un pays prétendu « socialiste ».

Il n'y a pas que des raisons d'ordre personnel à ces actes de désespoir, mais des motivations profondes : la liberté est autant indispensable à l'artiste qui crée, que l'air qu'il respire.

CHILI

Il s'agit, paraît-il, d'un pays en voie de passer au socialisme par le légalisme et l'aide de l'armée. Son expérience serait originale et il ne faudrait en aucun cas la confondre avec celle de Fidel Castro ou de « Che » Guevara, n'empêche que les faits sont là : il n'y a pas de viande, pas de beurre, pas de riz, pas de vin, pas de poulet, voilà pour les produits alimentaires. Il n'y a pas non plus de dentifrice, de papier hygiénique ni d'allumettes mais de longues queues devant les magasins et une recrudescence de marché noir, phénomène issu de la pénurie, cela après deux années d'expérience Salvador Allende le même qui a sévèrement condamné la grève — d'une durée de 48 heures — des mineurs de cuivre de Chuquicamata, la plus grande mine de cuivre, à ciel ouvert, du monde.

Située à 1.600 km au nord de la capitale et à 2.900 mètres d'altitude,

elle a produit en 1971 315.000 tonnes de cuivre. Jadis propriété de la compagnie nord-américaine Anaconda, elle a été nationalisée il y a près de deux ans.

La grève déclenchée le 16 janvier avait pour but concret de protester contre « l'insuffisance du ravitaillement et du matériel essentiel au fonctionnement de la mine ». D'après le pouvoir, cette grève n'était qu'« une ruse politico-électorale » qui se traduirait pour le Chili par une perte sèche de 2 millions de dollars soit à peu près 10 millions de francs actuels.

Comment expliquer au peuple qu'un pays peu peuplé, disposant de richesses minières, libéré de l'emprise yankee manque du nécessaire sinon que leur « socialisme » n'en est pas un et qu'il s'appelle incurie.

NORVEGE

Nous avons pris contact avec trois camarades de la Fédération Anarchiste Norvégienne. Celle-ci, nouvellement formée, tente, malgré le manque d'anciens militants, d'avoir une action portant sur trois points principaux :

— Une école parallèle semblable à celle de Summerhill mais à la fois gratuite et délivrant des diplômes officiels.

— Une action au niveau syndicaliste en liaison avec les anarcho-syndicalistes suédois.

— Une boutique où sont vendus des ouvrages de base et des brochures.

HOLLANDE

Travaillant sur la correspondance d'Alexandre COHEN (1) (1864-1961), anarchiste néerlandais, traducteur de MULTATULI (2) et de différents ouvrages anarchistes, rédacteur au journal LE FIGARO (1900-1906), nous serions heureux si quelques camarades pouvaient retrouver de la correspondance ou des documents le concernant.

Ecrire à : E. KUMMER Université de LEYDE Rapenburg 43 PAYS-BAS.

(1) Alexandre COHEN collaborait à la Revue Blanche, au Mercure de France et était en liaison avec tous les militants anarchistes d'alors, Kropotkine, Max Nettlau, Grave, Sébastien Faure, Domela Nieuwenhuis, etc. Il fut expulsé de France en 1893, après la bombe lancée par Vaillant à la Chambre.

(2) MULTATULI (Edouard Douwes DEKKER) est l'auteur de Max Haveelaar 1859, le premier ouvrage anticolonialiste qui fut traduit dans toutes les langues. Parmi ses autres œuvres : Dialogue Japonais 1862, IDEES plusieurs tomes de 1862 à 1869, les Etudes Millionnaires, outre plusieurs œuvres dramatiques, dont L'Ecole des Princes, et un roman : Histoire du jeune Wouter Pieterse resté inachevé, une douzaine de tomes de Correspondance complète son bagage littéraire. (Multatuli est né en 1820 et mourut en 1887).

LA BARBE DU PROPHETE

Un paquet de journaux sous le bras, Malatesta pénètre dans une école. Cela se passe au quartier Latin.

Quelques dizaines d'élèves qui poireautaient dans la cour se groupent autour de lui. Il y a aussi avec nous deux jeunes profs, d'Histoire et de Philo.

On s'installe dans une classe, le mercredi après-midi, l'école est déserte. Sur le mur, une caricature de Pompidou a, depuis la rentrée, remplacé le crucifix : on est dans un établissement privé (!), le barbu, c'est notre invité, je l'ai appelé Malatesta, il en est le sosie ; mais il se présente : Maurice Laisant.

La « causerie » car c'est là l'objet de sa visite, commence par un bref exposé sur l'Anarchie. Dans l'auditoire : des anars, des marxistes, deux « fafs » et bon nombre de gars pas engagés. Après avoir justement affirmé que l'Anarchie est une évidence ; Laisant donne la structure de son analyse, construite en trois points : la philosophie anarchiste, le refus de l'autorité, la société fédéraliste.

Cette analyse suivra une logique perspective, du connu vers l'inconnu.

Ce qui suit n'en est que le compte rendu comparable à une somme d'instantanés photographiques.

Entre autres excellentes choses, celles-ci :

L'homme, source de la connaissance, est limité dans l'espace et dans le temps. Le caractère essentiel commun à tous est donc la relativité. Alors qu'un absolu tend à s'imposer dans tous les domaines, la seule règle qui reste universelle c'est la liberté. Elle s'exprime par le sempiternel mouvement humain dont l'antinomie est l'autorité. Cette activité étant caractérisée par une aspiration incessante à la connaissance, tous ceux qui s'y opposent — en lui imposant des limites — sont des « hommes de mort ».

A la diversité des individus correspond inéluctablement un dénominateur commun : recherche du bonheur, sociabilité. La clef de leur synthèse est l'harmonie.

Les références à la réalité devraient confirmer l'analyse philosophique.

Ce fut une autre partie de l'exposé démontrant que l'autorité est cause du mal. Trois éléments principaux la composent : Morale, Economie et Politique, lesquels se manifestent sous trois aspects qui sont respectivement : Religion, Capitalisme et Etat.

Il serait superflu de développer ici une critique de la société qui est unanimement énoncée dans toute expression anarchiste.

A leur tour, analyse philosophique et analyse politique engendrent une synthèse de toute logique : la formulation des fondements de la société future, construite sur un idéal de justice et concrétisée par la limite de la propriété à la libre disposition de soi, le bannissement du superflu matériel, le refus de la monnaie, celle-ci étant source perpétuelle de conflits et de vol, une répartition équilibrée des tâches dans l'autogestion...

La totale négation de l'Etat amena une digression sur les trois aspects par lesquels il s'impose à nous quotidiennement : l'Ecole, l'Armée et les grandes administrations.

Au long de son exposé, les paroles de Laisant étaient souvent accompagnées de nos réactions synonymes d'approbation, et souvent provoquées par un trait d'ironie du barbu.

A son exposé s'enchaîna une cascade de questions (nous ne l'avions que peu interrompu pendant celui-ci), la plupart d'entre-elles réclamaient des développements plus amples sur des points abordés par Laisant, les autres émettaient souvent un jugement quelque peu hâtif et furent résolues par des réponses

Dans la très sérieuse brochure réalisée par le « Mouvement C.E.Z » (Croissance énergétique zéro) * et traitant du problème posé par la radioactivité quant à son impact sur l'environnement, considéré au point de vue écologique (le seul qui soit d'ailleurs à prendre en considération) on trouve au chapitre 5 (p. 27), qui traite de la « discussion du risque nucléaire non guerrier », le passage suivant, extrêmement révélateur :

« En d'autres termes, il y a bien là subordination du scientifique au politique et les choix de notre pays en matière d'atome, aussi bien pacifique que militaire, relèvent avant tout d'une vision nationaliste des choses, phénomènes de portée bien limitée en regard de ceux posés par l'atome à l'échelle de la biosphère et de l'espèce humaine. »

Et plus loin :

« Ce refus de considérer l'opinion publique comme adulte, de lui permettre de choisir entre le superflu et la vérité, est d'ailleurs assez caractéristique de notre type de société

dont la puissante logique elle-même absorrait la question.

Entrepris peu après quinze heures, l'entretien dut être clos trois heures plus tard. Il se poursuivit dans un café voisin, plus tardivement, la société fédéraliste y fut le centre de la discussion.

On décidait donc de fixer le fédéralisme autogestionnaire pour thème d'une prochaine rencontre avec un anarchiste, parce qu'on est loin d'avoir épuisé le sujet, et pour cause ! De plus, la résurgence des systèmes semblables au fouriérisme prouve bien que la remise en question est à l'ordre du jour.

L'Anarchisme n'a pas fini d'être écouté dans les murs de l'Ecole, jusqu'à ce que ceux-ci...

MARC-ALFRED.

L'ETAT et L'HOMME

économique, il implique de la part de ses tenants un certain mépris d'autrui qui constitue bien l'une des tares pouvant être reprochées à l'esprit technocratique. »

On ne peut évidemment pas taxer les graves hommes de Sciences qui ont rédigé le document d'où sont extraits ces passages de « non conformisme », encore moins de « gauchisme » ! Bien sûr. Mais leur attitude vis-à-vis d'un péril qui devient chaque jour plus menaçant révèle une prise de conscience réelle, laissant présager l'imminence de la catastrophe.

Il est clair que si cet appel au bon sens, ne réveille pas d'écho en chacun de nous, le pouvoir de décider de telle ou telle orientation, qui engage irréversiblement l'avenir de millions, voire de milliards d'hommes, restera concentré dans les mains d'un petit nombre d'individus qui ne sont pas à même de mesurer les conséquences de leurs actes, ni de concevoir les risques incalculables qu'ils font courir à l'humanité toute entière, obsédés qu'ils sont par la recherche de satisfactions personnelles immédiates (pouvoirs plus étendus, profit, honneurs, etc.).

Ces individus qui commettent sous nos yeux le plus effroyable de tous les temps, selon le Professeur Ellenberger, à savoir LE GEOCIDE, nous les connaissons fort bien : ce sont les politiciens de tous Partis, les banquiers, les hommes d'affaires. Bien mieux : en acceptant inconditionnellement cette « Société de Consommation » dans laquelle nous vivons, nous leur permettons de perpétrer en toute impunité cette abomination. Nous participons directement à ce délire destructeur quoique n'en ayant pas une claire conscience.

La chaîne logique qui conduit à cette aberration se révèle d'une grande simplicité : artificiellement des besoins sont créés qui augmentent la demande ; la demande nécessite un accroissement de la production qui

exige à son tour la transformation de matières premières. Les richesses naturelles sont alors mises au pillage, la pollution augmente et la Terre meurt. Qu'on y prenne bien garde : nous n'avons qu'une seule Terre !

Il n'est peut être pas encore trop tard pour réagir. Il suffit de ne plus accepter ce dirigisme dévastateur et se trouve alors amorcé le processus qui, brisant le cycle infernal dans lequel nous nous trouvons actuellement prisonniers (consommation - production - destruction de la nature), conduit à la Libération de l'Homme.

Aucune Société, de quelque nature qu'elle soit (Capitaliste, Communiste) n'est viable lorsque les décisions fondamentales ne sont pas prises en commun. Il est illusoire de croire qu'un contrôle puisse s'exercer à l'occasion d'élections de soi-disant « Représentants du Peuple »... qui ne défendent en fait que leurs propres intérêts.

Placer sa confiance dans l'un des quelconques systèmes politiques en vigueur revient à se livrer corps et âme à des « Dirigeants » dont l'incompétence n'a d'égal que la rapacité. En outre accepter cet état de chose revient en fin de compte à abdiquer sa responsabilité d'homme libre et renoncer à agir sur son Devenir.

Mais le temps est venu de se ressaisir et de rejeter en bloc toutes ces « Idoles » qui nous ravalent au rang de la bête. Un jour, très proche peut-être, nous entrerons de plain-pieds dans la Société Nouvelle, reposant essentiellement sur la Liberté de chacun, par le biais de la Révolution Sociale.

AIZENBERG

(*) Mouvement C.E.Z : c/o FRAPNA

43, boulevard du 11-Novembre 1918, 69 - VILLEURBANNE.

REFLEXION SUR LA CAMPAGNE ELECTORALE

par Mathilde Niel

La campagne électorale ne peut que renforcer notre dégoût pour les jeux politiques. Est-ce bien le moment, en effet, de se livrer à la petite guerre et de se porter autant de coups bas ? Nos politiciens ne voient-ils pas les dangers qui nous menacent ; ignorent-ils que la crise est partout : dans les valeurs et les croyances, dans l'autorité, dans toutes les collectivités, dans la jeunesse et dans notre conscience même ? Alors qu'il nous faudrait unir nos efforts pour comprendre le sens de la mutation individuelle et sociale qui se propage, qu'il nous faudrait chercher ensemble les moyens de rendre la vie plus intéressante et plus fraternelle, et entreprendre une tâche immense d'éducation afin de libérer les richesses intellectuelles et affectives que recèlent tous les esprits, alors qu'il nous faudrait faire preuve d'imagination, d'invention et d'esprit de coopération, on continue à « faire de la politique » comme par le passé. Les politiciens sont-ils aveugles et sourds ? Ne perçoivent-ils pas les signes avant-coureurs de la plus grande révolution de tous les temps — de « la révolution de l'homme ouvert » qui fera de l'être humain une personne autonome, épanouie, responsable et solidaire ? Ne sentent-ils pas l'immense aspiration de dialogue et de coopération que ressent la jeunesse du monde entier, et sont-ils aussi inconscients des forces montantes de libération que le furent, avant 1789, la noblesse et la royauté ? Alors que beaucoup d'hommes veulent être traités en êtres humains à part entière, vont-ils continuer à traiter les citoyens en mineurs et en débiles mentaux ? Vont-ils, enfin, laisser perdre cette chance unique que nous avons, en Occident, de construire un socialisme humain et libertaire ?

Une fois de plus, hélas ! l'histoire semble se répéter : l'évolution des esprits a pris de l'avance sur des structures sociales et politiques inchangées ; une fois de plus, quelques nantis s'abritent derrière. Les murailles institutionnelles du passé pour conserver leurs privilèges, alors que l'édifice se lézarde de toutes parts. Que font, en effet, nos politiciens ? Enfermés dans leurs préjugés, leurs idéologies, leurs égoïsmes individuels et de classe, ils continuent à prétendre détenir la Vérité absolue et à vouloir l'imposer à tous par la ruse ou par la force ; leur seul souci est de pourfendre leurs adversaires et de s'emparer définitivement des leviers de commande. Dans les partis, l'accent est mis volontairement sur ce qui DIVISE et jamais sur ce qui pourrait UNIR et permettre de construire une société où tous les hommes pourraient s'épanouir.

Ne nous étonnons donc pas si la campagne électorale se transforme en jeux du cirque (le titre de l'émission télévisée : A Armes égales est, à lui seul, tout un programme !) et si, dans les discours et les media, il n'est plus question que de duels, de stratégie, de bataille à gagner et d'ennemis à vaincre. Les sondages d'opinion, la radio, la télévision et la presse contribuent à faire de la politique un spectacle et de la démocratie une arène.

Dans ces conditions, il ne reste plus guère aux citoyens d'autre mode de participation que de compter les coups, marquer les points, se réjouir du succès du favori et des déboires de son adversaire. On ne leur demande pas de réfléchir, mais de se passionner pour un spectacle ; on ne leur propose pas de choisir le candidat le plus apte, mais le cabotin le plus habile. Et pendant que les spectateurs se passionnent naïvement pour ce qui se passe sur le devant de la scène politique, ils oublient que le vrai drame se joue dans les coulisses, là où se mijote la cuisine électorale, là où l'on prépare les diverses drogues psychologiques qui endormiront l'esprit critique des électeurs.

À droite comme à gauche, des programmes sont préparés dans le secret, à coups de compromis et de ruses, sans que les intéressés aient été consultés ; à droite comme à gauche on cultive le mensonge : on présente aux masses le « masque de l'union » pour cacher son vrai visage — celui des querelles intestines et des rivalités sans merci ; à droite comme à gauche, on se prétend défenseurs de la démocratie et de la liberté, alors que d'un côté, certains rêvent du régime des colonels, et de l'autre, d'une démocratie à la pragoise. Est-ce là une façon saine de se préparer à administrer un grand pays ? Est-ce un comportement d'individus responsables, ou n'est-on pas, plutôt, en pleine pathologie mentale ?

Une famille, une association qui seraient menées de la sorte iraient fatalement au désastre. C'est ce que nous risquons. Jusqu'à présent, l'Etat n'a maintenu sa cohésion (et l'on a vu en mai 68 combien elle était fragile !) que parce que tous les partis — malgré leurs divisions se sont trouvés d'accord pour respecter la règle du jeu : faire de la politique un combat, chercher à s'emparer du pouvoir en méprisant les besoins et les aspirations réels du citoyen.

Tant que ceux-là se sont passionnés pour ce spectacle, tout a marché cahin-caha, — mais voici qu'aujourd'hui on commence à le bouder ou, du moins, à douter de son intérêt. Ce n'est plus dans les partis, dans les réunions électorales, ce n'est plus par le bulletin de vote que se fait la vraie politique ; c'est en dehors du ring ; c'est là où l'on peut communiquer librement, travailler de concert ; c'est là où, dans le respect de la personnalité de chacun, on collabore et l'on expérimente une nouvelle façon de vivre ; c'est dans tous les petits groupes où l'esprit libertaire se fraie son chemin.

Malheureusement, entre cette politique parallèle et la politique officielle, il n'y a aucun contrat, aucune communauté de vue. Entre les aspirations des individus à la responsabilité et à la dignité, et la volonté de puissance des gouvernants, s'est creusé un abîme, et l'on ne voit guère comment il pourrait être comblé sans une mutation radicale.

Pour le moment, l'avenir de 50 millions de Français (mais le même problème se pose dans toutes les nations), la paix ou la guerre, le bonheur des individus, le sort de la jeunesse sont soumis à ces jeux passionnels, à ces joutes oratoires, à ces compromis boiteux, à cette folle course au pouvoir et à l'argent, à ce monstrueux assemblage d'égoïsmes. Par une étrange aberration, ceux qui prétendent décider du destin des hommes n'offrent aucune garantie de désintéressement, de valeur humaine, d'équilibre psychologique : l'investiture du parti et le compte en banque remplacent les qualités intellectuelles et la maturité psychologique, pourtant indispensables dans une période aussi troublée (on fait passer des tests aux cadres et aux techniciens, mais pas aux hommes politiques ; alors que ceux qui ont les plus lourdes responsabilités devraient être également ceux qui ont atteint le niveau d'humanité le plus élevé — et non pas les plus riches et les plus ambitieux !).

Pour comprendre quelque peu la pathologie politique, il nous faudrait prendre conscience du phénomène suivant :

Depuis le début de l'histoire, la politique a toujours été fondée sur les « forces négatives » de l'homme au lieu d'être fondée sur les « forces positives ». Les forces positives sont celles qui « ouvrent » l'individu à l'autre et au monde, et non celles qui nous referment sur notre moi, notre parti, notre classe, notre idéologie, notre nation, notre sexe ; ce sont nos facultés d'invention, de création, notre besoin de connaître, d'évoluer, de coopérer en égaux avec nos semblables ; c'est notre besoin affectif de nous unir aux autres hommes, d'être l'ami de son semblable, dans le respect et l'épanouissement de notre personnalité. Ce sont les forces positives qui, au cours des âges, malgré la volonté de puissance et les divisions politiques, ont donné le meilleur des civilisations : le développement des connaissances et des techniques, l'évolution des arts, les œuvres de solidarité, les rapports d'amitié et le dévouement, etc.

Malheureusement, quand l'éducation et l'organisation politique et sociale entravent l'extériorisation des forces positives, alors, au lieu de s'ouvrir à l'autre homme, l'être humain se replie sur lui-même, sur ses croyances et sur son groupe clos. Au lieu de l'ouverture à l'autre, on a la fermeture, au lieu de la coopération, le conflit. L'homme est ainsi fait que la même énergie sociale qui nous pousse à créer et à coopérer peut tout aussi bien DEVIER dans la destruction et le combat. Paradoxalement, c'est la même énergie d'union qui nous pousse tantôt à considérer les hommes comme des frères et des égaux, tantôt à élever entre eux et nous des barrières d'incompréhension et de mépris, et l'on sait à quel point l'amour se transforme facilement en haine !

Pourquoi ce paradoxe ? Parce que, derrière nos frontières de classes, nationales, idéologiques nous

nous sentons UNIS dans le même Absolu, mais unique-ment unis CONTRE ceux qui n'ont pas les mêmes valeurs. Et comme, inconsciemment, nous ne supportons pas la division, nous cherchons à rétablir la communication en IMPOSANT à l'adversaire notre propre conception de l'unité ; il nous faut donc le vaincre pour le contraindre à communier dans nos propres valeurs. L'erreur de Marx et de Hegel fut de croire que le conflit était créateur et que, par une succession de combats, on arriverait miraculeusement à une société sans conflits. *Le marxisme n'a pas tenu compte des forces positives de l'homme ; toutes les sociétés marxistes sont fondées sur les forces négatives, c'est-à-dire sur la domination, sur l'oppression sur le conflit.* La conception marxiste des rapports sociaux n'a rien de révolutionnaire ; elle ne fait que perpétuer la mentalité bourgeoise, fondée elle-même sur la concurrence, sur la compétition, sur le désir d'éliminer l'adversaire. Entre marxistes et bourgeois existe un accord tacite : les uns et les autres s'appuient sur les forces négatives de l'homme ; en ce moment ils préfèrent coexister, et se livrer à la petite guerre, plutôt que d'entreprendre la vraie révolution — celle qui ferait passer les hommes du rapport de combat au rapport de coopération.

Jusqu'à présent, la vie de la cité a toujours été construite sur les forces négatives ; jamais une autre expérience n'a encore été tentée. Il faut bien reconnaître que les forces de conflit sont bien plus faciles à exploiter que les forces positives : il suffit de fixer où est le Bien et où est le Mal, de diviser les hommes en Bons et en Méchants et de distribuer les catéchismes qui enseigneront la Vérité et l'Erreur.

Au contraire, la libération des forces positives exige une longue éducation à l'autonomie, au sens de l'autre, à la discussion entre égaux, à l'esprit critique, à la créativité. Alors les hommes arrivent aux solutions qui tiennent compte de la complexité des êtres et du réel. Une telle libération demande que les individus soient formés à la véritable démocratie et qu'ils l'aient expérimentée dès l'enfance. Or, la famille, l'école, la société répriment à longueur de journée nos potentialités positives de spontanéité, d'invention, d'amitié et de solidarité, tandis qu'elles développent monstrueusement nos inhibitions, nos blocages, notre volonté de puissance, notre méfiance de l'autre, nos passions combattives, notre attirance pour la violence et la destruction. En fait ce que la société développe en nous, ce ne sont pas nos forces de vie et d'amour, ce sont nos forces de haine et de destruction (il n'est qu'à voir les films, qu'à lire les romans policiers et les magazines et suivre les jeux politiques nationaux et internationaux pour en être convaincus) ; si bien que les hommes finissent par ne plus connaître d'autre type de relation que celui fourni par le conflit et le combat.

Sur le plan international, nous savons — avec le développement des techniques de destruction — où peut nous mener l'exaspération des forces négatives ; et sur le plan individuel, nous commençons à prendre conscience que la répression de nos tendances positives nous conduit au désespoir et à la maladie mentale — ou bien à la révolte violente.

La démocratie véritable — si toutefois elle voit le jour — ne sera plus fondée sur le combat et sur la répression des besoins fondamentaux de l'individu, mais sur ses forces positives que l'éducation aura fait éclore. Alors, dans les divers groupes, tous participeront à la vie de la cité et collaboreront en égaux. Avec la disparition de l'esprit ségréatif disparaîtra l'esprit de domination et de compétition. Ce n'est pas par le combat que nous résoudrons les multiples problèmes posés par la société moderne, c'est par la connaissance scientifique et par la coopération entre individus responsables et autonomes, chez lesquels les forces d'invention auront été libérées.

Il ne faut pas se dissimuler que l'accession à ce nouveau mode de démocratie exige que les hommes parviennent à un niveau supérieur d'humanité — qu'ils franchissent, consciemment, un nouveau palier évolutif. Ce passage ne pourra se faire que par la multiplication des petits groupes où l'on PRATIQUERA la relation ouverte. C'est par la pratique, dès maintenant, d'un mode de vie solidaire et créatif, c'est par la pratique de la santé mentale et sociale que nous viendrons à bout de la pathologie politique et des multiples formes d'aliénation.

L'amour n'est pas dans l'amour

par Mathilde Niel

Autrefois, la sexualité était un sujet tabou ; aujourd'hui, elle est devenue une obsession. Pour s'attirer des lecteurs, les magazines, de *Paris-Match* au *Nouvel Observateur*, se croient obligés de consacrer régulièrement un ou plusieurs articles à la sexualité et à l'érotisme ; le cinéma, les sex-shops, la publicité, par l'image et par les ondes, nous plongent à longueur de journée dans une atmosphère érotique ; il est notoire que les problèmes de la sexualité intéressent beaucoup plus nos concitoyens que ceux de la guerre, de la misère du Tiers-Monde, de l'injustice sociale, de l'éducation, de l'absence de vie démocratique réelle ; des revues spécialisées à fort tirage enseignent les multiples « techniques » de l'amour, ou, plutôt, les multiples techniques du plaisir : que reste-t-il, en effet, de l'amour, quand on ne parle plus de l'élan mutuel, de l'accord affectif et physique (et parfois intellectuel) qui attirent deux êtres l'un vers l'autre ? Que reste-t-il de l'amour quand le partenaire n'est plus considéré comme un sujet autonome et digne de respect, mais comme un instrument, un objet, dont le rôle se limite à vous procurer de nouvelles sensations ? Oui, dans notre société, on parle d'autant plus d'amour que l'on n'aime pas vraiment.

Certes, dans le domaine de la sexualité, la franchise, et même la crudité, avec lesquelles on parle de ces problèmes sont de beaucoup préférables à l'hypocrisie moralisatrice d'autrefois ; il n'est donc pas question de préconiser une censure quelconque ; mais on peut néanmoins se demander si on ne cherche pas à se libérer d'un système répressif pour retomber dans un autre, si l'on ne se défait pas d'une aliénation pour en endosser d'autres, et si l'information en matière de sexualité, telle qu'elle est fournie actuellement aux masses, ne va pas à l'encontre de la libération véritable de l'amour.

N'oublions pas qu'à l'ère industrielle l'amour tend à devenir une technique comme une autre : tantôt, pour se procurer du plaisir, on se sert de la voiture, de la télévision ou d'autres gadgets, tan-

tôt on se sert du corps de l'autre (ou de son propre corps) et de gadgets appropriés. Ce qui importe, c'est de se perdre en tant qu'individu et d'oublier que l'autre est aussi une personne ; ce que l'on veut, c'est fuir le vide de son existence, vivre d'une façon frénétique, échapper par tous les moyens à l'anxiété secrétée par une société sans communication réelle, c'est se distraire et s'étourdir en consommant, le plus possible, n'importe quel plaisir. L'amour, dans ces conditions, peut tout aussi bien se faire à deux, à trois ou à six, être homosexuel ou hétérosexuel, ou les deux à la fois ; qu'importe ! dès qu'on sait appliquer les bonnes techniques, la personnalité des partenaires ne compte plus, on peut alors en changer comme de voiture : l'amour technicisé ne peut qu'accélérer le processus de standardisation et de déshumanisation de l'individu, déjà profondément engagé par le travail en milieu industriel et par la vie dans les mégapoles.

Là, encore, un grand espoir de libération de l'individu aura été déçu : il était cependant nécessaire que les jeunes soient délivrés des tabous sexuels, que la femme cesse d'être un simple objet de désir, que les hommes et les femmes se libèrent des diverses formes d'amour-passion (physique ou sentimental) avec leur cortège d'incompréhension, de jalousie, de haine et de violence, pour se choisir en être libres, égaux et conscients ; autrement dit, il était nécessaire que l'on se libère de l'amour-dépendance pour accéder à l'amour-liberté, synthèse harmonieuse et exaltante entre les besoins d'autonomie et de communion. Mais cette forme d'amour libéré n'a rien à voir avec l'obsession de la sexualité qui en serait plutôt la négation.

Disons que la sexualité est devenue une nouvelle drogue qui, associée aux autres drogues culturelles (vitesse, publicité, consommation, course à l'argent), incite l'être humain à préférer le vertige passionnel à la vie créative, et à se résigner à la perte de son autonomie ; dans le domaine de l'amour comme dans bien d'autres

domaines, le besoin de libération vis-à-vis de valeurs répressives a été récupéré par les puissances de l'argent, qui détiennent les médias, et par le pouvoir : « Passez votre temps à expérimenter les diverses techniques de l'amour physique, fuyez votre insatisfaction dans les diverses extases érotiques, pendant ce temps, vous oublierez que vous êtes exploités et traités en mineurs, que votre travail vous aliène, que vous gâchez votre vie et que vous passez à côté de la véritable communion humaine qui exige une révolution dans notre conception de la vie et des rapports sociaux », voilà ce que disent, en réalité, ceux qui détiennent les médias, voilà les intentions qui se cachent derrière la prétendue libération sexuelle de notre civilisation.

L'érotisation de la vie, le déploiement de la pornographie sont à la mesure du vide affectif et de la misère de l'homme en milieu technique : une société sans créativité et sans amitié ne peut être qu'une société sans véritable amour ; la Rome de la décadence a connu ces problèmes ; seulement, à cette époque, les jouissances étaient réservées aux riches ; aujourd'hui, cette conception décadente de la vie s'est démocratisée, voilà tout, sans que le problème de l'amour, ni celui du sens de la vie soit réglé. Comment l'acte d'amour pourrait-il être une forme d'expression de notre joie de vivre et de notre ouverture à l'autre alors que toute notre vie sociale est imprégnée de contraintes, de tristesse et d'ennui, et que l'homme est partout l'ennemi de son semblable ? Que les hommes prennent intérêt à leur travail, qu'ils coopèrent en égaux à la vie de la cité, que le milieu redevienne humain, que l'on puisse librement chanter, danser, créer, s'exprimer, ce bonheur de vivre se traduira tout naturellement dans notre façon d'aimer. Plus épanouis, les hommes n'auront pas à apprendre, sous formes de traités savants ou de cours magistraux, les diverses techniques pour se prouver leur amour ; ils sauront inventer les paroles et les gestes personnels qui

l'expriment ; libres dans toutes leurs activités, ils seront libres en amour. Dans une société ouverte, où l'homme serait ouvert à l'autre homme, les rapports entre les sexes seraient immédiatement colorés de la lumière de ces relations. Il n'y a pas un problème sexuel indépendant des autres problèmes sociaux : le problème des relations sexuelles n'est qu'un aspect particulier du problème général des rapports humains ; c'est une imposture que de mettre l'accent sur la sexualité sans montrer sa relation avec l'ensemble des problèmes individuels et sociaux : dans une société morne, injuste et répressive de la créativité individuelle et collective, les rapports sexuels — même prétendus libres — ne peuvent que refléter cette tristesse et cette déshumanisation de la vie. Alors le plaisir, au lieu d'être le résultat de l'accord affectif de deux êtres, tend à devenir un but en soi, une nouvelle religion, une mystique ; il laisse chaque partenaire à sa solitude et devient l'expression narcissique d'une insatisfaction de vivre et de communiquer. Au lieu d'être un flux généreux qui exprime l'entente de deux êtres dans l'épanouissement de l'âme et de tout le corps, il devient exclusivement génital, pornographique, obsessionnel et se transforme en voyeurisme, en exhibitionnisme — sinon en violence. C'est ce genre de relations amoureuses que nous offrons — pour mieux endormir nos esprits — les magazines, le cinéma et les affiches publicitaires ; c'est cette relation aliénée qui est présentée aux jeunes comme une éducation et une libération. Autrefois, la morale bourgeoise faisait du plaisir sexuel un mal ; de nos jours, une nouvelle morale, tend, par réaction, à se substituer à l'ancienne, avec ses obligations et ses tabous anti-tabous : actuellement, bien des jeunes se sentent coupables de ne pas faire l'amour assez tôt et assez souvent, de ne pas changer suffisamment de partenaires, de ne pas connaître assez de « techniques » etc., alors qu'il s'agit de se comporter en amour, comme ailleurs, selon ses propres aspirations et sa personnalité, sans

ressentir le poids d'un devoir quelconque.

Une société qui fait de l'amour une religion, une société érotisée, mais sans liberté et sans amour véritable, devient fatalement une société d'individus égoïstes, passifs, et soumis à tous les conformismes (y compris le nouveau conformisme sexuel) : elle les rend disponibles à tous les asservissements. Si l'éducation sexuelle des jeunes est nécessaire, elle ne sert strictement à rien — sinon à les troubler un peu plus — si elle ne va pas de pair avec une révolution pédagogique qui permette à l'enfant de s'exprimer dans tous les domaines, et de vivre fraternellement avec ses camarades et avec les adultes ; elle ne sert à rien — et serait plutôt nocive — si elle est faite par des individus inhibés, inépanouis et insatisfaits, et si toute la société est elle-même pathologique et répressive des besoins de créativité et de communication.

La formule des hippies : « Faites l'amour et non la guerre » ne résout malheureusement rien ; ils semblent oublier que la violence n'est pas incompatible avec l'acte sexuel (le cinéma nous le prouve quotidiennement ; les conquêtes militaires sont toujours accompagnées de viols et d'actes sadiques, et l'on sait que certains véhicules spécialisés suivent les armées en campagne ; ils étaient régulièrement utilisés pendant la guerre d'Algérie où ils faisaient bon ménage avec la torture). Quant aux troupeaux béats, uniquement occupés de leur plaisir narcissique, ils peuvent tout aussi bien devenir demain les troupeaux qu'on enverra à l'abattoir.

Le jour où l'homme sera suffisamment évolué pour ne plus vivre en état de guerre, ni avec la jeunesse, ni avec l'autre sexe, ni avec l'autre race, ni avec l'autre nation, ni avec l'autre individu, sera également le jour où il saura aimer physiquement et sentimentalement, et où il saura, sans complexes, exprimer spontanément son amour. Libérons d'abord les forces créatives et les forces de communication refoulées. Et l'amour sera de nouveau dans l'amour.

« L'homme libre doit toujours se révolter contre la majorité... Ce ne sont pas les plus intelligents mais les plus créatifs qui forment la majorité. »

(Un ennemi du peuple).
IBSEN.

A force de vivre en masse, l'homme est réduit à l'élément « n » par une société d'anonymat collectif. L'ordre actuel a besoin de producteurs et de consommateurs : le type même du français moyen (ou de l'anglais, ou du chinois...) et trop souvent on ne se réfère pas à des hommes, mais à des fonctions. L'individu tout seul n'existe pas ; nanti d'un métier, d'une famille, d'une patrie... il est pris en considération, en tant qu'ouvrier, père, patriote ; ça fait une belle jambe.

L'homme est réduit, sous divers noms, à une unité de mesure pour ce qui l'entoure ; tant d'employés, d'habitants, de membres... Les individus sont répartis, divisés, regroupés, légiférés... Sans leur demander leur avis. On admet tout au plus qu'ils choisissent des variantes du même état de chose, et à condition d'être une majorité.

LES CONCEPTS DE MASSE

Même les révolutionnaires très marxistes et très dans la ligne n'arrivent pas — fidélité au maître — à penser autrement qu'en termes de masses, peuples. Quand ils parlent d'homme, il s'agit toujours d'un homme « global », « général », « conceptualisé », assez souple et malléable pour suivre les chemins tortueux du raisonnement dialectique. Pour moi, du « Tous en masse à la manif » à la « conscription » il n'y a pas de différence, ou seulement une différence de troupeau. Bien sûr, les intentions ne sont pas les mêmes ; les buts de nombreuses manif sont louables, même récupérés. Mais les « leaders révolutionnaires » y ont la forte tendance à jouer les « m'as tu vu » au côté de « personnalités » en mal de prestation publique. Ça me rappelle trop les défilés avec tribunes officielles et tout le bataclan, et les défilés, j'y suis allergique.

Les divers « soutiens massifs » sont de la même veine. Prenez le cas du Larzac : des paysans luttent contre l'armée pour rester chez eux. Dans la masse d'organisations, les soutenant on trouve le P.C.F., le P.S., le comité de défense des appelés (ligue communiste), organisations bien connues pour leur antimilitarisme militant. Celui qui viendra me dire que la proximité des élections y est pour rien me fera bien marrer. Pour la petite histoire, devinez où était Mitterrand quand un certain gouvernement décidait de nantir la France de bombes atomiques. Cherchez bien.

Enfin, « Vox populi, vox Dei », y'a des jours où l'électeur — pardon l'homme — est roi. Mais le climat du coin n'est pas très favorable aux rois, surtout depuis 1793. Quand on est Vox Dei, et qu'on envoie des hommes politiques décider pour vous selon leur opinion de la

chose, faut pas s'étonner d'être pris pour des cons.

Mais tous les politiciens, quelque soit leur bord se gardent bien d'exalter l'initiative individuelle des hommes, en leur indiquant qu'il faut compter sur eux-mêmes pour « vivre mieux », et vivre, non pas survivre. Electoralistes ou révolutionnaires, ils veulent des masses fidèles et dociles, perméables aux promesses et peu rancunières des échecs « politiques ». Ils veulent des majorités où ils imposeront leurs idées et qui les porteront au pouvoir, au pouvoir d'Etat. Le concept de masse a pour corollaire ceux d'autorité, de centralisme, d'administration, d'oppression.

Les majorités tiennent leurs maîtres à bout de bras, et sont assez stupides pour ne pas les lâcher, pour mourir pour eux et leurs idées, pour s'extasier devant leur grandeur.

L'homme libre n'a pas de chef,

il ne suit personne et n'aime pas non plus être suivi. Nombreux et groupés, les hommes libres ne forment pas une masse, mais des sociétés libres. Si les chefs n'existent que par les subordonnés (et vice-versa), l'homme libre existe par lui-même. Il n'a pas besoin de catéchisme ni de mot d'ordre pour savoir ce qu'il doit faire ; il est sa propre existence et sa propre justification.

La révolution commence par l'individu ; ou alors c'est une vague affaire politique ; on a trop tendance à l'oublier. Commençons par vivre en dehors des masses et des majorités, à retrouver en nous l'homme que l'ordre, ou plutôt le désordre actuel essaye de tuer. Ça a l'air de rien, mais c'est de la subversion. L'Anarchie n'est pas une super-théorie, c'est l'homme.

CHARLES ROLLAN.

SARRA LO POUNH Païsan d'Oc !

La bile de l'amer Michel répandue en flaques sur les routes menant du Larzac à Paris n'a pas empêché les tracteurs des paysans occitans de devancer les chars des armées du pacte atlantique.

Debré, en mettant la charrue avant les bœufs, a prouvé son incompétence en matière agricole. Par contre, les cultivateurs « caussenars » sont bien décidés à lui signifier qu'un gas-oil impur n'abreuvera jamais leurs sillons.

Qu'est-ce que le problème du Larzac ? D'abord un aspect du néo-colonialisme qui, sur tous les continents, s'applique à décimer des populations, détruisant leur culture et leurs cultures, sous le fallacieux prétexte d'apporter le développement par le progrès. Par ailleurs, la France, qui se place au troisième rang mondial des marchands d'armes, entend affirmer que les camps militaires ne sont, après tout, que des laboratoires d'essai conditionnant le service après vente.

Michel Debré a claironné que le Causse du Larzac était un désert peuplé de quelques paysans arriérés. Venant à l'appui de ses dires, la télé nous a complaisamment montré des vieux et des vieilles (sensés représenter la population), attendant, résignés, d'être amenés à l'hospice comme les brebis à l'abattoir.

Devant des mensonges aussi grossiers, il est bon de préciser que la moyenne d'âge des cultivateurs du Larzac est de 38 ans et que les terres cultivables sont, de loin, les plus importantes par rapport aux Causse Méjean, Noir ou de Sauveterre. Grâce à une modernisation des techniques, les paysans ont défriché des étendues considérées jusqu'alors comme impropres à la culture. De plus, ils ont augmenté les surfaces fourragères, adopté un matériel de traite automatique, ce qui a contribué à grossir le cheptel ovin.

Le camp militaire du Larzac existe depuis le début du siècle et comprend 3.000 ha. Bien que ses limites aient été déterminées, l'armée ne s'en est jamais souciée. Il y a longtemps que les tanks ont manœuvré dans les terres cultivées. Les hélicoptères, passant au ras des toits, affolent les brebis, d'où avortement et tarissement du lait.

Le Larzac connaît la colonisation, la dictature militaire, bien avant que l'on décide d'en déporter les populations, d'en détruire la faune et la flore (comprenant des espèces en voie de disparition) pour en faire un Sahara peuplé seulement d'engins de mort.

Alertés par le projet d'extension du camp militaire, des délégations de paysans se sont rendues à la préfecture de Rodez en 1967. Il leur a été répondu que s'il avait été question de les exproprier, cela tombait sous le sens qu'ils en eussent été les premiers avertis.

Pourtant, la campagne d'intimidation allait bon train. Cela se traduisait par des promesses alléchantes d'achat de terres avec reclassement des propriétaires, d'illusoire emplois créés en fonction des besoins de l'armée, alors que chacun sait que les militaires font suivre leur propre intendance et leurs bureaucrates.

Têtus comme le sont les solides paysans d'Oc, ils n'ont pas marché. Seule, une infime minorité s'est laissé convaincre : trois agriculteurs sur cent sept ont accepté de vendre leurs biens.

L'adduction d'eau avait été demandée, il y a sept ans, et refusée. Qui pourra expliquer pourquoi elle est projetée dès lors que l'on s'apprête à déporter les hommes et les bêtes ?

La résistance s'est organisée. Les agriculteurs, jusqu'alors individualistes par atavisme, se sont groupés, non seulement afin de réaliser une économie structurée, mais pour offrir un front uni à tous les moyens de pression.

Après avoir noué des liens étroits de solidarité avec leurs frères de toute l'Occitanie, les paysans du Larzac ont voulu que le sens de leur combat soit connu de la France tout entière : « Des moutons, pas de canons ». Ainsi que l'a exprimé avec émotion une cultivatrice : « Nous ne voulons pas que notre terre serve de terrain de manœuvres aux tanks anglais qui iront tuer des Irlandais. »

Maniant l'humour aussi bien que la faux, les Caussears ont affolé les autorités. Allumant en pleine nuit des feux avec de vieux pneus au sommet des falaises surplombant la vallée de la Dourbie, ils ont fait croire que villages et bois brûlaient. Les pompiers et les flics de Millau, accourus, se sont trouvés ridiculisés, ne pouvant atteindre des foyers inaccessibles, et leurs véhicules « subtilement » dirigés allaient s'embourber dans des culs-de-sac.

A Millau, la sirène s'est mise, inexplicablement, à hurler au sommet du beffroi, avec pour résultat de faire sortir la population dans les rues, ce qu'attendaient les groupes de soutien afin de procéder à une distribution massive de tracts.

La grève de la Samex a permis de sceller l'alliance ouvriers-paysans. Les agriculteurs ont pu se rendre compte des conditions de travail de leurs frères et de l'exploitation dont ils étaient victimes. La grève de la Samex a abouti parce que les agriculteurs l'ont comprise et soutenue (ravitalement en œufs, fromages, volailles, lapins, légumes).

A leur tour, les Millavois ont pris fait et cause pour le Larzac, organisant, en novembre 1971, une manifestation réunissant 6.000 personnes dans une ville d'environ 20.000 habitants. L'opération « fermes ouvertes », au printemps 1972, a fait découvrir à un grand nombre de personnes venues de toutes les régions de France, le vrai problème du Larzac, leur faisant prendre conscience en même temps de la volonté inébranlable de résistance des autochtones (500 personnes vivant dans 107 exploitations).

L'arrêté pris par Debré concernant l'extension du camp a fait déborder le vase : les paysans ont décidé de monter à Paris avec leurs tracteurs. On peut juger de la somme de courage et de volonté réunie pour accomplir un voyage de plus de 700 km dans des véhicules lents et non protégés, et compte tenu des rigueurs de l'hiver.

Le départ a été donné à Millau devant 10.000 personnes venues encourager les manifestants. Tout au long du trajet, l'accueil a été chaleureux, notamment de la part des agriculteurs des régions traversées, mêlant leurs propres tracteurs à ceux de l'Aveyron, offrant gîte et couvert.

Jusqu'à Orléans, la marche s'est poursuivie triomphalement. Mais là, blocage ! Les mercenaires de Marcellin, dont l'équipement et les véhicules n'offraient pas l'aspect pacifique de ceux utilisés par les agriculteurs, interdisaient la route de Paris.

Les tracteurs bloqués, une délégation est partie à pied pour Paris, organisant spontanément au bord de la route des mini-meetings avec les paysans du Loiret et les routiers venus témoigner leur sympathie.

La manifestation pacifique prévue à Châtillon-sous-Bagneux avec le concours de 39 organisations n'ayant pu se dérouler après l'ukase de Marcellin, les Caussears se sont retrouvés à la Bourse du Travail, ovationnés par une assistance pleinement consciente de la gravité du problème. Les groupes occitans et bretons, drapeaux en tête, étaient présents, reprenant le slogan « Gardarem lo Larzac » (2). Dans un langage simple, mais énergique, les paysans ont dit leur attachement à ce sol

LE LARZAC ET LES SOUTENEURS POLITIQUES

Une foule enthousiaste assistait samedi 13 janvier, répartie dans les deux amphithéâtres de Jussieu (faculté des sciences), au grand meeting-débat qui terminait une nouvelle série d'actions des paysans du Larzac. Nous connaissons bien maintenant leur situation, les manœuvres d'intimidation dont ils sont l'objet, les différents aspects de leur production agricole, le dynamisme réel du Larzac dont on cherche en haut lieu à étouffer l'activité, et surtout la détermination des habitants qui ont reçu tout au long de leur marche sur Paris de nombreux messages de soutien.

Menacés d'expulsion par Debré — pour causes d'utilité publique

ingrat d'où leur persévérance faisait jaillir la vie. Ils ont décrit les traditions pastorales qui se perpétuent depuis la nuit des temps, l'élevage des brebis, dont le lait donne un célèbre fromage (publicité non payée) mondialement apprécié.

A 20 heures, la fac de Censier les a accueillis dans deux amphithéâtres bondés, en présence de la presse. De nombreuses questions ont été posées : ils y ont répondu avec précision et sans le moindre embarras.

L'O.R.T.F. et la presse écrite ont complaisamment fait état de la constitution d'un Comité prétendument représentatif de la population du Larzac, laquelle se féliciterait de l'extension du camp. Ce pétard mouillé a foiré lamentablement. Les dirigeants de ce groupe bien pensant sont : le député U.D.R. de l'Aveyron, Delmas ; le maire U.D.R. de Millau (plastiqué dans la première décade de janvier) ; le maire U.D.R. de La Cavalerie. Le tout bien sûr encadré par les S.A.C. locaux et les barbouzes des R.G. Ce minable attrape-cons n'a abusé personne et les paysans du Larzac n'ont pas été effrayés par l'épouvantail du « péril communiste ». « Ce que nous savons — disent-ils — c'est que ce ne sont pas les communistes qui veulent prendre nos terres, et en tous cas, nous ne voterons pas pour la majorité. »

A la fin du meeting, un porte-parole des agriculteurs bretons est venu annoncer que, forçant tous les barrages, un tracteur venant de Loire-Atlantique était dans l'enceinte de la faculté. Le tracteur était bien là, et sa seule présence prouvait que le Droit primait la Force lorsqu'il était l'instrument de la Liberté.

Les agriculteurs du Larzac sont certains d'un fait : « paysans-ouvriers, même combat ». Tout comme ils ont empêché les chenilles de ronger leurs arbres, ils sauront faire en sorte que celles des tanks ne creusent des sillons de mort.

Tous les révolutionnaires qui combattent le militarisme se soutiendront. Ils s'opposeront de toutes leurs forces à la création de ce banc d'essai destiné à alimenter — pour le plus grand profit des Dassault et Matra — les colonels grecs, les franquistes assassins, les portugais colonialistes, les Sud-Africains ségrégationnistes. Il ne se feront pas les complices d'une politique qui tend à asservir l'homme afin d'en faire en définitive de l'engrais pour des champs qui ne seront ensemenés que par des obus.

Les paysans du Larzac se batront jusqu'au bout et ils peuvent reprendre à leur compte, transposée dans la langue occitane, la célèbre phrase des sans-culottes : « Penjarem Debré al darier cade embé los tripes de la dariere feda ! » (3).

Roland d'OC.

(1) Serre le poing, paysan d'Occitanie.

(2) Nous garderons le Larzac.

(3) Nous pendrons Debré au dernier genévrier avec les tripes de la dernière brebis.

— ils refusent de laisser leur terre à l'armée française ou anglaise, d'abord parce que c'est LEUR terre, ensuite parce qu'ils jugent néfaste le rôle social de l'armée.

Jusqu'à ces derniers jours, le soutien qu'ils avaient obtenu n'était rien d'autre que le soutien devenu traditionnel du gauchisme le plus spontané. Une fête, en quelque sorte, dans la lignée de celle patronnée par Charlie-Hebdo. (opération « Bugey Cobayes », rassemblement de Fessenheim, manifestation à vélo dans Paris, etc...) Rien, donc, de bien menaçant pour le pouvoir. Debré avançait tranquillement ses pions.

Aujourd'hui, la situation a évolué. Le pouvoir semble réfléchir. Il manifeste sa crainte en interdisant d'abord toute manifestation dans Paris pendant la durée du séjour de Madame Golda Meir (coupant ainsi l'herbe sous le pied aux protestataires éventuels : — « si vous n'êtes pas contents, adressez-vous à Mitterrand... ») ; ensuite il barre la route aux tracteurs venus du Larzac, les empêchant de quitter Orléans. Dans le même temps, il prend quant au problème soulevé une attitude plus défensive. Debré ne donne plus de la voix, et le gouvernement impose à ses flics une discrétion parfaite propre à éviter tout incident avec les manifestants. On n'aperçoit aucun agité, exigeant l'assaut immédiat des casernes ou des cars de C.R.S. : les provocateurs sont restés au chaud à la préfecture...

Pourquoi cette discrétion ? A l'approche des élections législatives (toujours elles), le pouvoir n'entend pas laisser s'amorcer un pétard supplémentaire, un nouveau motif de mécontentement qui risquerait de s'étendre à l'ensemble de l'électorat agricole. Il vaut mieux laisser faire ; les cultivateurs ne doivent pas apprendre ce qui s'est passé au Larzac, et pour éviter une solidarité gênante du monde agricole le mieux est encore de fuir tout affrontement qui pourrait attirer l'attention de la presse.

Mais si l'attentisme du gouvernement se conçoit et s'explique, on comprend moins l'attitude des organisations politiques de gauche qui ont apporté du bout des lèvres et avec un minimum de publicité leur soutien à la cause du Larzac. La discrétion, ici aussi, semble de rigueur, et les paysans eux-mêmes restent encore dans l'incertitude au sujet de l'avenir de leur combat.

Ce soutien inattendu mais mitigé et discret, cet intérêt subit des organisations comme le PSU, le PC, le PS (Fédérations de Paris seulement...), des syndicats CFDT CGT, sans oublier les radicaux de gauche et le mouvement réformateur, etc, ne peut s'expliquer que par la proximité de la bataille électorale. La manœuvre va consister à jouer cette carte nouvelle et pas trop défraîchie, qui permettra d'utiliser au mieux l'énorme élan de solidarité franche et spontanée qui s'annonce, et qui reste à développer... De plus, l'appoint d'une certaine jeunesse issue de 1968, jeunesse en grande partie antimilitariste, anti-étatiste, amoureuse d'une nature vierge de toute pollution, et qui reste en marge des bureaucraties, ne sera pas négligeable dans les manifestations de masse que les états-majors prévoient d'organiser prochainement. Cela peut être l'occasion de se réconcilier cette jeunesse qui arrive

à l'âge de voter, à la condition de manœuvrer habilement.

Voici pourquoi les politiciens de l'union populaire se sont fait si petits l'autre soir, à Jussieu ; ils étaient vraiment noyés dans la masse, ou bien n'avaient pas jugé utile de se déplacer. En tout état de cause, il est trop tôt encore pour qu'ils interviennent à fond. Il ne faut pas fatiguer prématurément la population, les élections ne sont que dans un mois...

Voici également pourquoi nous voyons pour la première fois les grandes bureaucraties accepter de signer des tracts en commun avec des mouvements aussi opposés aux conceptions étatistes que « les objecteurs de conscience » ou « Survivre et vivre », par exemple.

Il est donc clair que les paysans du Larzac vont servir à quelque chose d'envergure. Mais vont-ils y trouver leur compte ? Nous en doutons. Devant leur incertitude quant à l'avenir à moyen terme, nous comprenons qu'ils n'ont reçu aucune assurance de la part des formations de l'union de la gauche, en cas de victoire aux urnes du programme commun. Personne n'a pu leur donner de garantie de bonne fin pour leur combat contre l'armée.

Faute d'être taxés de traîtres, de partisans du statu quo, de défenseurs de Debré et de ses complices, de petits-bourgeois, et d'autres choses encore, on crève de rage de ne pas pouvoir dire aux paysans du Larzac :

« Attention, l'UDR, l'armée et leurs complices, les patrons, vous ont déjà fait des promesses qu'ils n'ont pas tenues et qu'ils ne tiendront pas, n'attendez pas des partis qui vous soutiennent symboliquement pour avoir votre bulletin de vote qu'ils tiennent des promesses qu'eux-mêmes se gardent bien de vous faire. Ne vous laissez pas avoir par les manipulateurs professionnels, à l'affût pour le moment, mais qui ne manqueront pas de se manifester. Sinon, les élections passées, vous n'aurez plus qu'à dire adieu à vos terres. Car enfin, a-t-on entendu Mitterrand ou Marchais proclamer comme vous le faites leur antimilitarisme ? Non, au contraire. Vous savez bien que votre combat se place aussi sur le plan de la lutte contre l'armée en général, et contre toutes les armées quelles qu'elles soient. Or les centrales dites démocratiques qui vont briguer vos suffrages sans même avoir pour objectif l'instauration du socialisme (M. Marchais dixit, au dernier congrès du PCF), seraient bien heureuses de recevoir en cadeau, lors de leur accession au trône, un superbe camp d'entraînement militaire de 17.000 ha... pour entraîner les forces armées du socialisme, bien sûr, et non plus les forces armées du capital. Pour nous, qui condamnons toutes les armées sans exception, en tant qu'instruments de domination des Etats sur les individus, en tant que causes directes des guerres, le soutien de votre combat ne passe pas par les urnes, il passe par le désarmement. Partout où l'armée est présente, elle l'est à la suite d'un vol. De partout, expulsions les armées, ruineuses en temps de paix et anéantisseuses en temps de guerre.

« Nous sommes de tout cœur avec vous, en lutte contre l'armée. Nous voulons que la terre appartienne à ceux qui la travaillent ».

BUTTARD.

EXPOSITION

On soutient en général que la connaissance du peintre, que son attitude devant la vie, que sa règle de vie, n'ajoutent rien à la connaissance de l'œuvre.

Je ne crois pas que cette opinion se justifie ici, car l'élément humain y est essentiel par les sujets mêmes que le peintre Mirallès choisit.

J'ai donc interrogé l'homme Mirallès, avec ses lacunes comme son talent, pour comprendre sa recherche, son émotion plastique. Il m'a fallu plusieurs fois le rencontrer; troublée, par ce garçon timide, fermé même, ne s'exprimant qu'à travers quelques rares bouts de phrases et très difficilement lorsqu'on lui parle de sa peinture.

Ce qui frappe dans toute l'œuvre, qu'elle soit : paysages, natures mortes, nus, enfant (le sien) c'est que l'on se trouve devant l'expression d'un tempérament éminemment dramatique (Mirallès est d'origine espagnole comme son nom nous l'indique). Est-ce suffisant pour expliquer ce que certains appelleront dans la sobriété des moyens et des sujets, une recherche de la « tristesse », le dramatisme, une « pauvreté des moyens » ? Je ne le pense pas.

Ce qui frappe dans cette recherche du peintre Mirallès dans la simplification voulue de

sa palette, c'est la volonté d'atteindre, de traduire une réalité dramatique des choses les plus simples de la vie.

Le choc reçu s'exprime alors, en quelques puissantes taches nuancées de vert, de brun, de bleu, en dehors des terres, les rouges et carmins étant écartés; seule une tache blanche éclaire une peinture très particulière dans sa sobriété voulue par Mirallès.

Ce peu déconcerte au premier abord, mais rapidement envoûté tant le dramatique est vrai.

L'habitude devant une œuvre est la recherche des influences de l'école ou des écoles. Nous avons affaire ici, à un véritable autodidacte qui, à travers les difficultés de sa vie d'ouvrier et familiale, continue, dans le dénuement de cette vie, à refuser, à jouir du peu de ce que tout homme a droit dans ce monde. Mirallès cherche à exprimer l'essentiel d'un tempérament, en se livrant dans cette peinture qui déconcerte et bouleverse, et qui est pour lui la seule écriture.

Cette réserve presque anormale est certainement un handicap, non pour l'œuvre, mais pour sa communication avec le public, ce qui serait regrettable car sa peinture risque d'être regardée trop rapidement.

H. PATOU

CINEMA

Le dernier film de Damiano Damiani vient à point pour nous réconcilier avec le cinéma italien dit « politique ». En effet, nous avions presque oublié que celui-ci, considéré à juste titre comme l'un des meilleurs sur le plan social, nous avait habitué à voir des œuvres d'un intérêt certain telles que « Salvatore Giuliano », « Main basse sur la ville », « la Chine est proche », « Dillinger est mort »,... pour ne citer que quelques titres. Et cela à cause de deux œuvres primées à Cannes en 72 et qui n'étaient pas faites, elles, pour satisfaire les esprits libertaires. Je veux parler de « l'Affaire Mattéi » de Rosi et de « La Classe ouvrière va au paradis » de Petri. Le premier, par son souci d'objectivité historique et sa volonté d'analyse descriptive des faits, montrait trop de sympathie à l'égard d'un oppresseur capitaliste. On avait l'impression que Rosi ne condamnait pas fondamentalement les agissements de Mattéi et parfois même les justifiaient par un nationalisme suspect. Le second, plein de bonne volonté, nous livrait LE film sur la classe ouvrière hélas grossièrement caricaturée à l'image d'un Volonte grimaçant à souhait. Le réalisme souhaité basculait vers l'exhibitionnisme ou-

Nous sommes tous en liberté provisoire de Damiano Damiani

trancier par son parti pris de démonstration.

Le réalisme, il va encore en être question dans le film de Damiano Damiani, auteur des déjà remarquables « El Chunchu » et « Confession d'un commissaire de police ». Seulement ici, il s'avère opérant parce que nous sommes enfermés dès le générique dans un univers clos, sans attache avec le monde extérieur, et où va se reconstituer sous nos yeux une mini-société à l'intérieur de la société. Et comme il faut des valeurs de bases à toute société organisée, Damiani va nous les fournir. Cette mini-société oppressive (ou répressive si l'on préfère !) va donc reposer sur deux valeurs communes à toutes les sociétés inégalitaires : l'Autorité et l'Argent. Cela, l'auteur va le stigmatiser tout au long du film avec un tel acharnement qu'il est difficile de mettre en doute sa sincérité et son honnêteté. A tel point qu'il va nous obliger, aveugles que nous sommes ou voulons être, à entrer avec sa caméra dans cet univers étouffant de la prison, à voir et à prendre position. Notre guide, ce sera l'architecte Vanzi, injustement accusé d'homicide involontaire et de délit de fuite et mis en détention préventive en attendant sa libération. C'est un personnage rangé avec lequel le public doit s'identifier. Avec nous et pour nous, Vanzi, plus que simple détenu, va se faire témoin explorateur. Et la descente au tréfond de la bassesse humaine commence. C'est d'abord le directeur de la prison, mielleux, hypocrite, cynique, faussement libéral, bref totalement déshumanisé, rendu à l'état de mécanique bien huilée au service d'une bureaucratie abjecte. Et puis vient celui qui est sans doute le personnage clé du film, Rosa, détenu « volontaire », c'est-à-dire flic au service des prisonniers de « haute » condition sociale (ingénieur criminel, mafiosos...). Rosa est là pour maintenir les différences de classes au sein de la prison. C'est à un véritable chantage au fric auquel nous assistons. Ceux qui peuvent payer reçoivent en

échange quelques avantages. Ainsi Vanzi aura-t-il droit à son quart d'heure de plaisir avec une détenue féminine par l'intermédiaire d'un médecin véreux. Mais bientôt Vanzi, qui se sent comme les autres mais qui aimerait bien malgré tout que la soupe soit meilleure, est animé d'un légitime sentiment de révolte. Il faut vite le mater, lui faire comprendre qu'en taule il n'y a pas de réclamation possible. Commence alors le processus de dégradation de l'individu destiné à briser toute résistance obstinée. Vanzi va être l'instrument involontaire d'un crime odieux. Dans une cellule se trouve un détenu qui a été le témoin d'une catastrophe criminelle. C'est Pesenti, personnage qui donne au film sa dimension anarchiste. Incorruptible ce Pesenti. Il veut témoigner au procès de la société responsable. Il ne croit pas qu'un million de lires peut racheter la mort de mille êtres humains. Alors une nuit, en présence de Vanzi, le gardien chef laisse la porte de la cellule ouverte. Quelques secondes plus tard, quatre droits communs surgissent et coupent les veines à Pesenti. Image atrocement sanglante d'un homme intègre assassiné au nom de la loi. Vanzi taira la vérité. Brisé, humilié, avili par l'autorité devant laquelle il est trop faible ou trop lâche, il oubliera tout cela. Il sera libéré et partira en croisière avec sa famille. Surtout ne rien dire. Oublier à tout prix. Fermer les yeux devant l'atrocité, l'injustice. Combien d'individus sont comme Vanzi ?

« On a pas le droit de faire ça à un homme », pleure-t-il au cachot. Jusqu'à quand « leur » laissera-t-on ce droit ?

Le reste de l'actualité cinématographique est évidemment de moindre importance. On peut cependant prendre un certain plaisir à la vision du film de Robert Mulligan « L'Autre » qui est une bonne histoire fantastique intelligemment filmée. Par contre, on doit se méfier « des Shaft flingueurs qui ne dorment pas la nuit ».

P. Bigot.

L'ETROITE LUCARNE

On pense à nous, à nos loisirs, à nos soirées, à notre culture à l'O.R.T.F... Faudrait sans doute que l'on remercie vivement l'office pour le chouette cadeau qu'il a fait au pays pour ses étrennes, cette bouffonnerie de troisième chaîne.

Dire qu'on casque 12 sacs par an pour n'avoir droit à se rincer l'œil que sur des feuilletons à l'eau de rose, des films ratés, des reportages sans valeur ni teneur, des variétés de chanteurs de tubes qui nous entubent, du théâtre mélo à 100 sous, des débats insipides entre assassins de droite et truands de gauche, des jeux sinistres, ou des informations romancées...

Couleur ou pas couleur, c'est tous les soirs le même bourrage de crâne, le même menu copieux d'imbécillités indigestes, chaque semaine renouvelées... Ils ont rien à y passer par cette troisième chaîne... Rien du tout, que du vent, mais ça ne fait rien, elle fonctionne... ça fait bien,

surtout avant les élections... ça fait très bien aussi au niveau européen, la frime, la technique française.

Pourquoi ne pas céder cette troisième chaîne à ceux qui en ont marre des deux autres ? Pourquoi ne pas laisser, pour une fois, le public se préparer lui-même son programme de détente ? Nous sommes dans un pays libre ! Ça devrait être possible !

Y'en a par-dessus les oreilles des Guy Lux, des feuilletons, des publicités, des chanteurs sans talent, des politiquards pourris, des films de guerre et d'inaction intellectuelle...

Y'a des gens qui bossent dur dans ce pays, y'a des gens qui voudraient échapper à l'ennui et à la bêtise en ouvrant le soir, cette boîte à maléficences qu'est actuellement la T.V., y'a des gens, des étudiants, des enfants qui attendent qu'on projette les films de leurs problèmes, des fiascos de l'humanité, des Etats, des religions, des esclavages, des racismes, des misères de toutes sortes...

Pourquoi qu'elle existe pas cette petite chaîne où que tout le monde pourrait venir causer, prouver et rencontrer sans minotages des adversaires ? Parce que ça serait le bordel ? Parce que ça remplirait les feuilles à personne ? Ou bien tout simplement parce que ça plairait et ça rendrait service aux gens ? aux peuples ?

Ainsi, c'était pas du tout un cadeau, cette troisième chaîne !

Autrefois, les peuples exigeaient du pain et du cirque, sinon ils se révoltaient...

Aujourd'hui, à ces pauvres esclaves on ne leur file plus que du cirque, et du plus mauvais ! et ils ne bronchent pas !

Faudra-t-il attendre une cinquième ou une sixième chaîne pour que les téléspectateurs se décident au moins à ne plus financer ces programmes de leur perdition !

CARMEN.

LIBRAIRIE

| | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PIERRE ANSARD : La sociologie et Proudhon 11 Marx et l'Anarchisme 44 Naissance de l'Anarchisme 30 | ARCHIVES DE BAKOUNINE (prix d'envoie compris) : Vol. 1 - Part 1 98,75 Vol. 1 - Part 2 120,00 Vol. 2 126,60 Vol. 3 146,55 Vol. 4 255,80 | LUIGI FABBRI : Qu'est-ce que l'Anarchisme ? 2,00 | MALKOM MENZIE : Makhno, une épopée 26,00 | ROCKER RUDOLPH : Marx et l'Anarchisme 2,50 |
| ARCHINOFF : Le Mouvement makhnoviste 24 | BARRUE : Bakounine et Netchaïev 12,00 | SOL FERRER : Le véritable Francisco Ferrer : l'homme, l'éducateur, le militant, le martyr 12,00 | F. MINK : L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire 24,00 | RUSSELL FRANCIS : L'Affaire Sacco-Vanzetti 21,10 |
| ARMAND E. : Sa vie, sa pensée, son œuvre (textes) 15 | JEAN BECARUD et GILLES LAPOUGE : Anarchistes d'Espagne 15,00 | GOUSTINE : Pouget 33,00 | MOUNIER : Communisme, anarchie et personnalisme 6,00 | SACCO-VANZETTI : Lettres (1921-1927) 6 |
| ARVON HENRI : Aux sources de l'existentialisme : Max Stirner 11 | PIERRE BESNARD : Le monde nouveau - son plan - sa constitution - son fonctionnement 6,00 | GUERIN : Ni Dieu ni Maître 55,00 | A.S. NEIL : Libres enfants de Summerhill 23,70 | SALMON ANDRE : La terreur noire 24,70 |
| JEAN BANCAL : Pluralisme et autogestion : Tome 1 21 Tome 2 21 Œuvres choisies de Proudhon 6 | GEORGES BLOND : La grande armée du drapeau noir 35,50 | MAURICE JOYEUX : L'Anarchisme et la société moderne 15,00 | NETTLAU MAX : Histoire de l'Anarchie 35 | SCHWITZGUEBEL A. : Quelques écrits 8 |
| BAKOUNINE : La liberté 12,50 Œuvres complètes 21 Dieu et l'Etat 6 Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Petersbourg 10 Fédéralisme, socialisme et antithéologisme 12,50 La Commune 2,50 De la guerre à la Commune 4,50 Bakounine et le panslavisme révolutionnaire 18,00 Bakounine ou le démon de la Révolte (biographie de Fritz BRUPBACKER) 25,00 | LES « CAHIERS DE L'HISTOIRE » Histoire du Mouvement Anarchiste 5 | L'Anarchie et la révolution de la jeunesse 9,00 Mutinerie à Montluc 18,00 Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière 5,00 Le Consulat polonais 9,00 | ABEL PAZ : Durruti 49,00 | SKIRDA ALEXANDRE : Kronstadt 1921 32,50 |
| VICTOR DAVE : Bakounine et Marx 2,50 | JOSEPH DEJACQUE : A bas les chefs 24,00 | KAMINSKY : La vie d'un révolutionnaire 24,00 | J.R. SCHMIDT : Le maître-camarade et la pédagogie libertaire 14,80 | SOREL : Réflexions sur la violence 28,00 |
| | ERNEST COUERDEROY : Pour la Révolution 32,00 | KROPOTKINE : Autour d'une vie 25,00 La morale anarchiste 5,00 L'Anarchie, sa philosophie, son idéal 4,50 | ALEXANDRE SKIRDA : Kronstadt 1921 32,00 | STIRNER MAX : L'unique et sa propriété 25 L'Unique et autres écrits 33,00 |
| | MAURICE DOMMANGET : Histoire du 1 ^{er} Mai 55,00 | D. LANGLOIS : Le guide du Militant 20,00 | PROUDHON : Œuvres choisies 6,00 Qu'est-ce que la propriété ? 5,00 Du principe fédératif 35,00 Ecrits sur la religion 35,00 De la création de l'ordre dans l'humanité 35,00 Philosophie du progrès. La justice poursuivie par l'Eglise 35,00 Carnets 35,00 Contradictions politiques. Les Démocrates assermentés. Lettre aux ouvriers. Les traités de 1815 35,00 | STOINOFF NICOLAS : Un centenaire bulgare parle 8,50 |
| | DESANTI DOMINIQUE : Les socialistes de l'utopie 9,10 | LECOIN : Les Anarchistes et la prise de conscience 2,00 Le cours d'une vie 18 | RECLUS : La peine de mort 2,00 | TAILHADE LAURENT : Imbéciles et gradins 10 |
| | LOUIS DORLET : L'esprit troupeau et ses conséquences 5,00 Autopsie de la bible 5,00 | ARTHUR LEHNING : Anarchisme et marxisme dans la révolution russe 7,00 | RICHARDS VERNON : Ensenanzas de la revolución española 24 | THOMAS BERNARD : Jacob 25 La Bande à Bonnot 19 Ni Dieu, ni maître (les murs ont la parole) 7,20 |
| | ERNESTAN : Valeur de la Liberté - le Socialisme contre l'autorité - Socialisme et humanisme 6,00 | MAKHNO : La Révolution russe en Ukraine 18,00 | | THOMAS EDITH : Louise Michel 33 |
| | | | | VOLINE : La révolution inconnue 28,50 |

Toutes commandes, tous règlements, doivent être adressés à la :

LIBRAIRIE PUBLICO
C.C.P. Paris 11289-15
3, rue Ternaux, Paris-XI^e
Téléphone : 805-34-08

POUGET

Les matins noirs du syndicalisme

par Christian de Goustine
Edition de la Tête de Feuille

En dehors de quelques textes et de la part que lui font les historiens du mouvement ouvrier, on ne savait pas grand chose d'Emile Pouget, l'inoubliable « Père Peinard ». Même si après avoir refermé le livre on a l'impression d'être resté un peu sur notre faim, cet ouvrage comblera partiellement un vide et c'est bien ainsi. On pourra certes regretter que la réalité chasse le mythe et que l'homme ressemble si peu à la figure qu'on se faisait d'un boutefeu partisan de la grève générale, du sabotage, de l'antimilitarisme et d'un langage dont la verdeur nous réjouit.

Pouget est né dans la petite bourgeoisie. Il fera ses études au lycée de Rodez, et c'est probablement là qu'il verra s'éveiller sa vocation de journaliste et son goût des lettres. Puis il vient à Paris où il travaillera comme employé de magasin, une corporation qui n'a pas la réputation d'être particulièrement agitée.

C'est cependant dans ce milieu qu'il prend contact avec le mouvement syndical, fonde son premier syndicat et devient anarchiste. Pouget n'est ni un orateur ni un théoricien, il est propagandiste, probablement le meilleur qu'eut à cette époque la C.G.T. où les agitateurs étaient légion. Il rédige le bulletin syndical, publie des brochures. Enfin en 1889 c'est le premier numéro du « Père Peinard » et ce sera un succès. Pouget est un journaliste et pendant vingt ans il va être le porte-parole du mouvement syndical. Mais il est anarchiste et il ne l'oublie pas, et nous retrouverons sa collaboration aux « Temps Nouveaux » de Jean Grave. C'est le temps des attentats anarchistes ; Pouget doit se réfugier à Londres où il réussira à confectionner et à faire passer la mer au « Père Peinard » qui continuera à se vendre en France malgré l'interdiction.

Puis c'est le retour, et notre journaliste va essayer de transformer son hebdomadaire en quotidien ; ce sera un échec. Il sera aux côtés de Sébastien Faure au cours de la malheureuse expérience du « Journal du Peuple ». Puis ce sera la grande aventure de la C.G.T. où Pouget au côté de Griffuelhes sera secrétaire adjoint chargé de la propagande et de la presse, et c'est à ce poste qu'il donnera toute sa mesure. « La Voix du Peuple » est créée grâce à des fonds fournis par Malato et devient le journal officiel de la C.G.T.

Est-il assagi ? interroge l'auteur. En vérité il a compris le mal que les attentats anarchistes ont fait au mouvement ouvrier et son arme c'est sa plume. Alors vont se développer ces grandes campagnes ouvrières écrites cette fois dans un langage qui est toujours simple mais de qualité. Le « Père Peinard » a définitivement disparu. C'est la période de faste du syndicalisme révolutionnaire, puis vint la période noire, celle où les politiciens usent de la calomnie. Griffuelhes s'en va, Pouget le suivra de près. La guerre approche et Jouhaux s'appête à donner le signal de ralliement à l'Union Sacrée. Les « vieux » Griffuelhes, Yvetot, Pouget laisseront faire. Usure provoquée par la vie militante, peut-être. Peut-être aussi dégoût de voir ce mouvement ouvrier à la merci de n'importe quel intellectuel camouflant ses appétits sous la phraséologie révolutionnaire.

Un livre à lire et à méditer.

Histoire du Premier Mai

de Maurice Dommanget
Archives et Documents

Voici encore un livre qui remet les choses en place et réduit la légende du Premier Mai à sa vraie dimension. On ne fait pas la révolution à l'heure choisie par le bureau confédéral.

Dommanget avec sa minutie ordinaire nous décrit la naissance du Premier Mai et les incidents qui, en Amérique, provoquèrent une journée de solidarité internationale chaque année.

Le premier de tous les premiers Mai de notre pays est intéressant en ce sens que sa préparation opposera le mouvement socialiste émietté en plusieurs partis, les anarchistes, la Fédération syndicaliste et les Bourses du travail. Le récit de Dommanget, extrêmement vivant, nous enseigne sur l'état du mouve-

ment ouvrier démantelé après la Commune et qui prépare les grands courants d'opinion qui aboutiront à la création d'un seul parti socialiste et à la C.G.T. syndicaliste révolutionnaire. Ce premier Mai fut un succès, plus de cent mille Parisiens se rassemblèrent pour réclamer une revendication qui reste encore la nôtre : les Huit heures. C'était en 1890.

Puis les premiers Mai vont se succéder avec des fortunes diverses. 1891, c'est la fusillade de Fourmies, dix morts ! Et l'auteur nous dit avec juste raison que de ce massacre surgira la grande vague d'antimilitarisme qui secouera le pays au début du siècle. Les manifestations se succéderont chaque année, souvent ternes, parfois secouées par des incidents comme l'arrestation de Pouget, de Louise Michel distribuant aux nécessiteux le pain dérobé aux boulangeries. La manifestation est surtout organisée par les partis politiques de gauche et il faudra attendre la réunification du mouvement syndical pour revoir des journées exaltantes. Pouget dans la « Voix du Peuple », le journal de la Confédération, va s'emparer de la journée et tout va changer. Le premier Mai c'est d'abord la journée de huit heures et cela concerne les syndicats. Le sommet à atteindre fut le premier Mai 1906. Les bourgeois se terraient en l'attente du grand soir. Le résultat fut important, mais n'atteignit pas cette intensité que le gouvernement redoutait, et je crains bien que Dommanget en nous contant cette journée ne se soit laissé influencer par les comptes rendus des organisations syndicales qui se servent pour la commenter de ce terme « encourageant » qui semble bien un peu décevant.

Le livre de Dommanget énumère d'autres premiers Mai bien sûr, durement réprimés, mais jamais nous ne reverrons ce spectre du « Grand Soir » qui plana sur le premier Mai 1906.

Ce livre de Dommanget est indispensable au militant ouvrier, car il lui apprend que les luttes ne sont pas des fêtes et que la révolution est une longue patience.

Contre la guerre, par la Révolution

par Rosa Luxembour
Edition Spartacus

Voici un recueil de lettres et de tracts écrits par Rosa Luxembour qui vont de 1916 à l'assassinat de la grande révolutionnaire et qui illustre la tragédie de Spartacus qui mit fin à l'espoir d'une révolution européenne succédant à la Première Guerre mondiale.

Ces lettres sont importantes car elles reprennent le traditionnel combat pacifiste contre les guerres impérialistes. Avec lucidité Rosa Luxembour démonte le mécanisme qui poussa la social-démocratie dans les bras de l'impérialisme. Avec une inlassable patience elle rappelle que la solution essentielle c'est l'internationalisme.

Mais ce qui est capital dans cette correspondance ce sont ses jugements lucides sur la situation en Russie et sur la politique que mènent Lénine et Trotsky. Jamais bien sûr elle ne condamne la Révolution russe. Elle est à côté du peuple en lutte, mais c'est justement cette fidélité à l'internationalisme qui lui permet de porter des jugements très durs sur la suppression de toute liberté dans le parti et dans le pays. Et certains de ces avertissements semblent prophétiques lorsqu'elle met en garde contre une dictature du prolétariat qui risque de devenir celle d'un homme seul et plus encore lorsque, au moment de la paix de Brest-Litovsk, elle met en garde Lénine contre une alliance entre la Russie soviétique et l'impérialisme allemand, alliance que Staline réalisera vingt ans après.

Ces lettres et ces tracts sont une condamnation de la politique des partis communistes, qui est encore valable aujourd'hui, mais il ne semble pas que l'auteur ait compris que le chemin où s'engageait la révolution était celui qui découlait logiquement du marxisme.

Ces lettres sont écrites clairement et se lisent facilement dans un style qui n'a rien de commun avec celui utilisé dans ses épais bouquins théoriques. Nos petits gauchistes, comme d'ailleurs un certain nombre d'intellectuels qui se servent de l'anarchie pour se donner bonne conscience, utilisent Rosa Luxembour pour justifier leurs cabrioles théoriques. Ils ont tort, car quelle que soit la sympathie que l'on éprouve pour le courage et la lucidité de la militante, il suffit de la lire pour s'apercevoir que son esprit de centralisation démocratique n'a rien de commun avec le fédéralisme libertaire.

Seize fusillés à Moscou

par Victor Serge
(Lettres inédites) Ed. Spartacus

Voici un recueil de textes inédits de Victor Serge précédé de deux préfaces intéressantes, l'une de Magdeleine Paz, l'autre de Lucien Laurat. Je dirais bien volontiers que je ne partage pas l'admiration de ces deux militants socialistes pour Victor Serge, d'abord anarchiste, puis marxiste ; enfin victime « exemplaire » arrachée aux mains crochues des bolchéviques grâce aux efforts non pas du prolétariat, mais des écrivains bourgeois qui flirtaient pour un temps avec le socialisme et, si je comprend parfaitement la position de Paz et de Laurat envers un intellectuel qui les avait rejoints, je comprends moins la persistance qu'on retrouve dans nos milieux à considérer l'homme autrement qu'à travers sa mine touchante de victime.

Que dire de ces lettres ? Elles nous renseignent sur l'opinion et les réflexes des milieux trotskistes ou à la marge du trotskisme, sur les procès de Moscou, et si on n'était pas saisi par l'horreur de telles méthodes on serait poussé à dire qu'il ne s'est agi que de fauves se dévorant entre eux et à conserver notre pitié pour les malheureux types qui furent victimes et reçurent les éclaboussures de ce sanglant règlement de comptes. Mais ce qui fait justement l'intérêt de ces lettres c'est leur caractère anachronique. Nous savons aujourd'hui bien d'autres détails sur toute cette période et le recul nous permet de voir avec quelle difficulté la vérité a pu jaillir, freinée qu'elle était par les intellectuels communistes et les autres, ceux qui croyaient qu'avec un peu de complaisance ils pourraient obtenir dans « l'Humanité » quelques lignes bienveillantes sur leurs bouquins ; freinée aussi qu'elle était par les intellectuels trotskistes ou gauchistes de l'époque qui essayaient d'isoler les crimes de Staline de façon à garantir le culte de toute atteinte.

Je veux dire également que Victor Serge dans ses lettres du Mexique émet quelques jugements sur un homme que j'avais en haute estime : Marceau Pivert. Cela ne m'a d'ailleurs pas étonné et a renforcé mon opinion sur cet intellectuel qui est un archétype comme nous en subissons encore de nos jours.

Le même éditeur sort également à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Serge un deuxième livre qu'on peut comme le premier se dispenser de lire.

COLLECTIONS POPULAIRES

La plus grande pente, de Georges Arnaud (L.P.).

Une série de nouvelles toutes plus remarquables les unes que les autres, et qui nous fait regretter que cet écrivain qui aurait pu faire une carrière comparable à celle des plus grands auteurs américains de la génération perdue, ne produise pas plus.

Mon cœur mis à nu, de Baudelaire (L.P.).

Voici toute une série de textes qui sont précédés d'une préface et suivis de commentaires qui les mettent judicieusement en valeur. Il est peut-être bon de rappeler que ces morceaux qui parurent après la mort du poète soulèverent des polémiques qui ne sont pas encore éteintes.

Opium, de Jean Cocteau (L.P.).

Cet ouvrage est une sorte de journal intime, qui peut paraître d'actualité aujourd'hui, mais c'est surtout un exercice de style où l'on voit apparaître et disparaître toute une génération d'écrivains qui ont marqué la période qui suit la Première Guerre mondiale.

Baby Doll, de Tennessee Williams (L.P.).

Cette œuvre est définie comme un « scénario ». C'est un morceau typique du théâtre américain de l'après-guerre où la violence, la sexualité et la psychologie se mêlent étroitement.

Œuvres, de Shakespeare (L.P.).

Hamlet, Othello, Macbeth. La lecture de ces trois chefs-d'œuvre du théâtre anglais prépare utilement à leur représentation, Et c'est lorsqu'on les lit et qu'on les voit qu'on comprend leur succès.

QU'EST-CE QUE L'INFLATION

par Michel Buttard

Pour comprendre la signification des mesures anti-inflationnistes du gouvernement, il est nécessaire de savoir ce qu'est cet épouvantail que l'on brandit toujours très facilement à l'approche des élections : « l'inflation ».

Brusquement on semble découvrir que l'inflation s'est abattue sur le pays comme un fléau impitoyable et dévastateur. L'inflation n'est pourtant pas une maladie du capitalisme. Ce n'est qu'une conséquence logique de ce système, une résultante de la loi du profit, découlant de la règle du jeu capitaliste, et de l'existence d'un « système monétaire » devant régler nos échanges.

Le phénomène inflationniste à définir est donc avant tout, il faut le dire, un phénomène permanent et courant dans nos économies capitalistes. Par ailleurs, et quoi qu'on dise, l'inflation est un problème essentiellement monétaire. C'est l'augmentation, le gonflement de ce qu'on nomme « la masse monétaire » (pour les amateurs, l'origine du mot est latine : « inflare », « inflatum » = enfler).

Le système monétaire d'un pays est celui utilisé (ou plutôt imposé) pour les échanges. Il distribue d'un côté l'argent dont les demandeurs vont se servir pour acheter, en contrepartie d'un travail qui aboutit à la création de la richesse économique : biens de consommation, biens collectifs ou services. L'argent distribué doit toujours refléter la valeur du travail fourni à l'échelon national. Ce qui veut dire que la masse monétaire représente la valeur globale de tous les produits d'une économie nationale.

En théorie, il y a donc égalité absolue entre les biens qui résultent de l'activité économique d'un pays (produit national) et l'argent en circulation sous diverses formes (masse monétaire). Dans la pratique, on constate au contraire un phénomène permanent : la masse globale d'argent mise en cir-

ment inutiles ou aux quelques tenants du pouvoir, sans contrepartie travail de la part de l'économie nationale. Or ces dépenses improductives (armées, prestige national) ne peuvent être financées par le canal « normal » — selon la théorie capitaliste — du système monétaire. On a donc recours, par des subterfuges astucieux et compliqués ou bien ouvertement, à la « planche à billets » de la banque nationale contrôlée par l'Etat lui-même. Et toujours en augmentant la fameuse masse monétaire sans contrepartie économique...

Voilà bien une contradiction piquante du capitalisme : on nous dit qu'il est nécessaire d'établir un budget national en équilibre pour lutter contre un éventuel gonflement inconsidéré de la masse monétaire, et cependant on présente régulièrement à la Chambre et à la population un budget annuel constamment déficitaire malgré les apparences et grâce à d'habiles truquages ; déficit au moins égal à ces dépenses improductives qui entraînent irrémédiablement l'inflation...

Et pour couronner le tout, on vient ingénument demander aux travailleurs de modérer leurs revendications de salaire... car cela risquerait d'augmenter la masse monétaire !

La réalité vient donc contredire la théorie capitaliste. L'économie connaît en permanence un « gonflement artificiel de l'ensemble des moyens de paiement supérieur à l'augmentation réelle en valeur de la production nationale ». Par le jeu de l'offre et de la demande (des disponibilités nouvelles étant distribuées par le système monétaire), par le jeu normal dans notre société du mécanisme des prix, ces derniers augmenteront en même temps que la demande, l'offre globale ayant des difficultés à suivre l'évolution.

même qu' « on n'en attendait pas moins du brillant technocrate », selon l'expression consacrée.

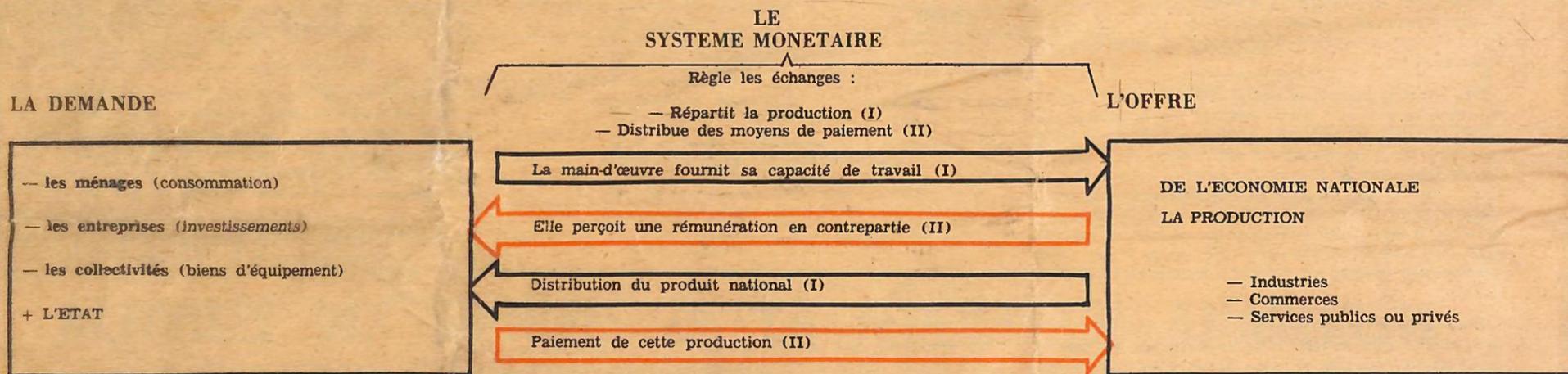
Pour notre part nous pensons que Giscard d'Estaing, loin d'être le technocrate brillant et efficace qu'il veut paraître, n'est en réalité rien de plus qu'un élève appliqué et obéissant du petit monde capitaliste. En effet, ouvrons le plus élémentaire des manuels d'économie politique, nous y apprenons que pour lutter contre une tendance inflationniste dans un système capitaliste, les pouvoirs publics ont la possibilité sinon le devoir d'exercer un contrôle sur la masse monétaire :

1°. — **PAR UNE SURVEILLANCE DU CREDIT A L'ECONOMIE** (restrictions, encadrement du crédit, relèvement du taux de réserves obligatoire des banques. Nous avons vu comment les contrôles relatifs au crédit touchent essentiellement les catégories sociales les plus défavorisées, et non les entreprises dont le taux de croissance des bénéfices reste résolument aux alentours de 12 % l'an).

2°. — **PAR UNE TAXATION SUR CERTAINS PRIX** : ici, taxation en baisse, par un allègement de la T.V.A. sur des prix jugés en trop forte hausse. Ce qui donne par exemple une diminution de 7 % de la T.V.A. sur des produits d'alimentation qui ont parfois augmenté de plus de 20 % en un an... Passons.

3°. — **PAR UN CONTROLE DES ENTREES DE DEVICES** pour ce qui nous concerne, pas de mesures spectaculaires sur ce point : nous disposons déjà d'un « contrôle des changes ».

4°. — **PAR LE RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE** : alors là c'est le comble : le déficit budgétaire risque d'être insuffisamment couvert par l'emprunt d'Etat en préparation, et de plus le ministère des Finances, au lieu de « rétablir l'équilibre budgétaire », a bel et bien agrandi le trou dans la caisse, et ce pour de nombreuses années ; nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir.



La masse monétaire (circulante et symbolisée par les flèches rouges) EST EGALE à la masse des produits ou des services disponibles (flèches noires). Si la masse monétaire augmente plus vite (en quantité) que la production, il y a **INFLATION**. En pratique, l'inflation est courante dans un système capitaliste.

Ce tableau schématique est incomplet : le rôle des banques, en particulier, n'y est pas mentionné, pas plus que le rôle de l'épargne.

culution augmente plus rapidement que la masse de produits créée par l'économie. Il y a constamment un gonflement plus rapide de la masse monétaire qui tend ainsi à être toujours supérieure à la valeur du produit national.

Théoriquement, le produit national d'un pays augmentant quantitativement, la masse monétaire devrait augmenter de façon identique, et cela automatiquement, par le jeu normal du système monétaire qui, étant créancier de l'économie nationale tout entière, doit être débiteur à égale valeur de la masse monétaire en circulation ou en dépôt. La réalité est tout autre. Le désir de s'enrichir très vite, propre aux capitalistes et la loi du profit qui règne dans les comptabilités des entreprises tendent sans cesse à majorer artificiellement la valeur réelle des produits fabriqués ou des services rendus. Ce fait patent et permanent a toujours entraîné et entraînera toujours, à moins d'une révolution, une création supplémentaire de monnaie pour pallier l'insuffisance des moyens de paiement mis à la disposition de la demande. Cette création de monnaie nouvelle, venant augmenter la masse monétaire sans contrepartie réelle en production, aboutit à fortifier la demande au détriment de l'offre globale. Il s'ensuit un affaiblissement certain dans le secteur commercial, et un climat d'euphorie pendant une période en général très courte au bout de laquelle on s'aperçoit que le pouvoir d'achat de la monnaie nationale se détériore, et que son cours décroît sur le marché des changes.

Par ailleurs, le nationalisme des Etats a toujours entraîné et entraînera toujours, à moins d'une révolution sociale totale, des dépenses militaires et des dépenses de prestige, des frais de fonctionnement et des indemnités énormes à des bureaux ridicule-

Nous pouvons donc donner de l'inflation la définition suivante : **INFLATION** : tout état de l'activité économique qui se caractérise essentiellement — pour des raisons nombreuses et variées — par la hausse générale des prix, et qui trouve sa source dans la possibilité ou la volonté de dépenser à taux plus élevé que ne le permet la quantité des biens et des services disponibles. Cette possibilité et cette volonté étant quasi permanentes dans un cadre capitaliste, l'inflation est une des caractéristiques essentielles du système.

Dans le cadre de ce système, il conviendra donc que les pouvoirs publics prennent certaines mesures pour freiner les augmentations trop criardes de la demande dans des périodes plus particulièrement difficiles.

Et nous sommes ainsi amenés à examiner les mesures anti-inflationnistes prises au début du mois de décembre par le gouvernement.

LE PLAN DE LUTTE ANTIHAUSSE : Nous savons tous qu'il existe désormais en France un prétendu plan de lutte contre l'inflation. Cela ne fait jamais qu'un plan supplémentaire, qui vient s'ajouter à la série déjà longue du genre plan de redressement, de stabilisation, etc., série à laquelle nous sommes habitués. Trouverons-nous encore quelqu'un en France pour croire à l'efficacité et au succès de ce plan ?

Cette fois les mesures prises sont un démenti formel et cinglant apporté par Giscard d'Estaing lui-même à ses allégations optimistes du mois d'octobre dernier devant l'Assemblée nationale, lors de la présentation du budget 1973. On a pu dire que ces décisions faisaient partie d'un plan « large et subtil » qui dénotait à la fois un esprit inventif et une ingéniosité sans pareils. Certains journalistes notaient

5°. — **PAR UNE POLITIQUE VISANT A MODERER LA HAUSSE DES REVENUS DE LA POPULATION**, c'est-à-dire à freiner la demande (à ce sujet on s'est fait un plaisir d'instituer une pseudo-politique de « concertation », dont on espère bien que le leitmotiv sera : ne pas augmenter inconsidérément les salaires, de peur de favoriser l'inflation...

Alors, soyons sérieux !

Où se trouvent la largesse et la finesse, dans ce plan ?

Où peut-on dénicher dans ces mesures un esprit un tant soit peu inventif ? Où se cache l'ingéniosité des directives gouvernementales ? Les pare-feu anti-inflationnistes les plus traditionnels ont été utilisés comme le recommande n'importe quel manuel élémentaire d'étudiants, et on ne voit nulle innovation réelle dans ce plan antihausse appliqué précipitamment.

En réalité, rien de neuf dans le système capitaliste. Giscard d'Estaing, comme les autres, est obligé de se soumettre à ses lois immuables.

Quant à nous, nous ne préconisons pas, pour résoudre les problèmes que pose l'inflation, une application des conseils contenus dans les manuels scolaires...

Nous prétendons qu'une société autogérée par les travailleurs est possible. Nous affirmons qu'une société dont les unités de production fonctionneraient non plus uniquement pour les profits à réaliser et pour les dividendes à distribuer, mais bien en fonction des besoins, est viable. Cette société doit être le résultat d'une révolution sociale, et nous pensons que débarrassée de l'Etat et du Capital, elle ne saurait en aucun cas être confrontée à des problèmes de cette nature.